

Juillet – Août – Septembre 2016

Réalisée du 11 au 28 juillet 2016

Vague 63

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



FIDUCIAL

www.fiducial.fr

ifop

Baromètre
des **TPE**

FIDUCIAL



- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. En Europe, elle emploie 11 000 personnes au service de ses **273 000 clients**.
- Forte d'une expertise construite autour de ses neuf métiers, **le droit, le chiffre, la banque et le conseil financier, l'informatique et la technologie, la sécurité, l'immobilier et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr



Baromètre des TPE

FIDUCIAL

Sommaire

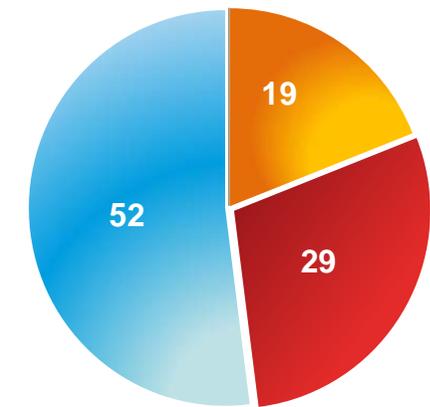
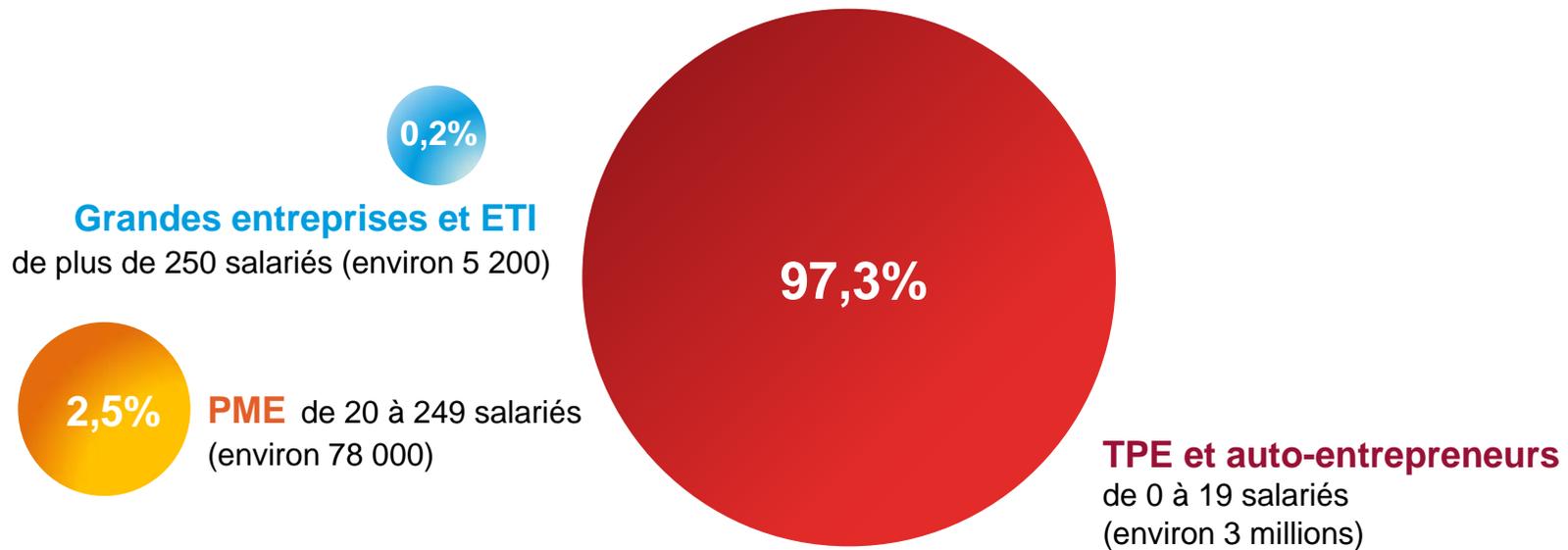
▪ Le poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Les principaux enseignements	7
▪ Le moral des patrons de TPE	16
▪ L'emploi dans les TPE	19
▪ La situation économique et financière des TPE	25
▪ L'actualité économique	31
→ Les TPE et les mouvements sociaux du printemps	31
→ Les TPE, le Brexit et l'Europe	35
→ Les TPE et la fiscalité	42
→ La perspective de l'élection présidentielle de 2017	64
▪ Les TPE et le sport	68
▪ Méthodologie	84
▪ Échantillon	85

Le poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : 3,14 millions (en intégrant les auto-entrepreneurs)*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(*) Source INSEE SIRENE 2015



% des effectifs employés

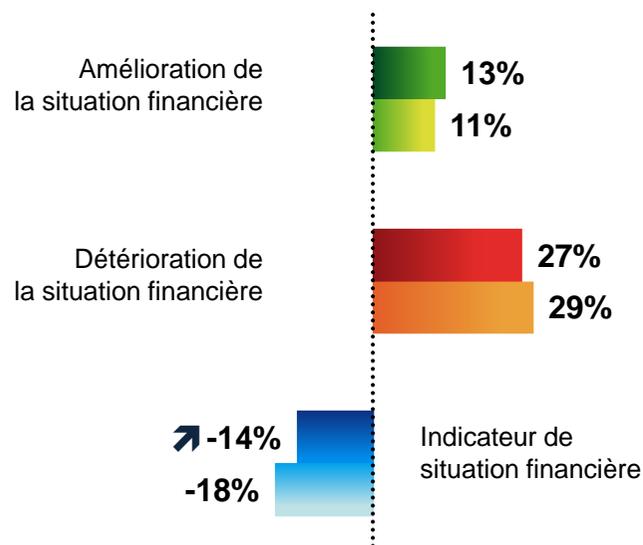
Tableau de bord

Note de lecture

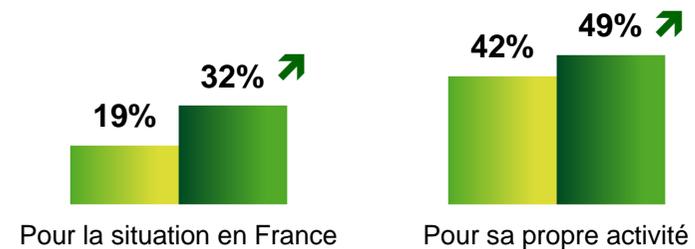
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Moral, situation financière et emploi dans les TPE

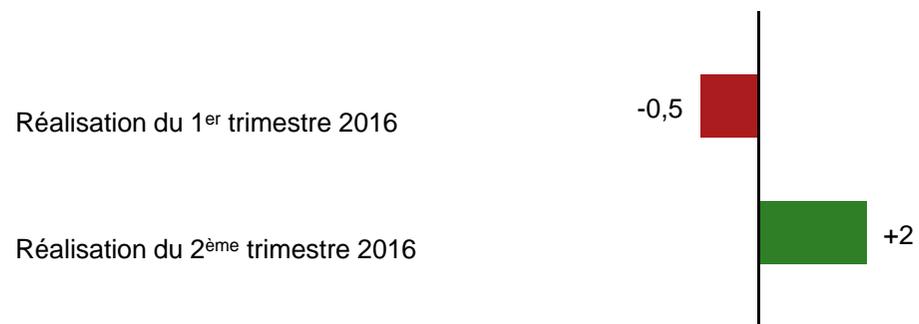
Situation financière sur les trois derniers mois



Niveau d'optimisme

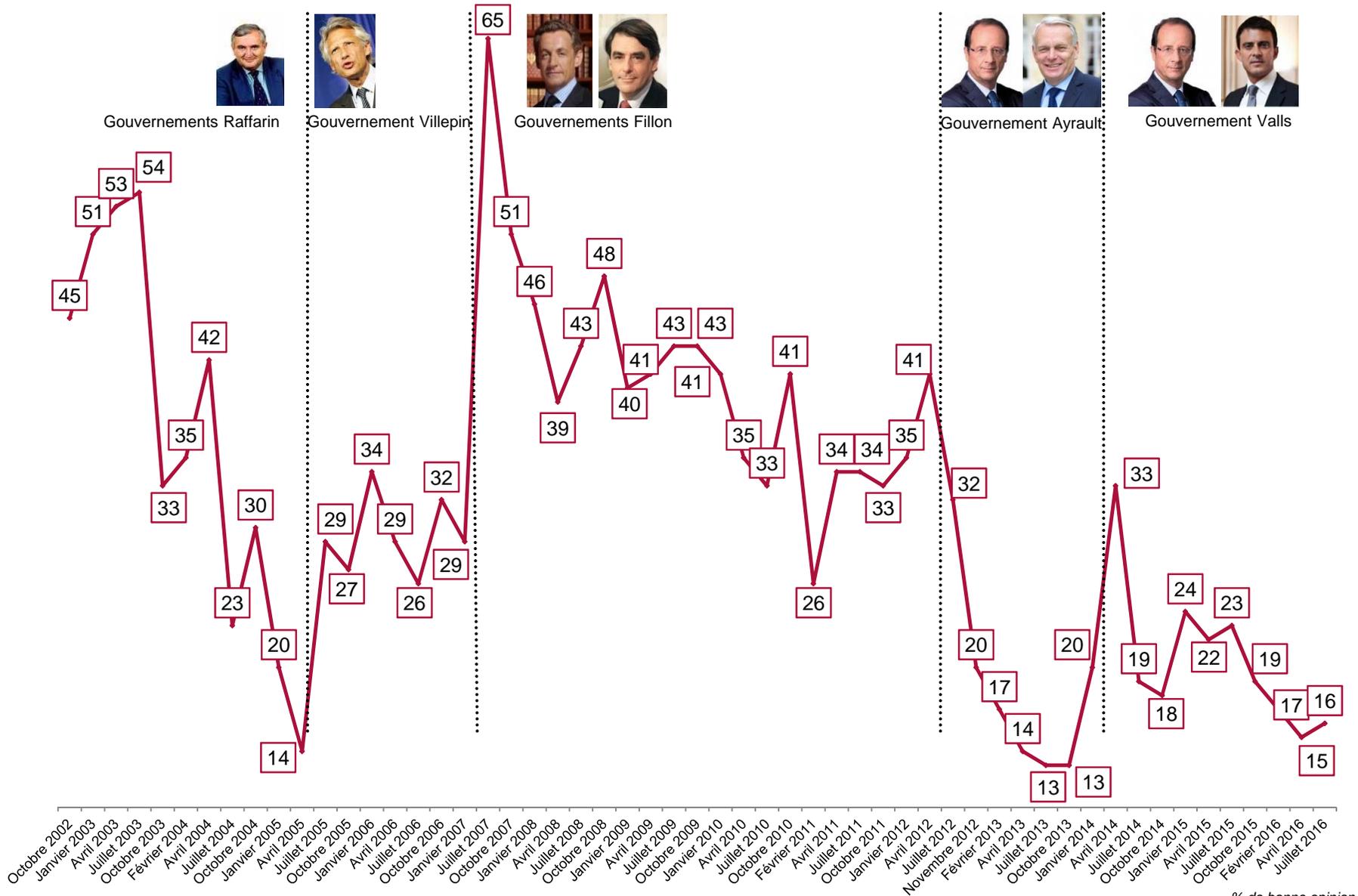


Création nette d'emplois



Base ensemble des dirigeants de TPE = 1 002 TPE

La confiance globale dans le gouvernement



Base : ensemble des dirigeants de TPE

% de bonne opinion

Les principaux enseignements

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Les principaux enseignements

Un regain de confiance des TPE en ce début de période estivale

Après trois trimestres consécutifs de baisse, **l'optimisme des patrons de TPE connaît une nette remontée** :

- Il progresse de 13 points par rapport au mois d'avril en ce qui concerne l'économie française pour s'établir à 32%, légèrement au-dessus du score enregistré en juillet 2015 (29%). Ce niveau de confiance dans le climat général des affaires reste certes minoritaire mais n'avait pas été atteint depuis 2010. Les secteurs du BTP (37%) et des services aux entreprises (38%) sont les plus positifs par rapport au contexte économique.
- Un chef d'entreprise sur deux (49%) se dit optimiste pour son activité, soit une hausse de 7 points depuis avril, même si cette proportion minoritaire reste insatisfaisante. Là encore, ce score est proche de celui observé il y a un an à la même période (51%). Les perspectives sont plus favorables dans les secteurs des services aux entreprises et aux particuliers (54% dans les deux cas) et pour les jeunes entrepreneurs de moins de 35 ans (69%).
- L'indicateur de situation financière retrouve lui aussi son niveau de l'été 2015 (-14 contre -13 il y a un an, soit +4 points en 3 mois), et est presque à l'équilibre dans les services aux entreprises (-3) et les structures de 10 à 19 salariés (+1).

Cette amélioration pourrait se poursuivre dans les prochains mois, 73% des dirigeants de TPE prévoyant un maintien ou une augmentation de leurs ventes pour le trimestre à venir. Plus précisément, ils sont 28% à prévoir une hausse de leurs recettes entre juillet et septembre. Cependant, 24% des entreprises de 0 à 19 salariés pronostiquent une baisse de chiffre d'affaires, cette proportion atteignant 31% dans le secteur du commerce.

Ce regain d'optimisme se ressent sur les embauches, avec une création nette d'emplois de +2%, qui atteint même +7% dans les entreprises de 3 à 5 salariés, +11% dans celles de 6 à 9 salariés et +9% dans l'hôtellerie. Un tel score n'avait pas été observé depuis avril 2011. Cette évolution est à surveiller pour les mois à venir, même si elle ne compensera pas 4 ans de créations négatives ou nulles depuis 2012.

On relève aussi que **la part des CDI dans les embauches demeure faible, à 35%** (-8 points depuis avril). Les CDD se maintiennent à 50% (dont 40% de CDD supérieurs à un mois). A l'instar de la vague d'enquête précédente, le recours aux CDD longs est principalement motivé par un surcroît temporaire d'activité (64%, -2 points), mais aussi, dans près d'un cas sur deux, par la volonté de vérifier que le poste est économiquement viable (44%, -2 points). Un tiers des dirigeants concernés évoque également le besoin de remplacer un salarié absent (35%) et/ou le souhait de tester les compétences du candidat (31%).

La part des contrats d'apprentissage s'établit pour le 2ème trimestre 2016 à 10% des recrutements (contre 3% au 1^{er} trimestre) tandis que les contrats aidés représentent 5% des recrutements.

Cette situation plus positive s'accompagne d'une baisse **des demandes de crédit bancaire, qui passent de 17% à 13%**. Cette diminution, si elle marque vraisemblablement une baisse des investissements, vient également en partie d'une meilleure situation financière. Ainsi, la part des TPE ayant une trésorerie négative passe de 24% à 21%. Parmi les chefs d'entreprise ayant sollicité un financement auprès de leur banque, 46% ont été confrontés à au moins une mesure de durcissement (+2 points), le plus souvent à un refus du prêt demandé (24%).

Les principaux enseignements

Une vision toujours très critique de la politique du gouvernement, en particulier sur le plan fiscal

Invités à évaluer la politique du chef de l'Etat et du gouvernement, les dirigeants interrogés restent peu confiants dans les actions et mesures économiques mises en place (16%, +1 point depuis avril 2016). On relève toutefois une vision un peu plus positive dans les secteurs des services aux particuliers (20%) et aux entreprises (22%), ainsi que dans les structures de 10 à 19 salariés (21%). **Moins d'un interviewé sur huit (13%) estime par ailleurs que le gouvernement prend bien en compte ses préoccupations en tant que chef d'entreprise.**

Cette distance avec le pouvoir exécutif se retrouve aussi sans surprise s'agissant de l'évaluation du système fiscal français, qui constitue traditionnellement un point d'achoppement entre les entreprises d'une part, l'Etat et les collectivités locales d'autre part :

- 12% uniquement des dirigeants interrogés portent un regard positif sur la politique fiscale menée par François Hollande depuis son élection en 2012. A l'inverse, 88% l'évaluent négativement dont 44% très négativement. Malgré un score minoritaire également, ils étaient beaucoup plus nombreux à juger satisfaisant le bilan de Nicolas Sarkozy dans ce domaine en 2011 (39%).
- Ils contestent massivement à ce titre l'utilisation faite des impôts en matière de services publics, que ce soit en termes d'efficacité (79% estiment que celle-ci n'est « plutôt pas » satisfaisante), d'équilibre par rapport aux contributions (82%) ou d'adaptation aux besoins (84%).
- Surtout, les deux tiers des chefs d'entreprise estiment que le système fiscal est confiscatoire (68%) et qu'il est devenu moins équitable depuis 2012 (66%), contre 29% qui pensent qu'il est resté équivalent et 5% seulement qui le trouvent plus équitable. Au global, 19% uniquement des patrons de TPE jugent la fiscalité équitable, ce score étant plus élevé dans les services aux entreprises (35%), ainsi que parmi les sympathisants EELV (35%), PS (37%) et MoDem (38%).

Ces perceptions négatives de l'action gouvernementale, en particulier en matière fiscale, vont de pair avec un accroissement de l'imposition des interviewés. Certes, le transfert de prélèvements fiscaux entre particuliers et entreprises a partiellement produit ses effets, puisque, depuis 2014, **36% d'entre eux ont constaté un maintien (23%) ou une baisse (13%) de leur imposition professionnelle**. Mais malgré le CICE et le pacte de responsabilité, une majorité a vu la fiscalité de son entreprise progresser (57%). **En outre, près des deux tiers (64%) des dirigeants de TPE pensent payer proportionnellement plus que les moyennes et grandes entreprises**, à plus forte raison dans le BTP (71%), le commerce (72%) et l'industrie (82%).

La hausse des impôts personnels concerne 70% des interviewés, tandis que, suite vraisemblablement à la suppression de la 1^{ère} tranche, 18% ont vu leur fiscalité individuelle reculer et 10% se maintenir. Conséquence logique de cette évolution, 79% des patrons de TPE considèrent que les impôts qu'ils paient à titre personnel sont trop élevés (88% dans le secteur du commerce) et la même proportion (79%) souhaite voir baisser les impôts des particuliers (dont 57% « immédiatement »), appelant à une baisse moyenne de 25%. **La proposition du remplacement du taux progressif de l'IR par un taux fixe applicable à tous suscite à ce sujet un accueil mitigé** : 52% s'y disent favorables contre 46% qui n'y sont pas favorables et même 30% « pas du tout favorables ».

Les principaux enseignements

Un système fiscal jugé trop complexe et peu compétitif, à alléger rapidement

Le système fiscal est naturellement vu comme vecteur de difficultés importantes pour leur entreprise, qu'il soit appréhendé sous l'angle du poids des charges sociales patronales pour les bas salaires (96%) et, dans une moindre mesure, pour l'ensemble des niveaux de salaires (83%), du niveau de l'impôt sur les sociétés pour les TPE qui y sont soumises (87%) ou des aspects administratifs en termes de compréhension de la réglementation (85%) et de complexité administrative des déclarations (80%). Notons que 44% à 68% des interviewés jugent même ces différents obstacles « très importants ».

Sans surprise, **ils se déclarent en conséquence favorables à une baisse des charges sociales patronales (92%, dont 84% « immédiatement ») et des impôts des entreprises (86%, dont 69% « immédiatement »)**, dont ils estiment qu'elles pourraient s'établir à environ 24% dans les deux cas (respectivement 23,8% et 23,9%).

Voulant apporter une réponse aux problèmes des entreprises liés au poids des charges sociales, **le CICE a eu des effets très limités en termes de comportements induits au sein des TPE. Toutefois, si les scores d'ensemble sont particulièrement faibles, ils augmentent avec la taille des entreprises**, les sommes dégagées en valeur absolue pour un nombre plus élevé de salariés permettant logiquement davantage de marges de manœuvre. Au global, 21% déclarent ainsi avoir augmenté la rémunération de leurs employés (34% dans les structures de 6 à 19 salariés), 18% avoir évité des licenciements (30% dans les structures de 10 à 19 salariés), 17% avoir réalisé davantage d'actions de formation (27% dans les structures de 6 à 19 salariés) et 15% avoir accru leurs investissements (26% dans les structures de 6 à 9 salariés et 40% dans celles de 10 à 19 salariés).

D'une façon générale, au-delà du poids que les impôts et les charges sociales représentent à titre personnel et professionnel, les dirigeants interrogés jugent très largement que le système fiscal n'est compétitif ni sur le plan européen (87%) ni sur le plan international (87%). Au même niveau, 89% le définissent comme difficile à comprendre.

Afin de restaurer cette compétitivité, **près des trois quarts des patrons de TPE estiment qu'il est possible de réduire l'endettement de la France et les déficits tout en réduisant les impôts (73%)**, opinion qu'ils n'étaient que 29% à partager en avril 2011, un an avant l'élection présidentielle de 2012.

Une nette majorité des chefs d'entreprise interrogés (61%) fera entrer la fiscalité dans son choix de vote pour la prochaine élection présidentielle, 25% considérant le programme fiscal comme déterminant et 36% comme important sans se révéler déterminant. Pour autant, **seuls 17% pronostiquent une baisse d'impôts de la part du gouvernement qui sera issu de la prochaine élection présidentielle** (contre 19% en avril 2011). A ce titre, ils définissent les Républicains comme le parti le plus à même de réformer la fiscalité (28%), nettement devant le Front National (12%), l'UDI (8%), le MoDem (7%), Europe Ecologie les Verts (6%), le Parti Socialiste (5%) et le Front de Gauche (2%). Notons toutefois que 30% des patrons de TPE considèrent qu'aucun parti n'est en mesure de mener une telle réforme.

Les principaux enseignements

Une attente massive de réduction de certains postes de dépenses publiques, notamment pour le fonctionnement de l'Etat et des collectivités

Sans surprise, à l'exception de l'ISF, que 47% d'entre eux souhaitent conserver comme tel, plus des trois quarts des dirigeants souhaitent supprimer ou au moins réduire l'ensemble des autres prélèvements obligatoires. La remise en cause la plus forte est celle des droits de succession, que 47% demandent à supprimer et 42% à diminuer. Le souhait de baisser ou abroger les autres taxes est mis en exergue par près de huit interviewés sur dix (77% à 79%). Plus précisément, plus d'une personne sur cinq voulant mettre fin à l'imposition des plus-values des professionnels (22%) et des particuliers (24%) contre 6% uniquement qui estiment nécessaire de supprimer les taxes foncières et d'habitation ainsi que l'impôt sur le revenu.

Pour les chefs d'entreprise ayant sollicité une réduction immédiate des impôts des particuliers et/ou des entreprises, **les dépenses de fonctionnement de l'Etat et des collectivités émergent très nettement comme le poste budgétaire à réduire en priorité (76%)**. Une part non négligeable se prononce en faveur d'une baisse du nombre de fonctionnaires (42%) et/ou des prestations sociales (38% en moyenne ; 44% parmi les employeurs et 53% dans le secteur du commerce). 29% estiment que les efforts devraient porter prioritairement sur les pensions des anciens fonctionnaires à la retraite et 25% sur les grands investissements publics. 16% seulement attendent de voir les subventions aux entreprises figurer parmi les premiers postes de baisse des budgets. Au même niveau, 14% estiment qu'il faut privilégier une diminution des salaires des fonctionnaires et 15% les aides aux plus démunis.

S'agissant de ces aides aux plus démunis, les avis divergent sur la solution à adopter en ce qui concerne le versement aux personnes n'ayant pas la nationalité française : 38% souhaitent une limitation de ces aides dans le temps, 29% un accès portant uniquement sur les aides d'urgence (RSA et soins médicaux) et 29% un accès à ces aides sans conditions de nationalité (40% dans le secteur des services aux particuliers).

Plus généralement, si l'on considère les grands postes de dépenses publiques, **deux domaines seulement devraient voir leur budget réduit selon une majorité des patrons de TPE : les collectivités territoriales (67%) et le sport (59%)**. Près de la moitié d'entre eux considèrent toutefois possible de diminuer les budgets alloués à la solidarité et à l'égalité des chances (46%) ainsi qu'à l'outre-mer (45%). Légèrement en-deçà, 39% estiment qu'il est possible de consacrer moins de moyens financiers à la culture et 38% à l'écologie et au développement durable. Un tiers des dirigeants interrogés se prononce en faveur d'une réduction du budget consacré au travail et à l'emploi (32% en moyenne ; 42% dans les structures de 6 à 19 salariés) et 26% de celui attribué à l'enseignement supérieur.

Les domaines considérés comme les moins faciles à doter de budgets plus faibles sont la défense (21%), la justice (19%), l'éducation (16%), la santé et la fonction hospitalière (respectivement 15% et 11%) et la police (12%).

Les principaux enseignements

Les réactions face à la contestation de la réforme du code du travail

Dans la vague précédente du Baromètre des TPE, on observait une certaine méconnaissance des mesures proposées dans la loi Travail (71% déclaraient mal connaître son contenu) et des dirigeants de TPE plutôt « attentistes » que « réfractaires » à ce projet de réforme. Le projet de réforme du code du Travail présenté par la ministre El Khomri a, cependant, cristallisé les mécontentements de tous bords. Manifestations, grèves et blocages de raffineries ont paralysé le pays pendant plusieurs semaines.

Face à ces réactions, parfois violentes, à la loi Travail, **près de deux dirigeants de TPE sur trois (62%) considèrent que ces démonstrations ne sont pas justifiées**. Ils sont, a contrario, 38% à les trouver justifiées.

On note, parmi cette population une surreprésentation de dirigeants d'entreprise n'ayant pas de salarié (45%), de dirigeants du secteur des services aux particuliers (53%) ainsi que des artisans (51%). Les sympathisants de gauche sont également surreprésentés dans cette population (53%).

Comparativement aux études « grand public » menées sur la même période, les résultats sont diamétralement opposés. A la mi-juin 2016, 60% des Français déclaraient que les mouvements sociaux en opposition à la loi El Khomri étaient justifiés contre 40%.

En parallèle des questions sur l'opinion à l'égard des protestations contre ce projet de loi, l'enquête a permis de **mesurer l'impact des grèves et des blocages sur l'activité des petites entreprises. Ainsi, 37% des dirigeants déclarent avoir rencontré des difficultés de transports ou d'approvisionnement durant cette période.**

Dans le détail, 17% des interviewés ont eu des difficultés personnelles pour venir travailler et 21% des employeurs en ont constatées parmi leurs salariés ; 23% ont eu des problèmes pour se faire livrer par leurs fournisseurs et 15% ont eu du mal à se rendre chez leurs clients et/ou à les livrer. **Les entreprises de région parisienne semblent avoir été particulièrement touchées** : les dirigeants de région parisienne sont 48% à déclarer avoir été touchés par les grèves et les blocages.

Par voie de conséquence, **les mouvements sociaux ont entraîné une baisse des ventes et de la production pour environ trois TPE sur dix, soit une part significative d'entre elles**. 33% des dirigeants estiment avoir subi une baisse de leurs ventes durant cette période et 28% une baisse de leur production.

Les entreprises du secteur du commerce et de d'hôtellerie ont été particulièrement touchées avec respectivement 47% et 59% des dirigeants de TPE qui ont vu une baisse de leurs ventes durant la période des grèves et des blocages. De même, les entreprises de région parisienne ont été les plus impactées par ces mouvements de contestation : 48% d'entre elles déclarent une baisse de leurs ventes et 44% une baisse de leur production.

Les principaux enseignements

Les intentions de vote à l'élection présidentielle de 2017

A moins d'un an de l'élection présidentielle de 2017, les noms des candidats à la fonction suprême sont encore largement inconnus : la primaire du parti Les Républicains aura lieu à la fin novembre 2016 et celle organisée par le Parti Socialiste et le Parti Radical de Gauche se tiendra en janvier 2017.

Cependant, dans toutes les hypothèses testées dans cette vague d'enquête, le candidat désigné par le parti Les Républicains sortirait vainqueur du premier tour de la présidentielle 2017. Marine Le Pen, quant à elle, capitalise plus d'un quart des voix des dirigeants de TPE quel que soit le candidat Les Républicains se trouvant face à elle. Enfin, François Hollande reste largement désavoué puisqu'il peine à obtenir 10% des intentions de vote au premier tour dans cette tranche de l'électorat.

On observe également que, dès lors qu'il serait candidat, François Bayrou peut se prémunir d'un socle de voix d'environ 15% auprès des dirigeants de TPE. Nicolas Dupont-Aignan bénéficie également d'un score relativement solide pour un « petit » candidat puisqu'il obtient entre 6 et 10% des voix selon les hypothèses.

Dans l'hypothèse d'une candidature de Nicolas Sarkozy, ce dernier obtiendrait, au premier tour de l'élection, 35% des suffrages. Un score stable par rapport à la vague d'enquête précédente, en avril 2016. Marine Le Pen arrive en deuxième position avec 26% des voix. La présidente du Front National voit son score augmenté de 5 points par rapport à avril 2016. François Bayrou complète le trio de tête avec 15% des voix, score en nette baisse de 7 points par rapport à avril 2016. François Hollande, quant à lui, n'atteindrait pas la barre symbolique des 10%, avec 9% des suffrages. Un score quasi-identique à celui de Nicolas Dupont-Aignan (8%).

Dans la deuxième hypothèse testée, avec Alain Juppé comme candidat du parti Les Républicains, celui-ci obtiendrait 53% des suffrages auprès des dirigeants de TPE. Ce score élevé est cependant à relativiser car en baisse progressive sur les deux dernières vagues d'enquête : Alain Juppé a ainsi perdu 5 points depuis février 2016. En deuxième position, Marine Le Pen obtiendrait 27% des voix des dirigeants de TPE. Alors que jusqu'à présent, Alain Juppé arrivait à faire efficacement barrage au Front National, on observe désormais une forte augmentation du score de premier tour de la candidate d'extrême droite, de plus 10 points depuis février 2016. François Hollande obtiendrait 7% des voix et Nicolas Dupont-Aignan 6%.

Dans la troisième et dernière hypothèse testée dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017, Bruno Le Maire, en tant que candidat du parti Les Républicains, obtiendrait 32% des voix au premier tour, devant Marine Le Pen qui en obtiendrait 26%. On note une baisse sensible chez Bruno Le Maire qui passe de 41% des suffrages en avril 2016 à 32% aujourd'hui. Marine Le Pen, quant à elle, gagne 3 points entre les deux vagues d'enquête. Dans cette hypothèse, François Bayrou obtiendrait 14% (-2 points) des voix et Nicolas Dupont-Aignan 10% (+4 points). Ce dernier dépasserait donc l'actuel Président, qui atteindrait 9% (+4 points).

Les principaux enseignements

Les TPE, le Brexit et l'Europe

Lors du référendum du 23 juin dernier, les Britanniques ont voté majoritairement en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne. Cet événement, une première dans l'histoire de la construction européenne, a eu des répercussions immédiates sur les perspectives économiques du Royaume-Uni ainsi que sur celles de ces principaux partenaires.

Les patrons de TPE restent globalement partagés sur les conséquences à venir du Brexit. Si de manière générale, ils anticipent un impact plutôt positif en ce qui concerne les investissements étrangers en France (52%) et le fonctionnement de l'Union Européenne (51%), ils considèrent majoritairement que le Brexit aura des conséquences négatives pour l'économie européenne (58% pensent que le Brexit va avoir un impact négatif sur celle-ci) mais surtout sur l'économie britannique et sur les activités d'import-export avec le Royaume-Uni (respectivement 69% et 70% des répondants considèrent que le Brexit aura des répercussions négatives sur ces deux aspects).

Concernant l'économie française, les dirigeants restent toujours assez partagés : ils sont une légère majorité (52%) à penser que le Brexit aura des conséquences défavorables sur notre économie (contre 44% qui expriment un avis contraire).

Plus spécifiquement sur l'économie européenne, **les chefs d'entreprise interrogés considèrent en majorité (53%) que le Brexit va entraîner une dégradation pour l'économie de l'Union. Cependant, cette dégradation devrait n'être que temporaire selon 46% d'entre eux.** Les optimistes sont rares puisque seulement 14% des dirigeants pronostiquent une amélioration pour l'économie européenne suite au Brexit. Enfin, un tiers (33%) des répondants considère qu'il n'y aura aucun changement pour l'économie de l'Union.

Une écrasante majorité (81%) des dirigeants de TPE considère également que la sortie du Royaume-Uni constitue une opportunité pour réformer l'Union Européenne. Loin du pessimisme pressenti, 55% ne se disent pas inquiets quant à l'avenir de l'UE à l'issue du Brexit. Ils ne considèrent pas pour autant cette décision comme une bonne nouvelle : 73% déclarent en effet ne pas se réjouir de la sortie du Royaume-Uni.

Malgré tout, les patrons interrogés semblent enclins à penser que le Royaume-Uni ne sera pas le seul pays à quitter l'Union Européenne : 59% des personnes interrogées estiment que le Brexit annonce le retrait prochain d'autres pays.

En ce qui concerne l'avenir de l'Union européenne et ses évolutions, ils se prononcent majoritairement (64%) pour une Europe intégrée dans laquelle l'ensemble des pays doivent adhérer aux dispositifs et politiques européens.

Malgré tout, la France reste un pays où les TPE et plus généralement les PME exportent peu au sein de l'Union : ainsi pour 58% des dirigeants de TPE l'appartenance de la France à l'UE ni une bonne, ni une mauvaise chose.

Les principaux enseignements

Les TPE et le sport

L'année 2016 est placée sous le signe du sport avec les deux grands événements que sont l'Euro de football en France au début de l'été et les Jeux Olympiques à Rio en août.

Les dirigeants de TPE se déclarent largement intéressés par le sport : 65% le considèrent comme un centre d'intérêt important.

Cette proportion encore plus importante chez les plus jeunes entrepreneurs (74% chez les moins de 35 ans). Confirmant cet attrait, ils sont près des trois quarts (73%) à avoir suivi l'Euro de football, un score qui monte à 82% chez les dirigeants d'entreprise du BTP et à 81% auprès des dirigeants d'entreprise de région parisienne. Les Jeux Olympiques de Rio seront pour leur part suivis par 65% des répondants. Le tournoi de tennis de Roland-Garros et le Tour de France sont moins populaires auprès des dirigeants de TPE : 42% déclarent avoir suivi le tournoi de Paris et 33% le Tour de France.

Les médias privilégiés pour consulter l'actualité sportive sont la radio (37% des dirigeants l'écoutent tous les jours) et la télévision généraliste (33% la regardent tous les jours). Les médias spécialisés dans le sport sont plus confidentiels : 21% regardent tous les jours les chaînes de TV spécialisées et 8% consultent quotidiennement la presse spécialisée.

Une large majorité des dirigeants affirment pratiquer un sport (76%) ou une activité sportive (85%) au moins occasionnellement. La pratique régulière est également largement répandue : **ils sont 58% à faire du sport une fois par semaine** et un quart (24%) plusieurs fois par semaine. En moyenne, le temps consacré au sport est supérieur à 2 heures hebdomadaires pour 48% d'entre eux. Ces moyennes sont plus élevées si l'on considère les activités physiques au sens large : 71% en pratiquent une ou plusieurs au moins une fois par semaine (dont 44% « plusieurs fois par semaine»). Parmi eux, 51% y consacrent plus de 2 heures par semaine.

Ils mettent presque unanimement en exergue l'importance du sport pour leur santé physique (97%) et leur moral (93%), ainsi que pour leur équilibre entre vie professionnelle et vie privée (88%). Au-delà de ces aspects, 96% sont motivés par la dimension de plaisir et 95% par la détente que procure le sport, et 62% y voient l'occasion de faire des rencontres.

Malgré ces scores encourageants, 65% des dirigeants de TPE jugent ne pas consacrer le temps qu'ils souhaiteraient à la pratique sportive et cela est encore plus marqué chez les moins de 35 ans (72%).

Parmi les répondants ne pratiquant pas d'activité physique ou de sport, les raisons les plus souvent citées pour justifier cette situation sont d'abord le manque de temps (61%) et le fait d'avoir déjà une activité professionnelle très physique (39%). Les problèmes de santé et le manque de volonté arrivent ensuite avec respectivement 15% des réponses.

Les sports les plus pratiqués par les dirigeants de TPE sont d'abord le footing et la randonnée : respectivement 55% et 46% des répondants pratiquent ces deux sports au moins une fois par mois. Pour ce qui est du sport préféré, le football arrive en tête (15%) suivi par la randonnée (10%) et le rugby (9%).

A quelques jours de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques à Rio où le judoka Teddy Riner sera le porte-drapeau de la délégation française, il se révèle être également le sportif masculin français préféré des dirigeants de TPE. Sébastien Loeb et Antoine Griezmann viennent compléter le podium.

Chez les femmes, Muriel Hurtis arrive en tête suivi à égalité par Céline Dumerc, Caroline Garcia et Laure Manaudou.

A l'international, c'est le tennisman Roger Federer qui l'emporte chez les dirigeants de TPE suivi par Cristiano Ronaldo et par un autre tennisman Rafael Nadal.

Le moral des patrons de TPE

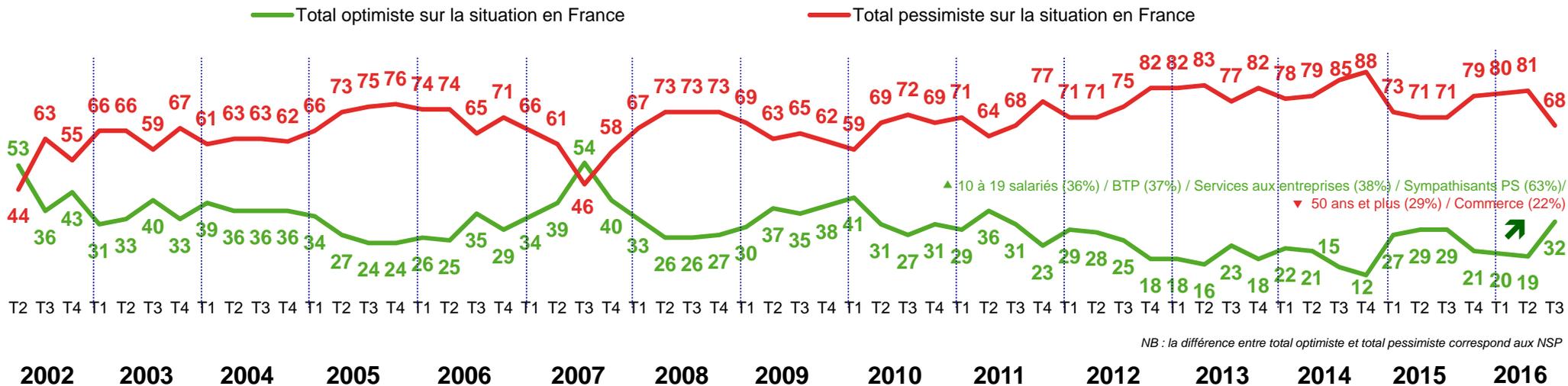
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Le moral des patrons de TPE

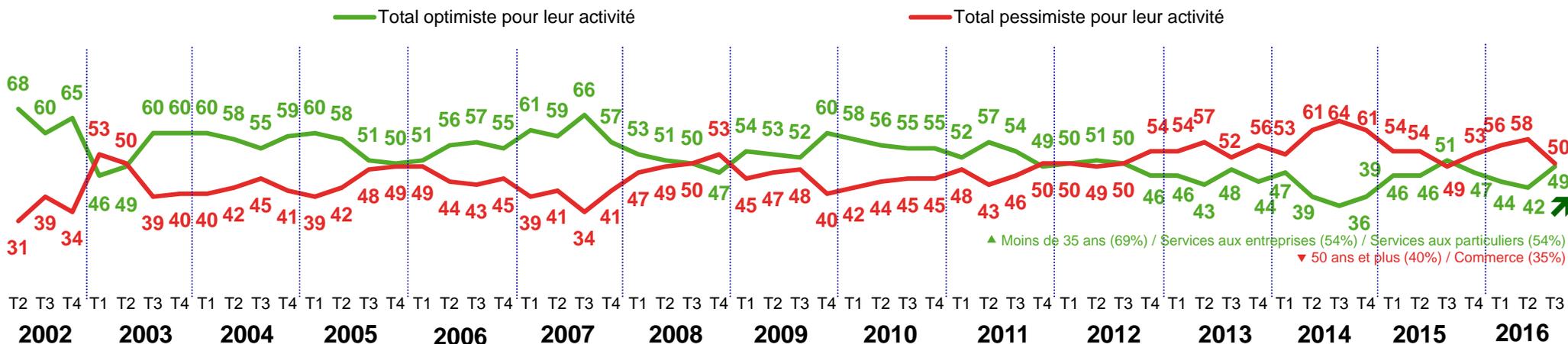
Question

En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?



Question

Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

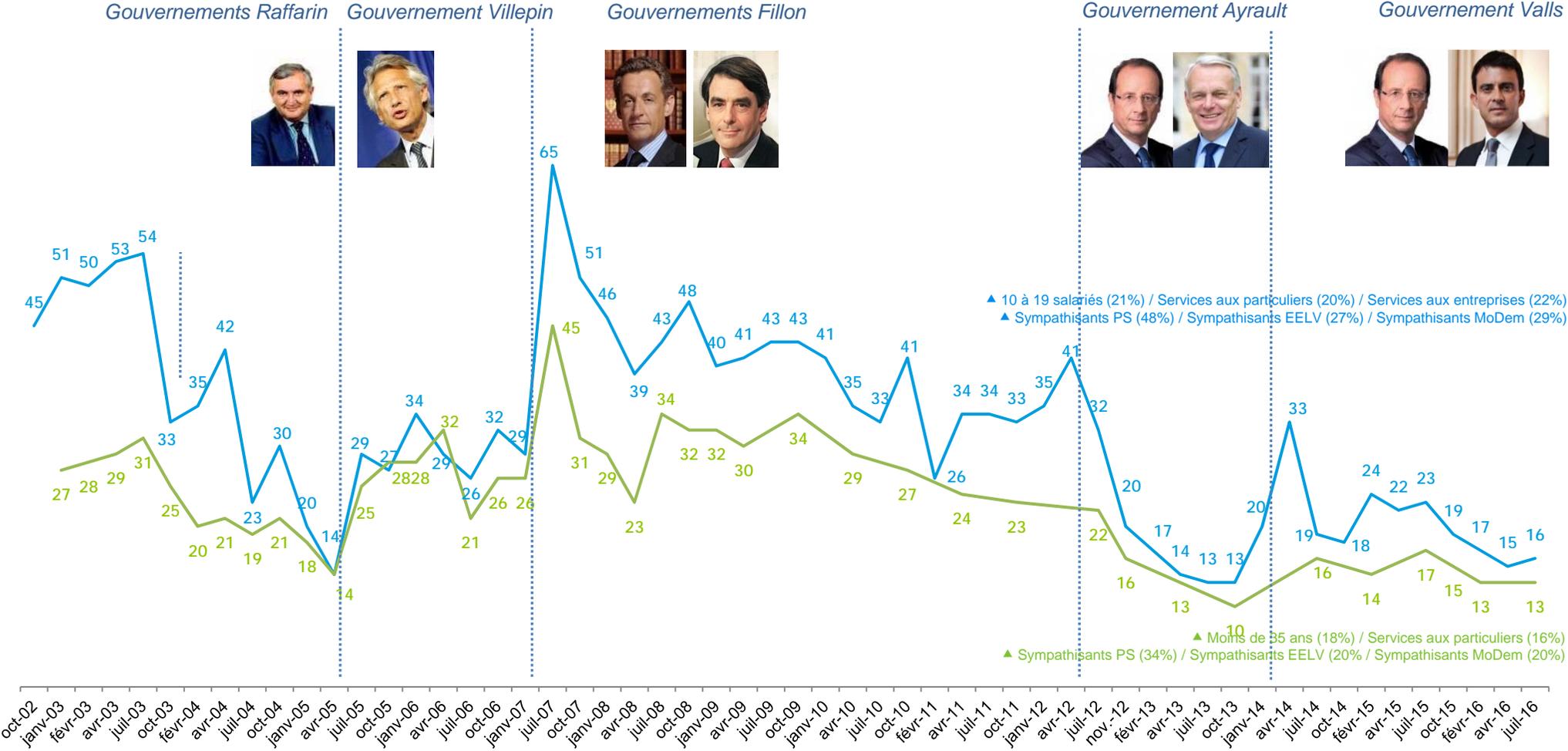


La confiance dans le gouvernement

Question

Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement de Manuel Valls... ?

— Inspirent confiance d'une manière générale — Prennent en compte vos préoccupations de chef d'entreprise



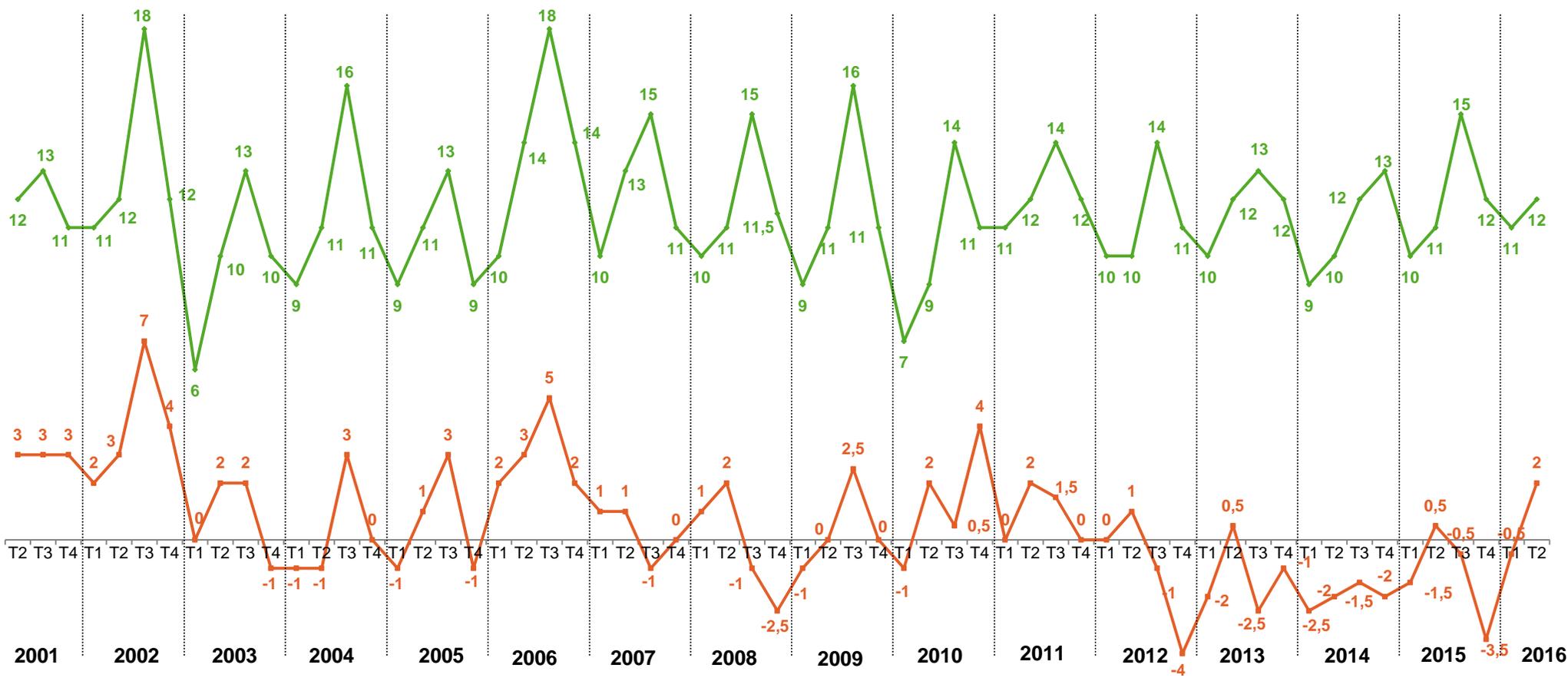
Base : ensemble des TPE

L'emploi dans les TPE

Note de lecture

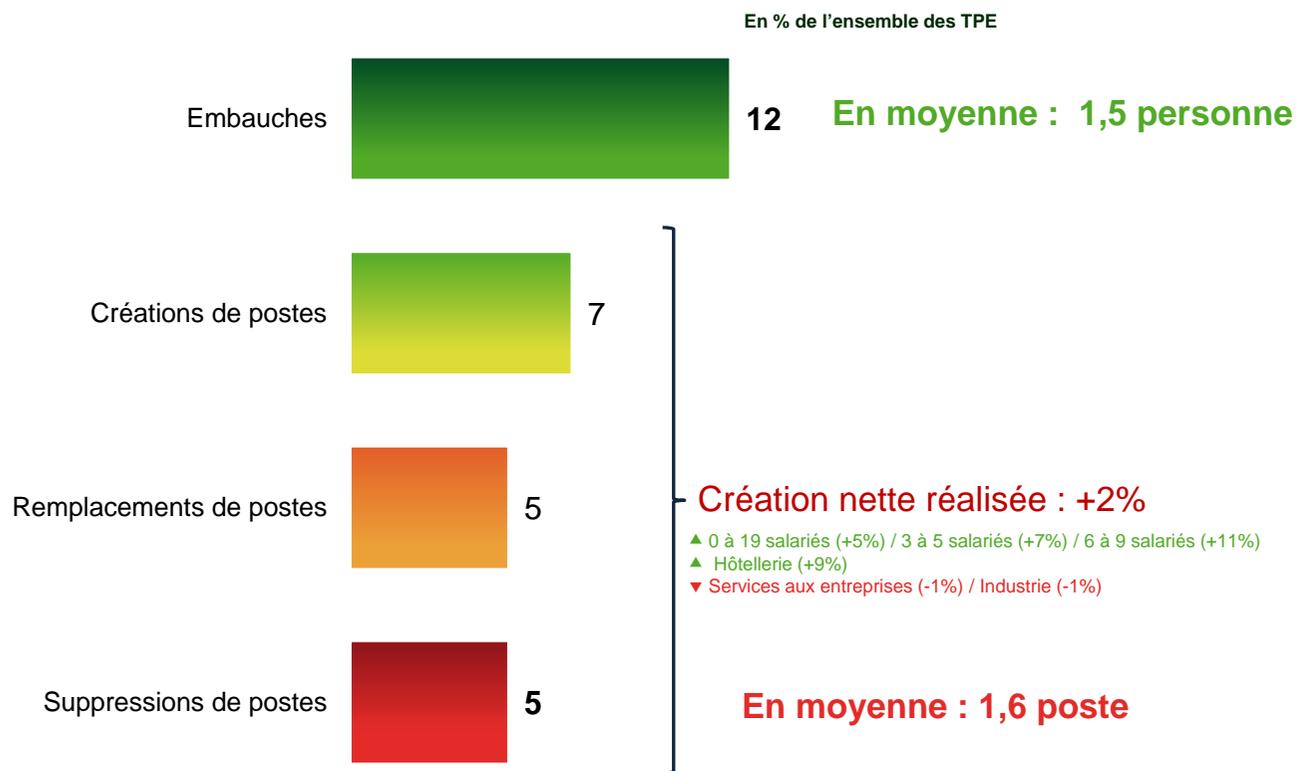
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,7
— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 0,5
} Moyennes depuis 2001



La répartition de la création nette d'emplois

Réalisations d'avril à juin 2016



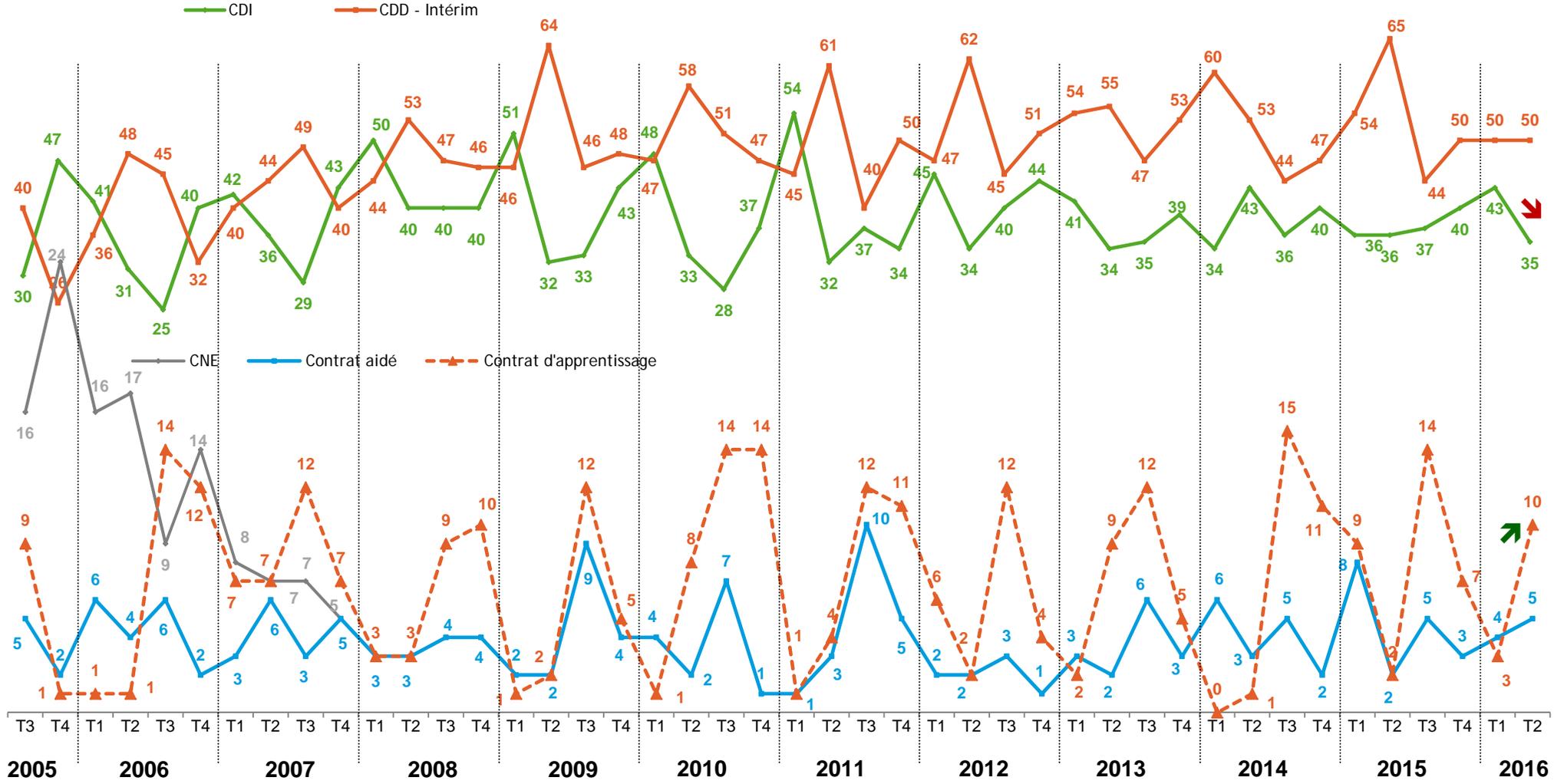
Base : ensemble des dirigeants de TPE

Les types de contrats utilisés pour les embauches

Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé(s) pour cette (ces) embauche(s)...?

CDD > 1 mois = 40%
CDD < 1 mois = 10%

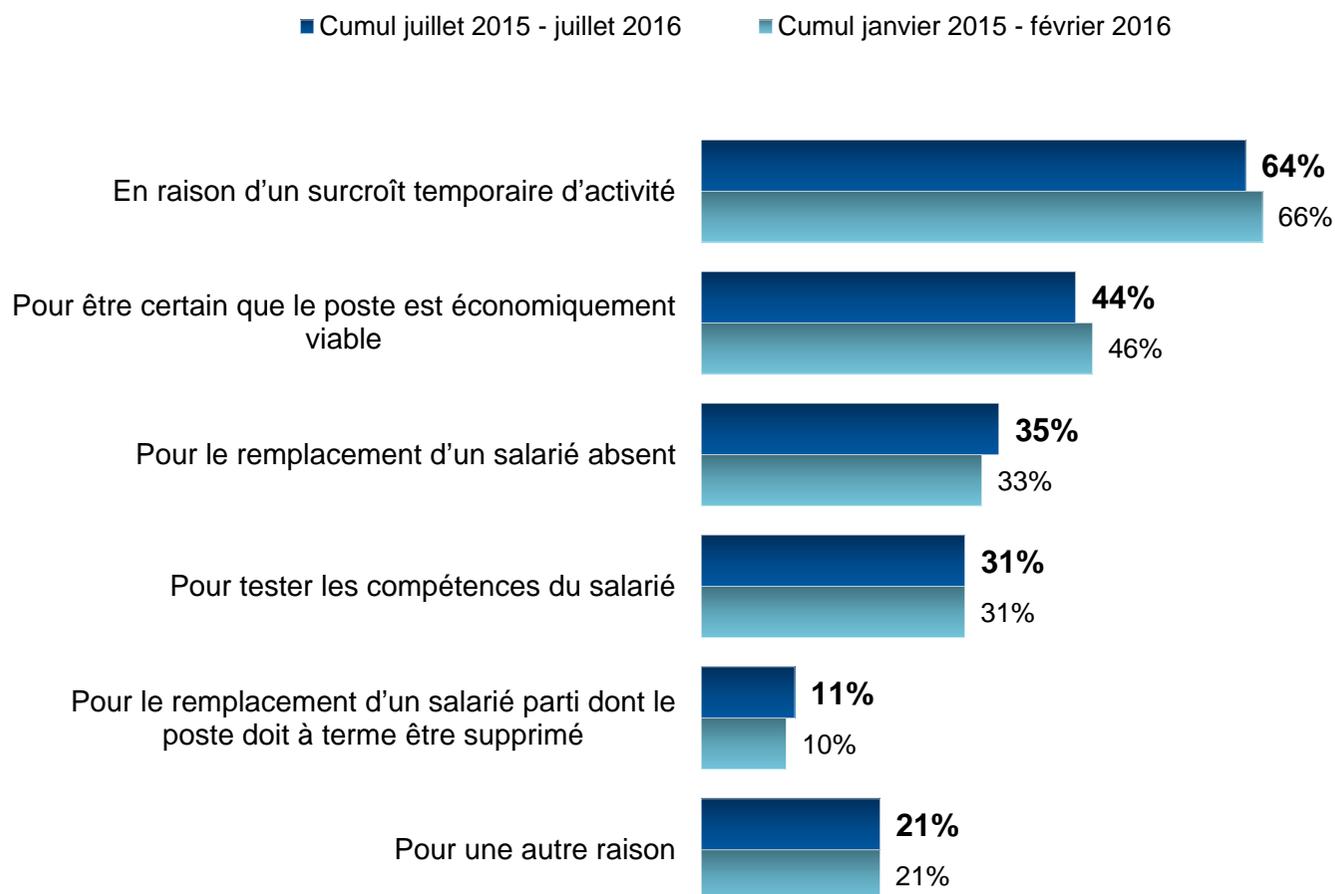


Base : aux dirigeants de TPE ayant embauché au cours des trois derniers mois

Les raisons du recours à des CDD de plus d'un mois

Question

Pour quelle(s) raison(s) avez-vous eu recours à un ou plusieurs salariés en CDD de plus d'un mois ?

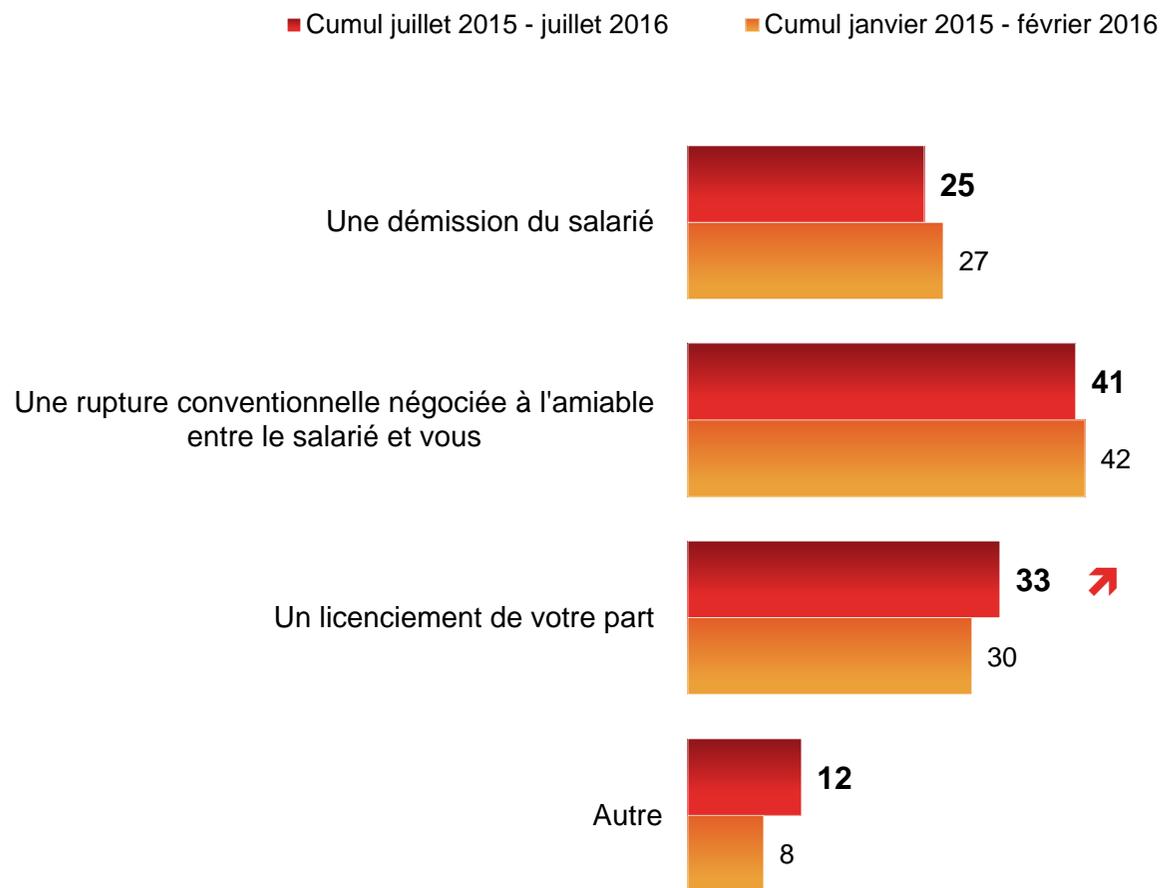


Base : aux patrons de TPE ayant eu recours à un ou plusieurs CDD de plus d'un mois (calcul en cumul sur une année glissante)

Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?



Base : aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois (calcul en cumul sur une année glissante)

La situation économique et financière des TPE

Note de lecture

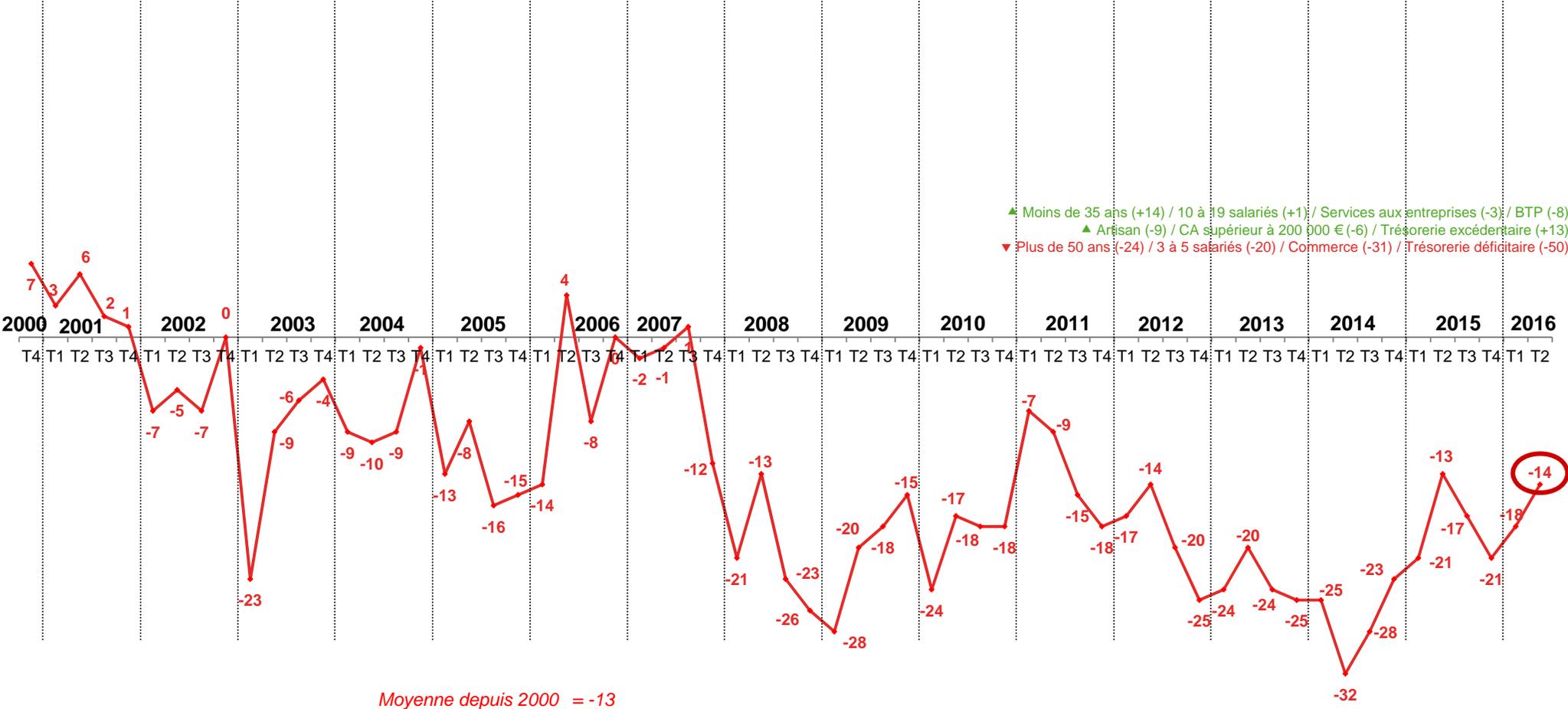
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question

Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Situation sur les 3 derniers mois

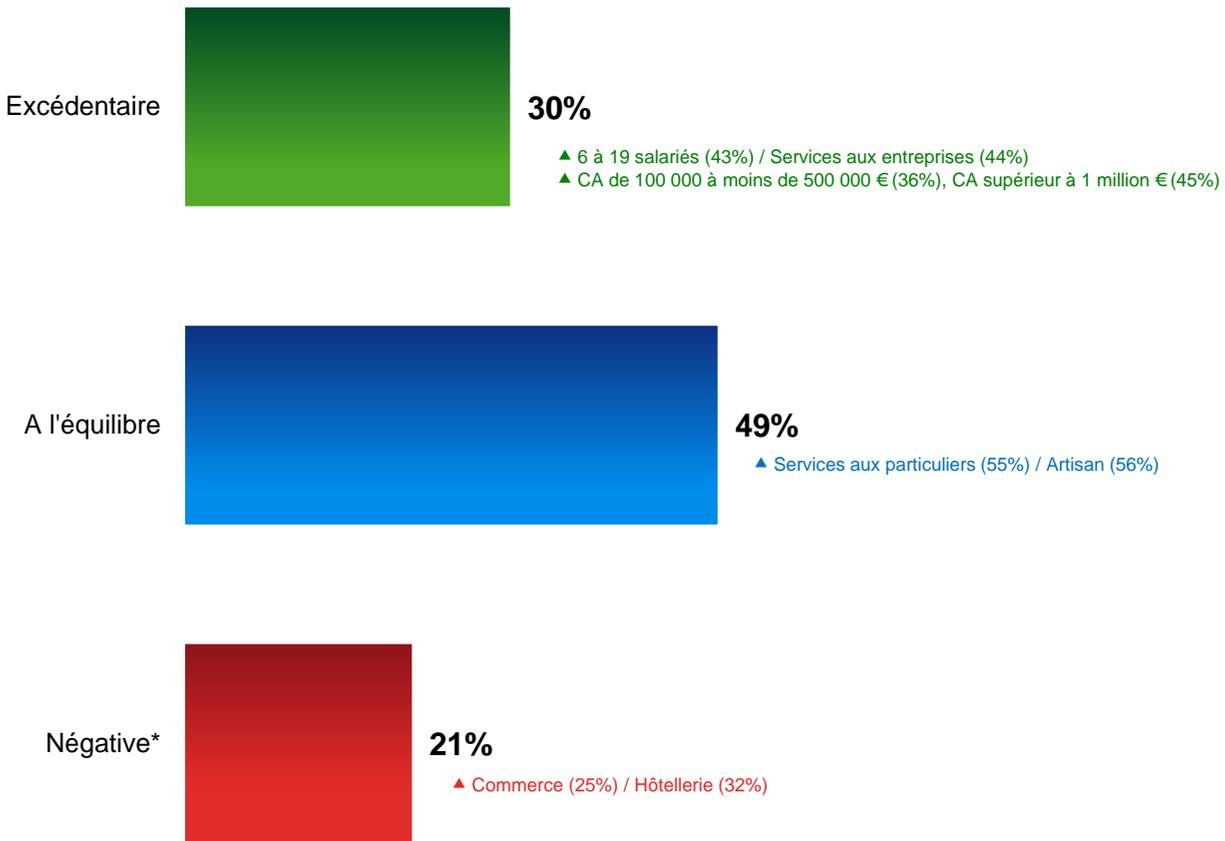


Base : ensemble des dirigeants de TPE

La situation de trésorerie actuelle

Question

Actuellement, votre situation de trésorerie est-elle... ?



Rappel
Avril
2016



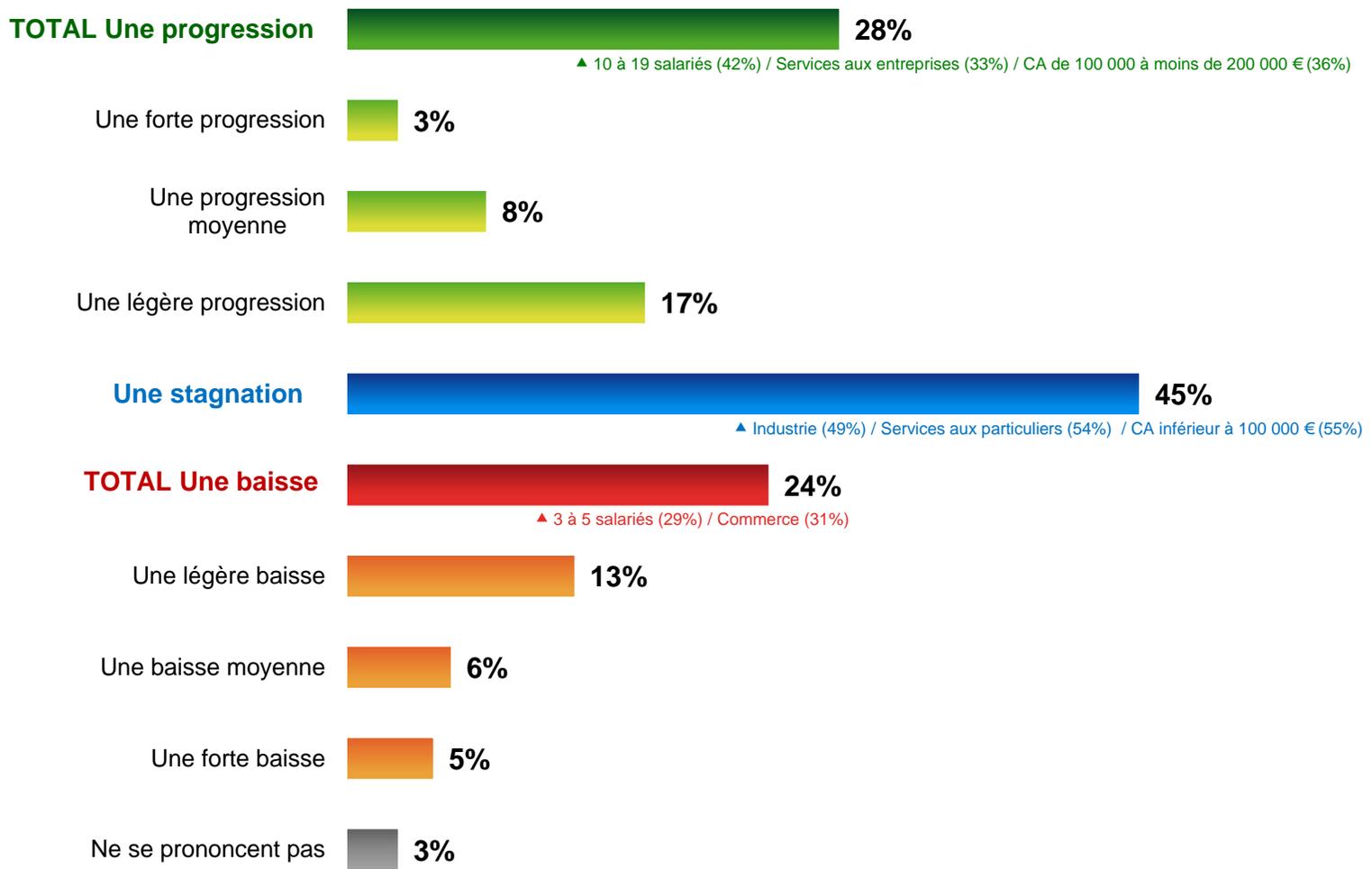
Base : ensemble des dirigeants de TPE

(* Jusqu'en juillet 2016, l'échelle de réponse était « Excédentaire / A l'équilibre / Déficitaire »

Les ventes prévisionnelles des trois prochains mois

Question

Compte tenu de votre carnet de commande et des intentions d'achat que vous percevez chez vos clients et prospects, diriez-vous qu'au cours des trois prochains mois, vos recettes ou vos ventes vont connaître... ?

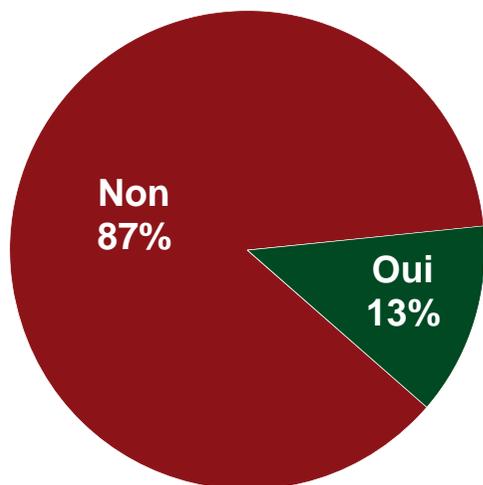


Base : ensemble des dirigeants de TPE

Les demandes de financement des TPE

Question

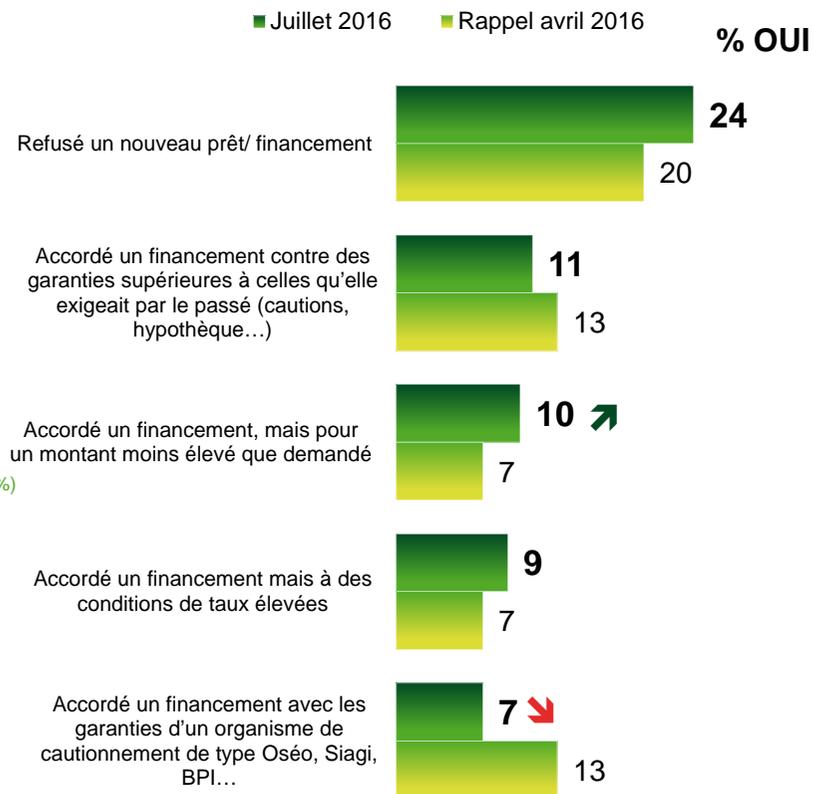
Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?



- ▲ 6 à 19 salariés (26%) / Commerce (20%)
- ▲ CA de plus d'1 million € (24%)
- ▲ Trésorerie déficitaire (26%)

Question

(Si demande de financement auprès de sa banque)
Lors de cette demande de financement, votre banque vous a-t-elle... ?



Au moins une mesure de durcissement : 46%

Rappel avril 2016 : 44%

- ▲ 1 à 5 salariés (54%) / 10 à 19 salariés (57%) / Hôtellerie (53%) / BTP (54%)
- ▲ CA de 500 000 euros à moins d'1 million € (54%)

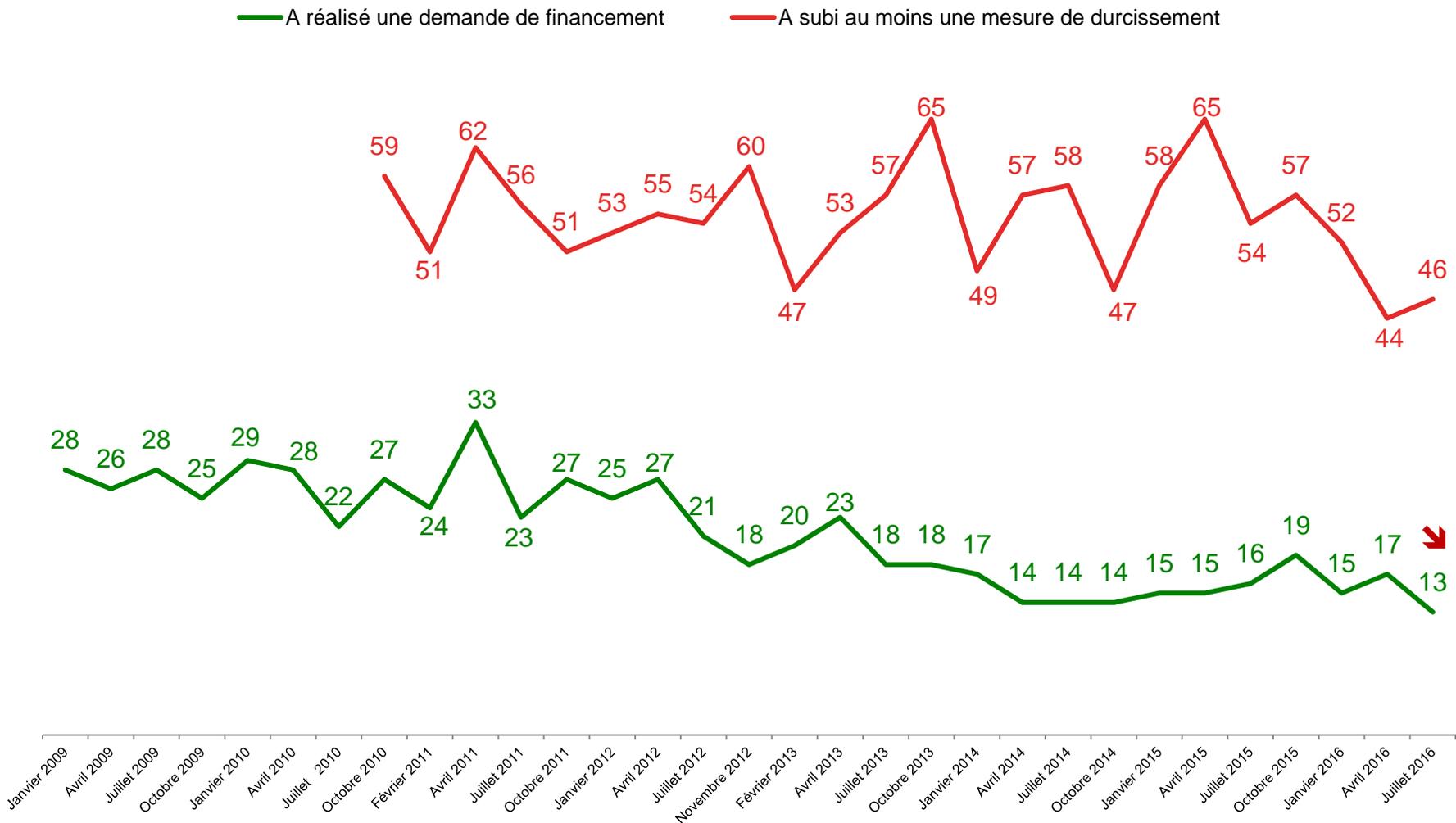
Base : ensemble des dirigeants de TPE

Base : aux dirigeants de TPE ayant récemment effectué une demande de financement auprès de leur banque

Les demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?
Si oui, avez-vous subi une mesure de durcissement ?



Base : ensemble des dirigeants de TPE ayant récemment effectué une demande de financement auprès de leur banque



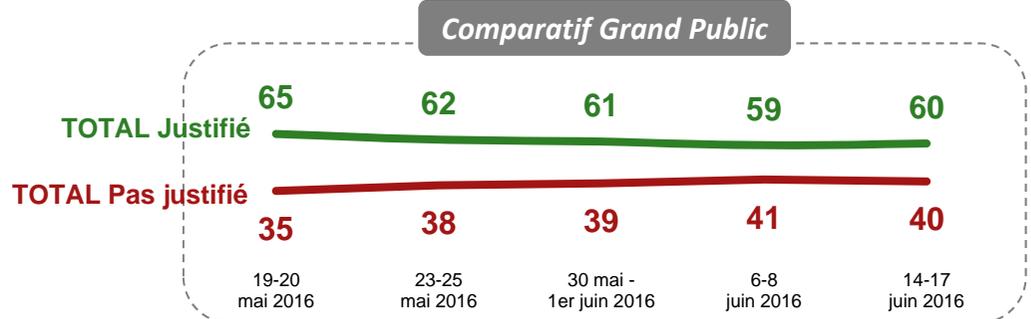
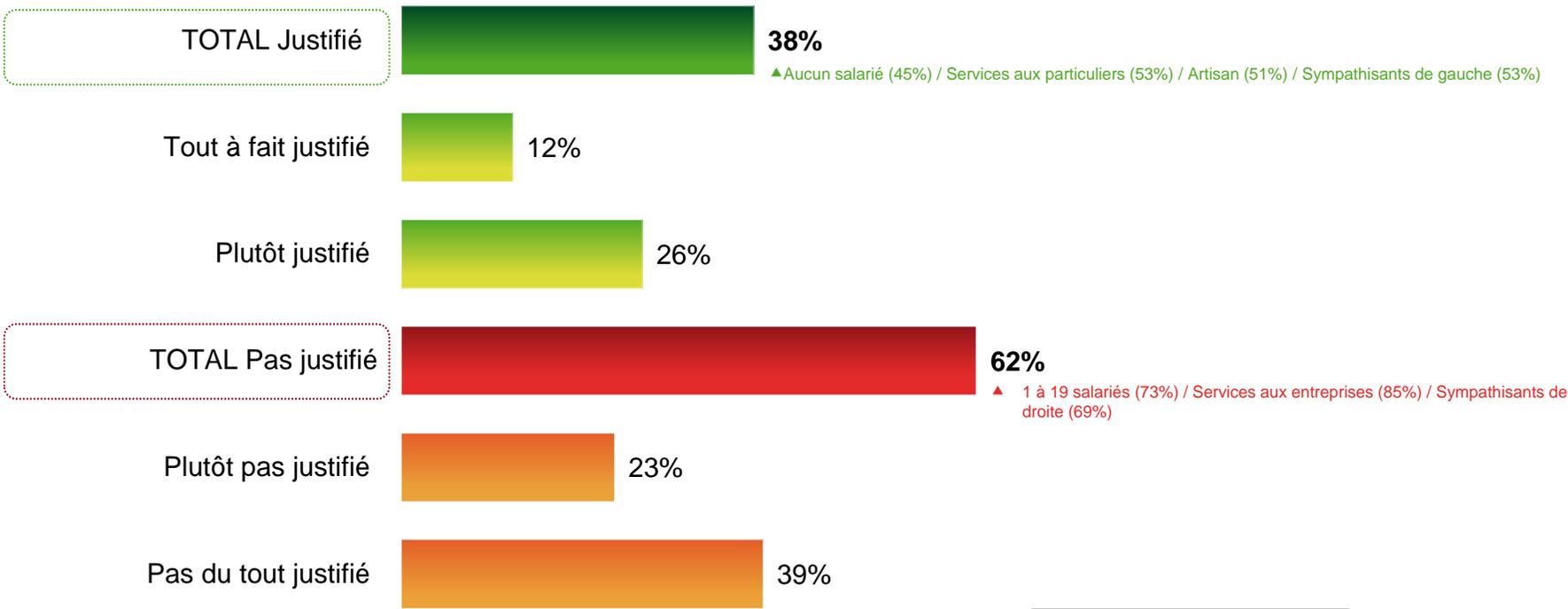
***Les TPE
et les mouvements sociaux
du printemps***

Perception du mouvement de protestation contre la loi El Khomri

Question

Depuis plusieurs semaines, de nombreuses manifestations et grèves (notamment dans les transports), et dernièrement des blocages de raffineries, ont lieu pour protester contre la réforme du code du travail de Myriam El Khomri.

Personnellement, trouvez-vous ce mouvement tout à fait justifié, plutôt justifié, plutôt pas justifié ou pas du tout justifié ?

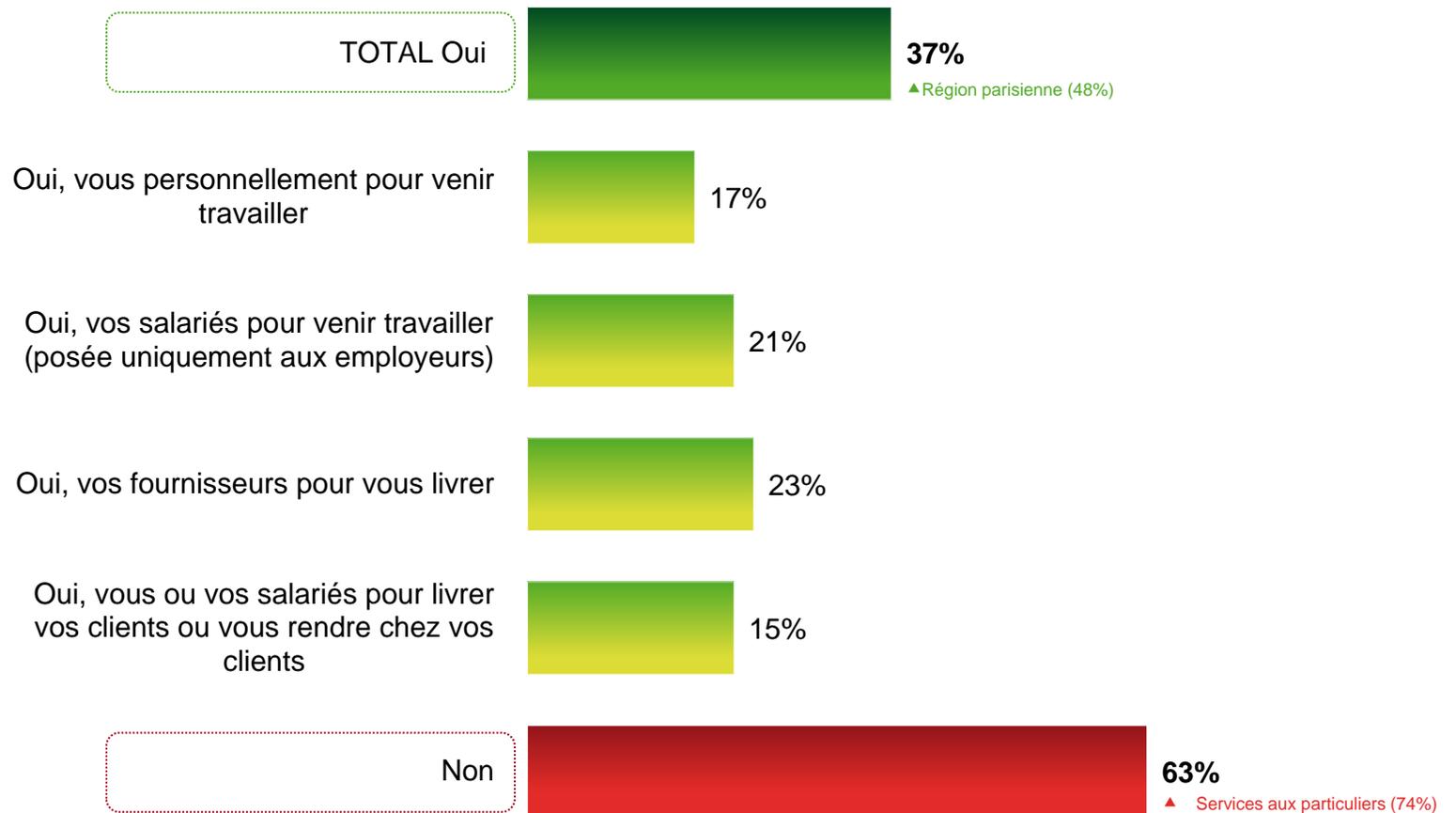


Base : à 50% de l'échantillon

Les difficultés de transport ou d'approvisionnement liées aux grèves

Question

Vous, personnellement dans votre entreprise ou pour vos salariés ou fournisseurs, avez-vous été confronté ces dernières semaines à des difficultés de transports ou d'approvisionnement liées aux grèves et / ou aux problèmes d'approvisionnement d'essence ?



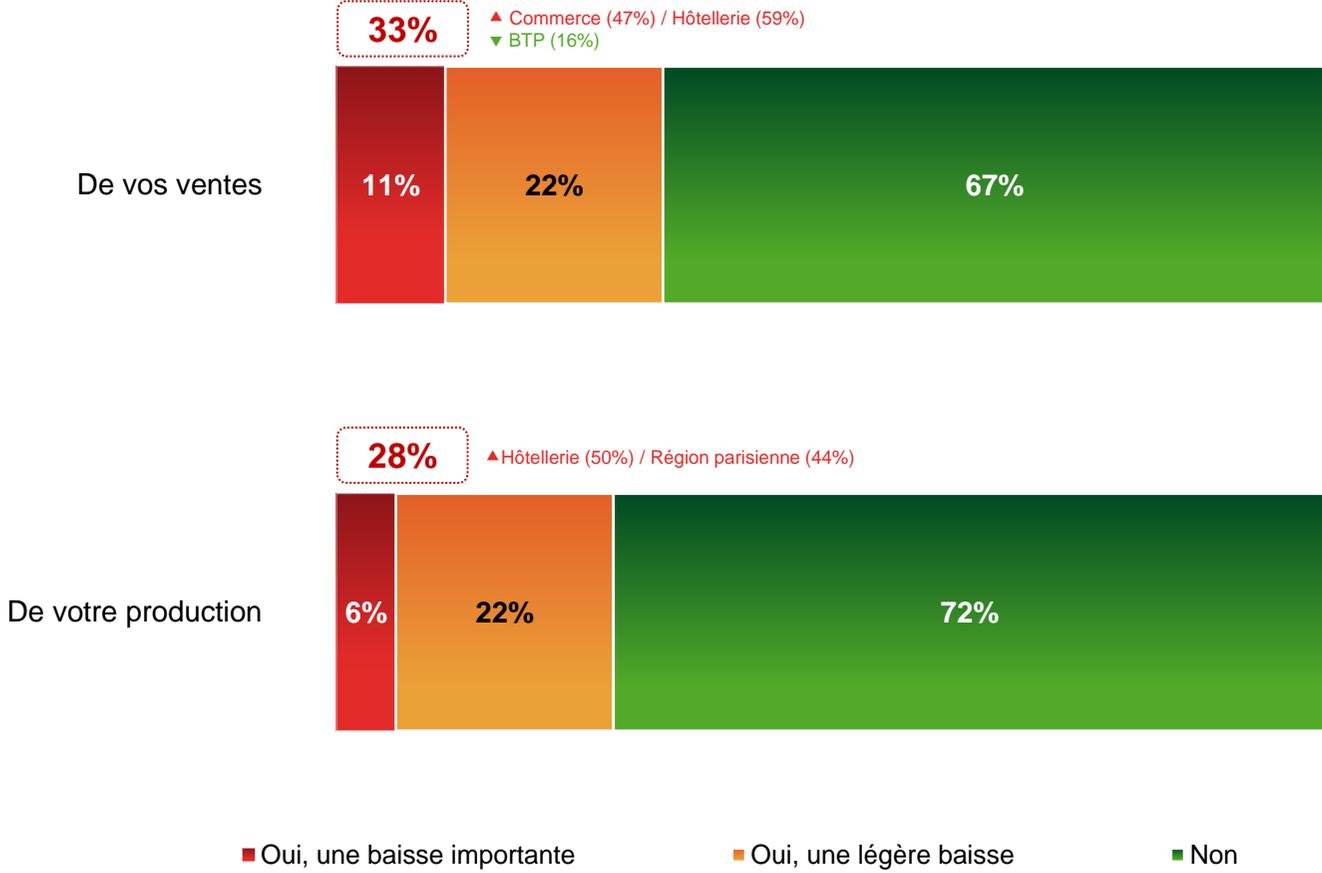
Base : à 50% de l'échantillon

Baisse de la production ou des ventes en raison des grèves

Question

Diriez-vous que les mouvements sociaux des dernières semaines ont entraîné ou non une baisse... ?

Total Une baisse



Base : à 50% de l'échantillon

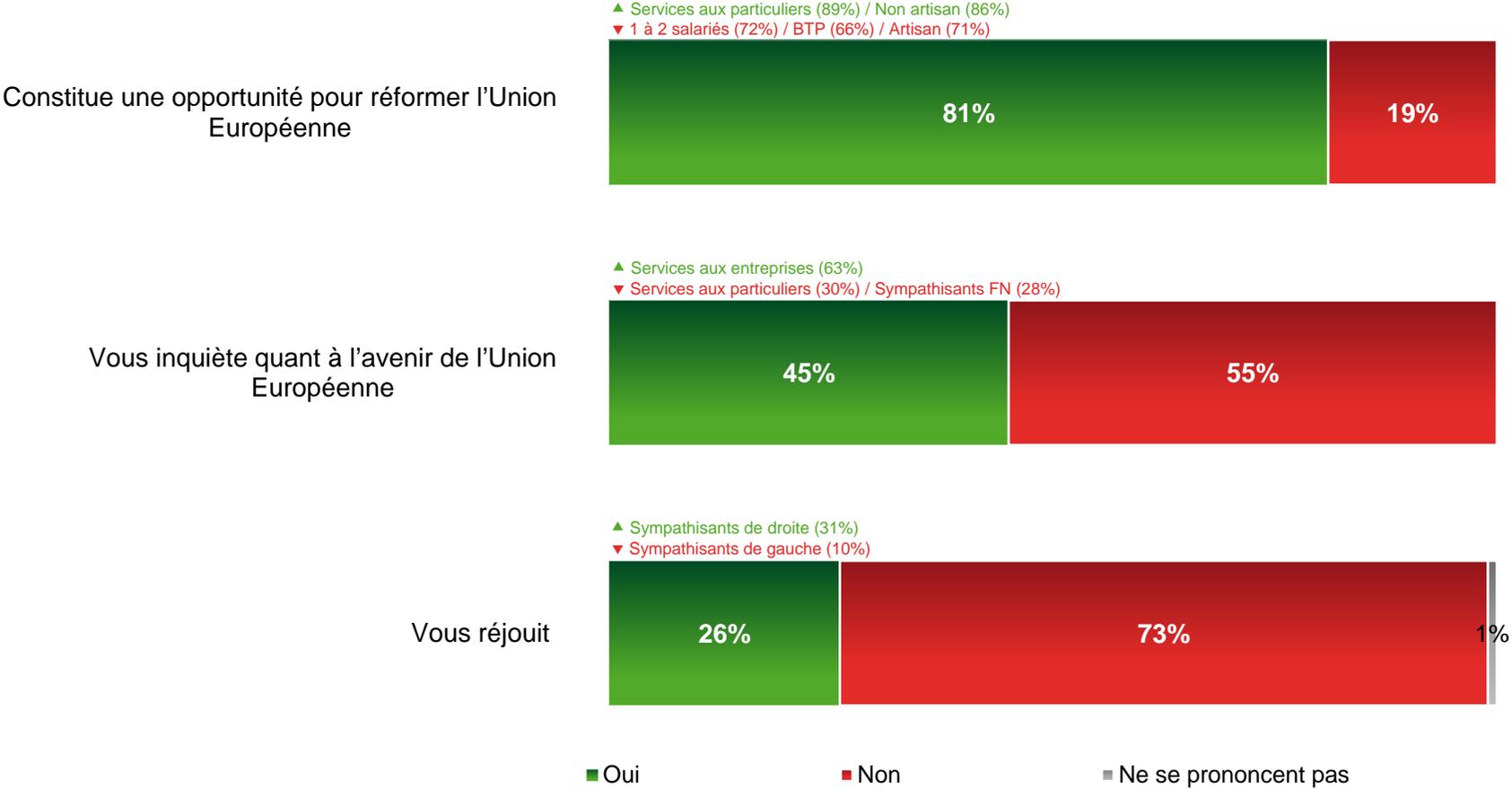


Les TPE, le Brexit et l'Europe

Impression à l'issue du référendum sur le Brexit

Question

Lors du référendum du 23 juin dernier, les britanniques ont décidé de la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne. Personnellement, diriez-vous que ce résultat... ?

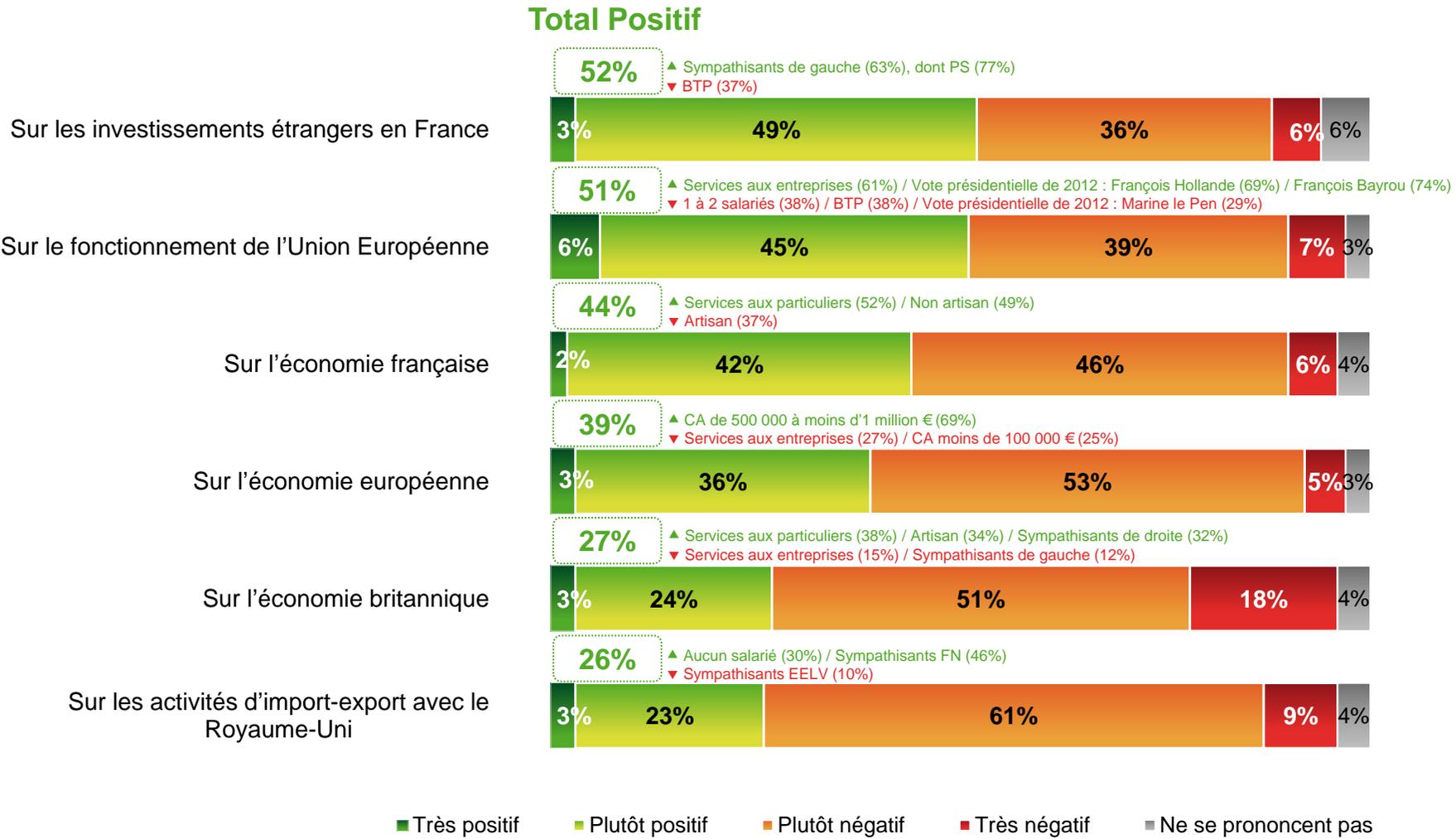


Base : à 50% de l'échantillon

Pronostics sur l'impact du Brexit dans différents domaines

Question

Diriez-vous que cette sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne va voir un impact positif ou négatif ... ?

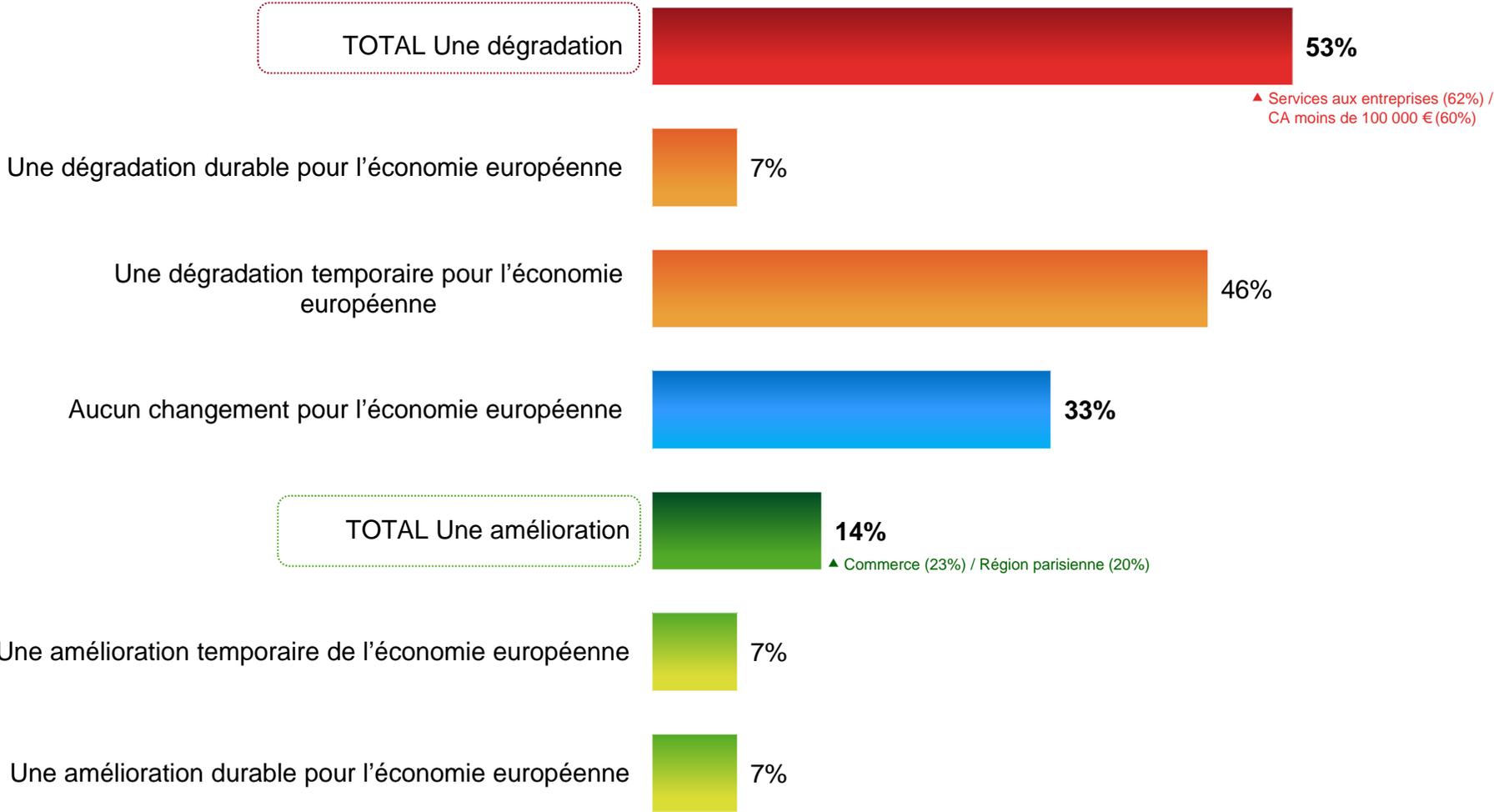


Base : à 50% de l'échantillon

Pronostic sur l'impact du Brexit sur l'économie européenne

Question

Selon vous, la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne va-t-elle plutôt entraîner... ?

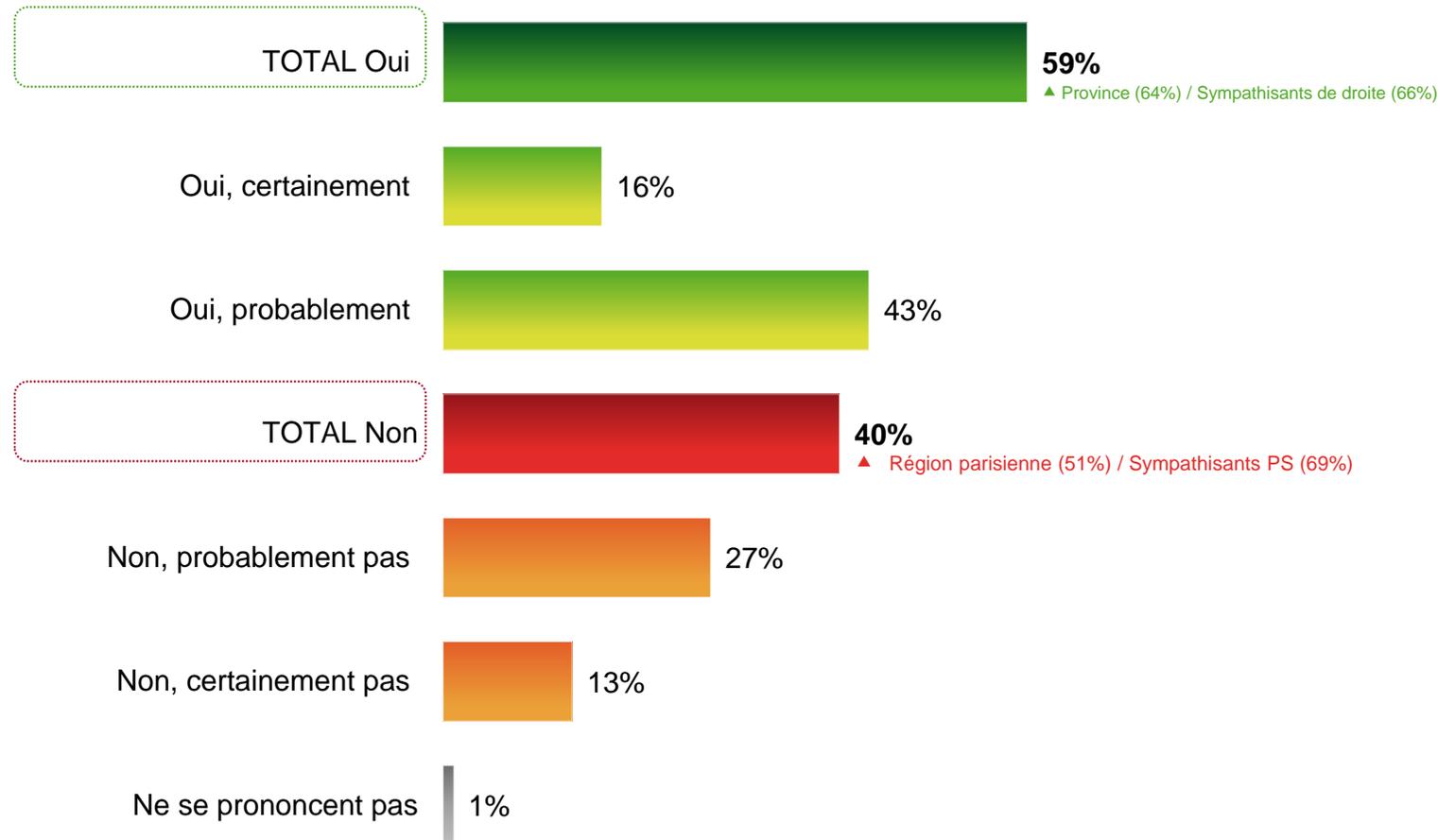


Base : à 50% de l'échantillon

Pronostic sur la sortie d'autres pays de l'UE à la suite du Royaume-Uni

Question

Selon vous, la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne annonce-t-elle le retrait prochain d'autres pays... ?



Base : à 50% de l'échantillon

Une Europe intégrée ou à la carte ?

Question

De laquelle de ces deux conceptions de l'Europe, êtes-vous le plus proche ?

Une Europe intégrée : l'ensemble des pays de l'Union européenne doivent adhérer aux dispositifs et politiques européens



64%
▲ Sympathisants PS (85%)

Une Europe « à la carte » : chaque pays peut ou non participer aux différents dispositifs et politiques européens



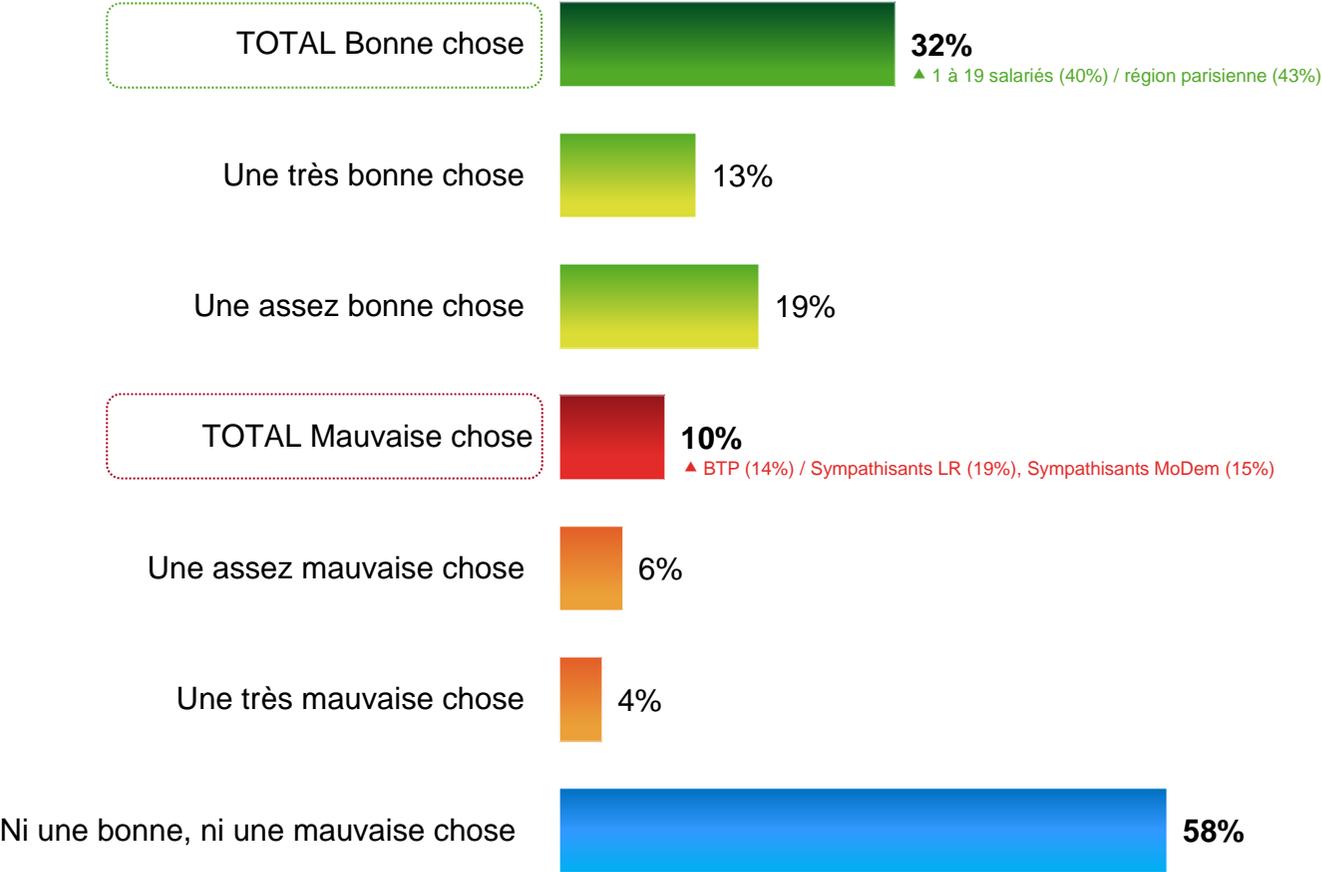
36%
▲ 1 à 2 salariés (47%) / Hôtellerie (49%) / Sympathisants FN (64%)

Base : à 50% de l'échantillon

Intérêt de l'appartenance à l'Union Européenne

Question

Pour votre entreprise, diriez-vous que l'appartenance de la France à l'Union Européenne est... ?



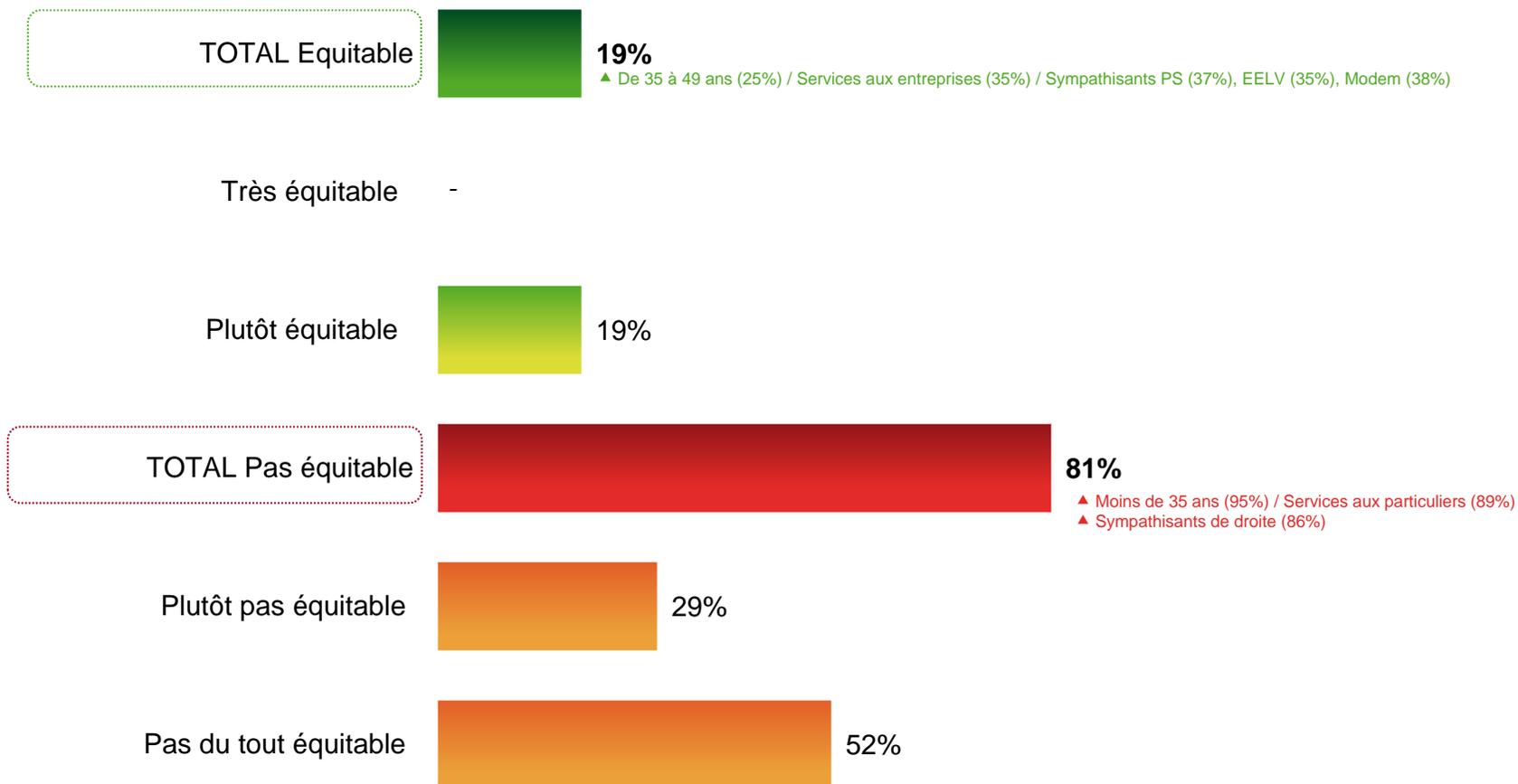
Base : à 50% de l'échantillon

Les TPE et la fiscalité

Un système fiscal français inéquitable

Question

Globalement, diriez-vous que le système fiscal en France est équitable ou pas équitable, c'est-à-dire que chacun contribue et reçoit en fonction de ses moyens financiers... ?

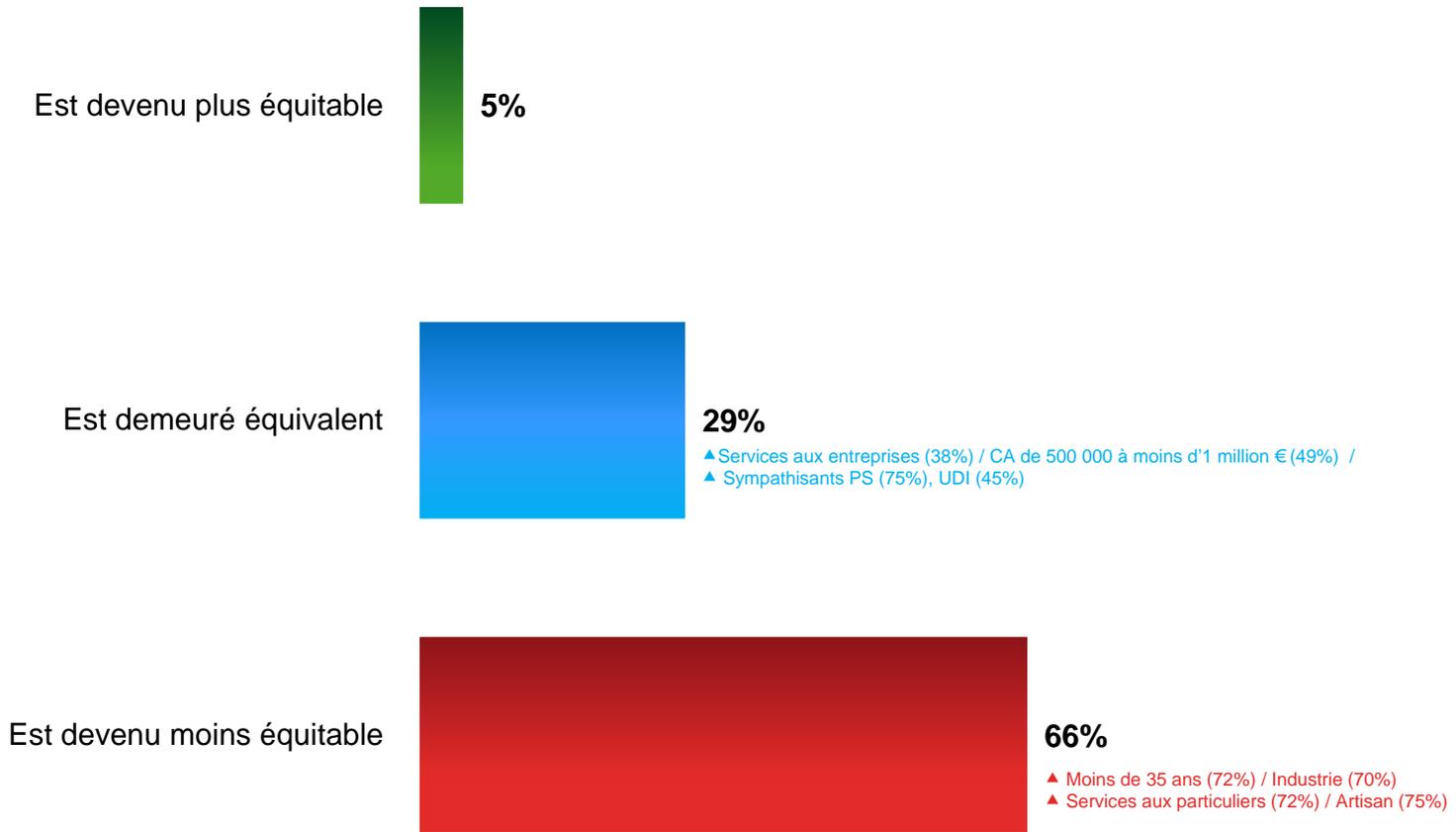


Base : à 50% de l'échantillon

Evolution de l'équité du système fiscal français

Question

Diriez-vous que depuis 2012, le système fiscal est devenu plus équitable, est demeuré équivalent ou est devenu moins équitable ?

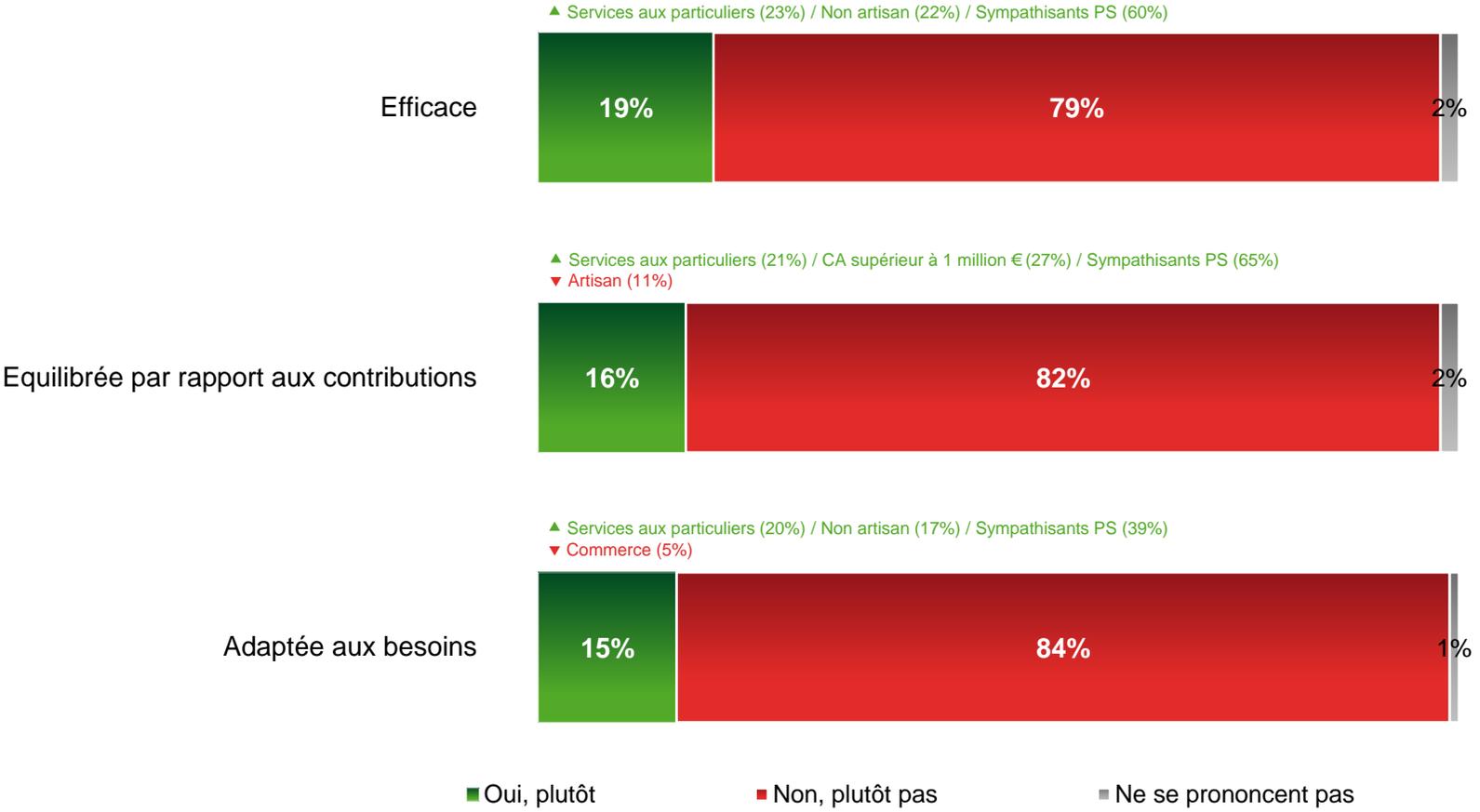


Base : à 50% de l'échantillon

Utilisation des impôts

Question

Globalement, diriez-vous que l'utilisation qui est faite des impôts en termes de services publics et d'aides est... ?

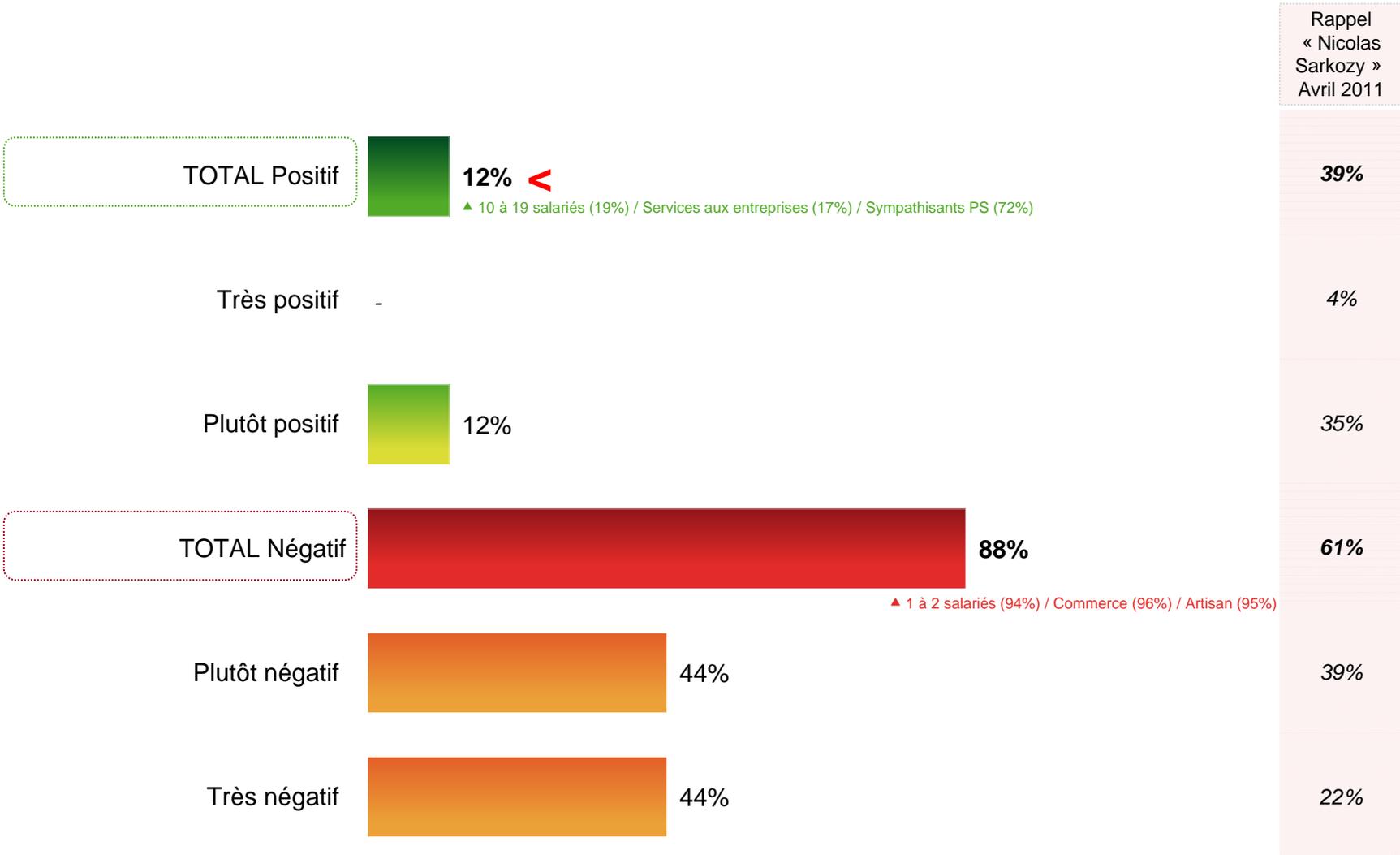


Base : à 50% de l'échantillon

La politique fiscale de François Hollande depuis 2012

Question

Globalement, portez-vous un jugement positif ou négatif sur la politique fiscale de François Hollande depuis son élection en 2012 ?

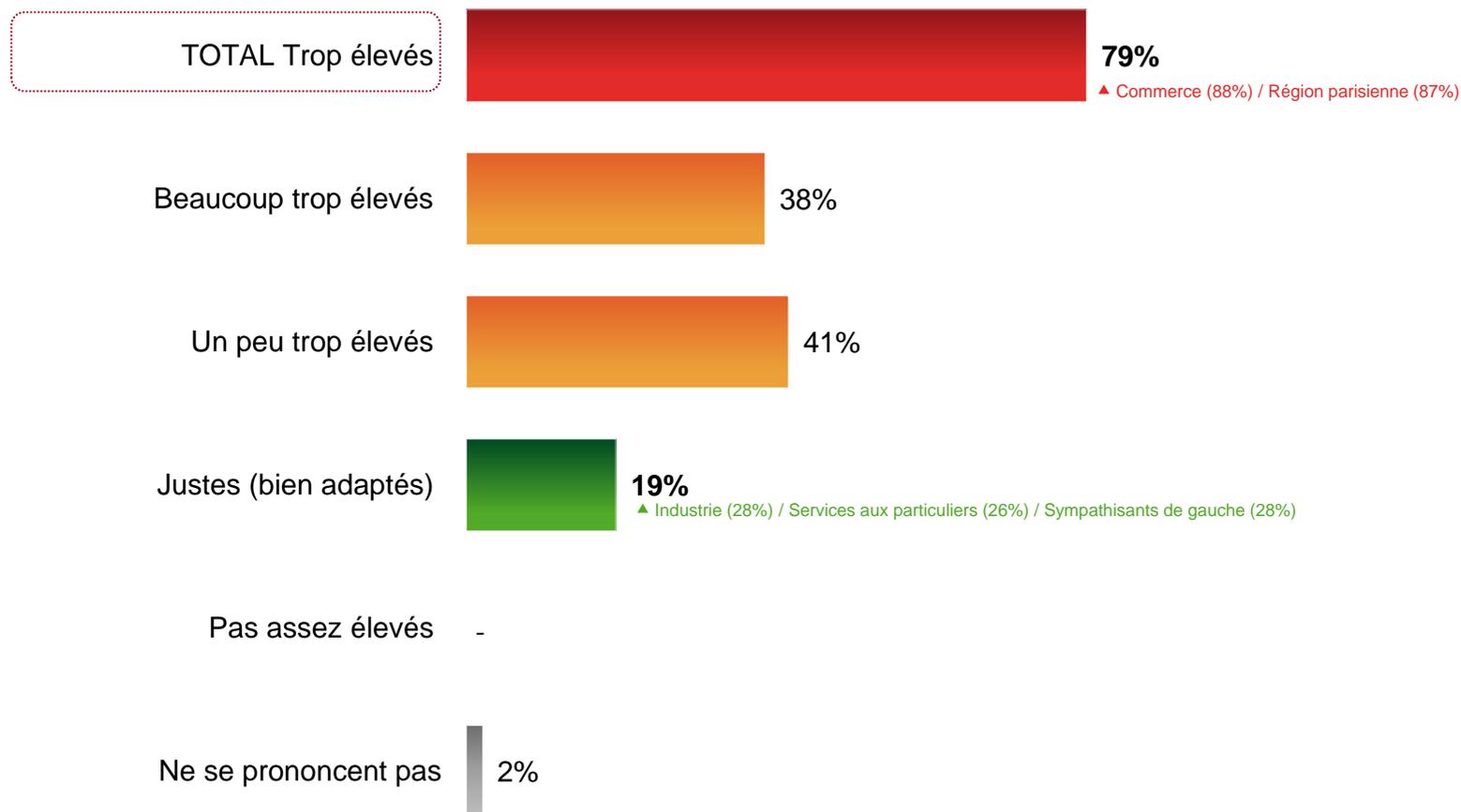


Base : à 50% de l'échantillon

Perception du niveau d'imposition en tant que particulier

Question

En ce qui concerne les impôts que vous payez à titre personnel (impôt sur le revenu, TVA, impôts locaux, etc.), avez-vous le sentiment que, par rapport à vos revenus, ils sont... ?



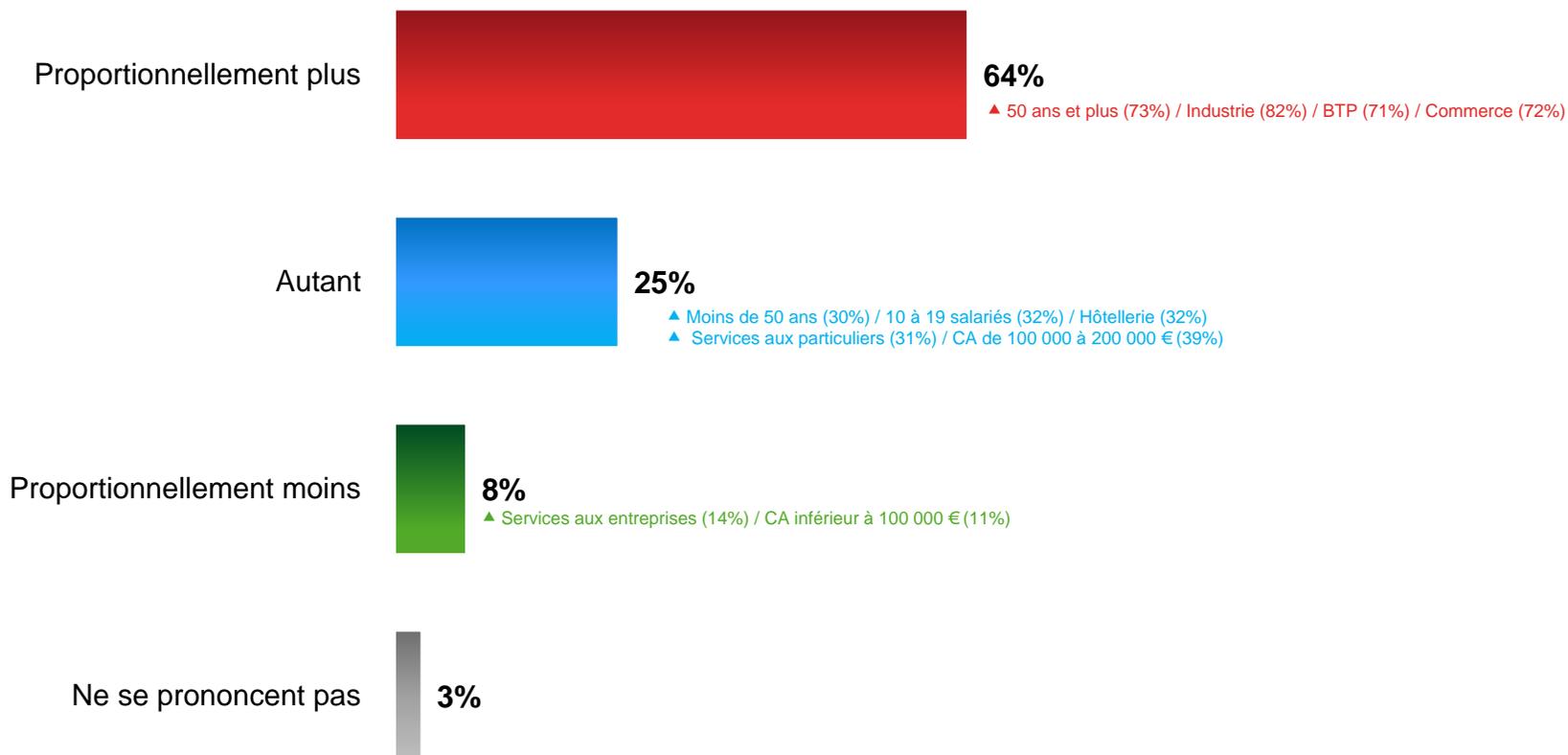
Base : à 50% de l'échantillon



Perception du niveau d'imposition des TPE par rapport aux plus grandes

Question

Considérez-vous que votre entreprise paie proportionnellement plus, autant ou proportionnellement moins d'impôts qu'une moyenne ou grande entreprise ?

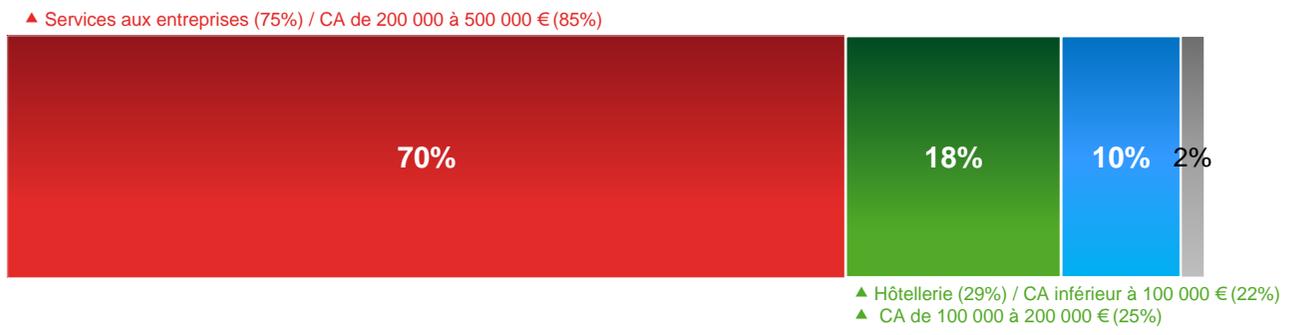


Base : à 50% de l'échantillon

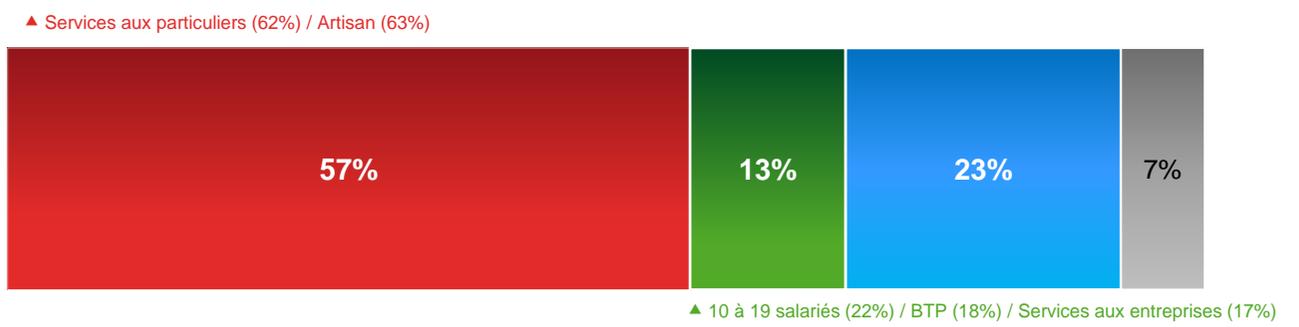
Evolution perçue des impôts personnels et professionnels

Question Depuis 2014, des transferts de prélèvements fiscaux ont été opérés entre entreprises et particuliers. Avez-vous constaté ces deux dernières années une hausse ou une baisse... ?

De vos impôts personnels



Des impôts de votre entreprise

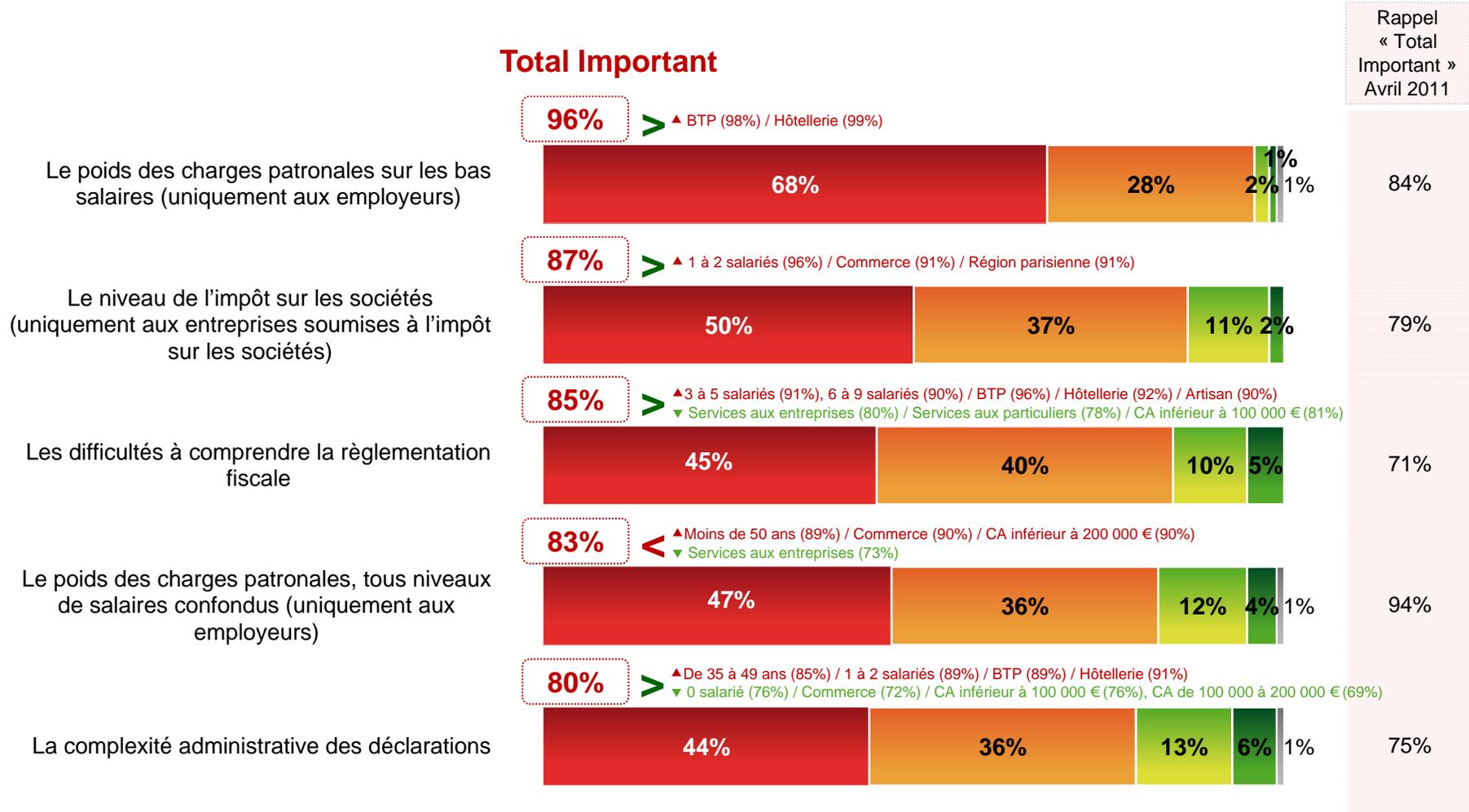


■ Une hausse ■ Une baisse ■ Ni l'un, ni l'autre ■ Ne se prononcent pas

Base : ensemble des TPE

Importance de différents obstacles liés à la fiscalité

Question En matière de fiscalité, diriez-vous que chacun des éléments suivants représente un obstacle important ou pas important pour votre entreprise ?



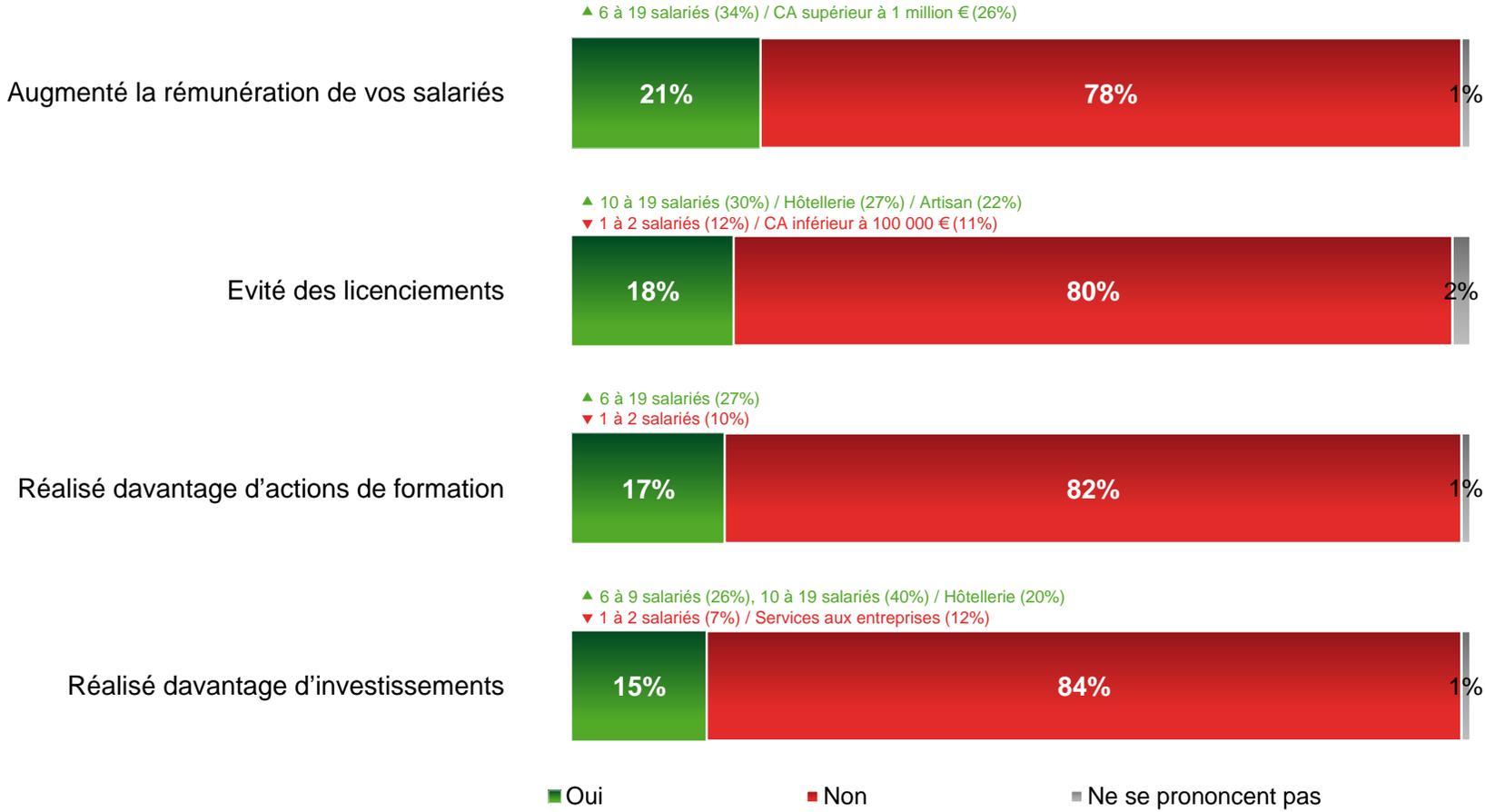
■ Très important ■ Assez important ■ Peu important ■ Pas du tout important ■ Ne se prononcent pas

Base : ensemble des TPE

Actions mises en œuvre grâce au CICE

Question

Suite à la mise en place du CICE, avez-vous au sein de votre entreprise... ?

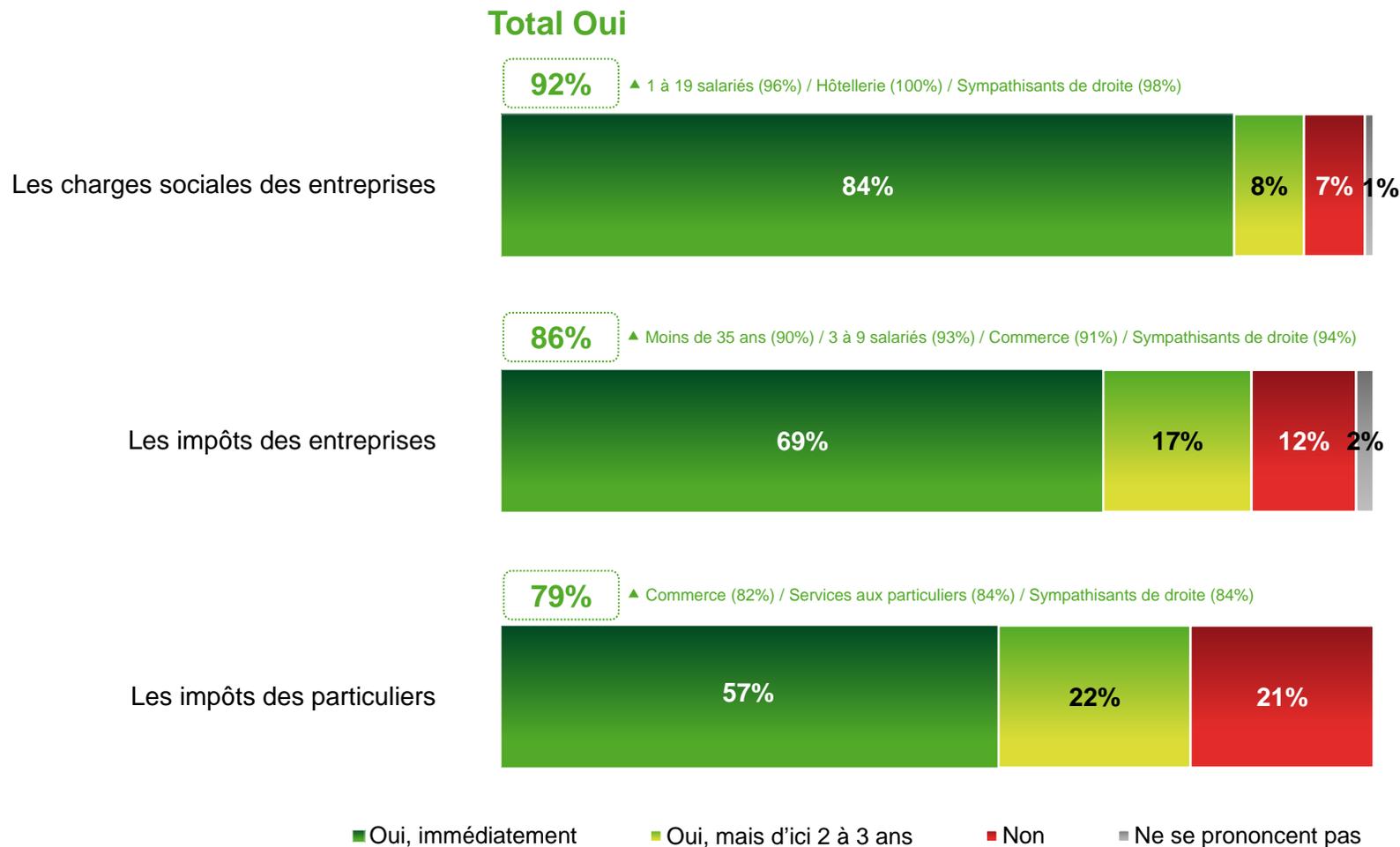


Base : aux employeurs uniquement

La nécessité de baisser les impôts

Question

Compte tenu de la situation économique et financière de la France, faut-il selon vous baisser... ?

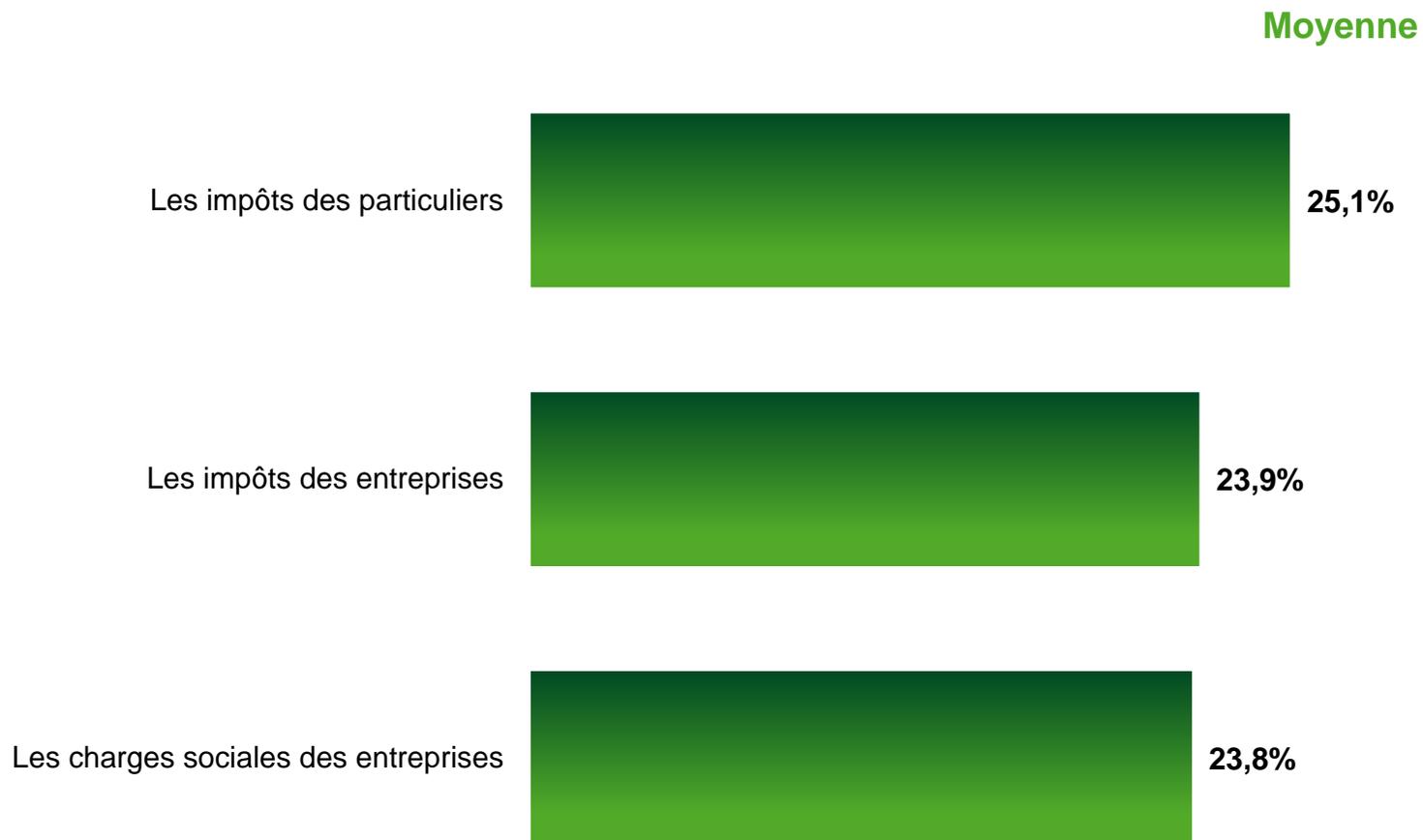


Base : à 50% de l'échantillon

Le pourcentage souhaitable de baisse d'impôts

Question

Selon vous, quel pourcentage de baisse réaliste pourrait-on appliquer pour... ?

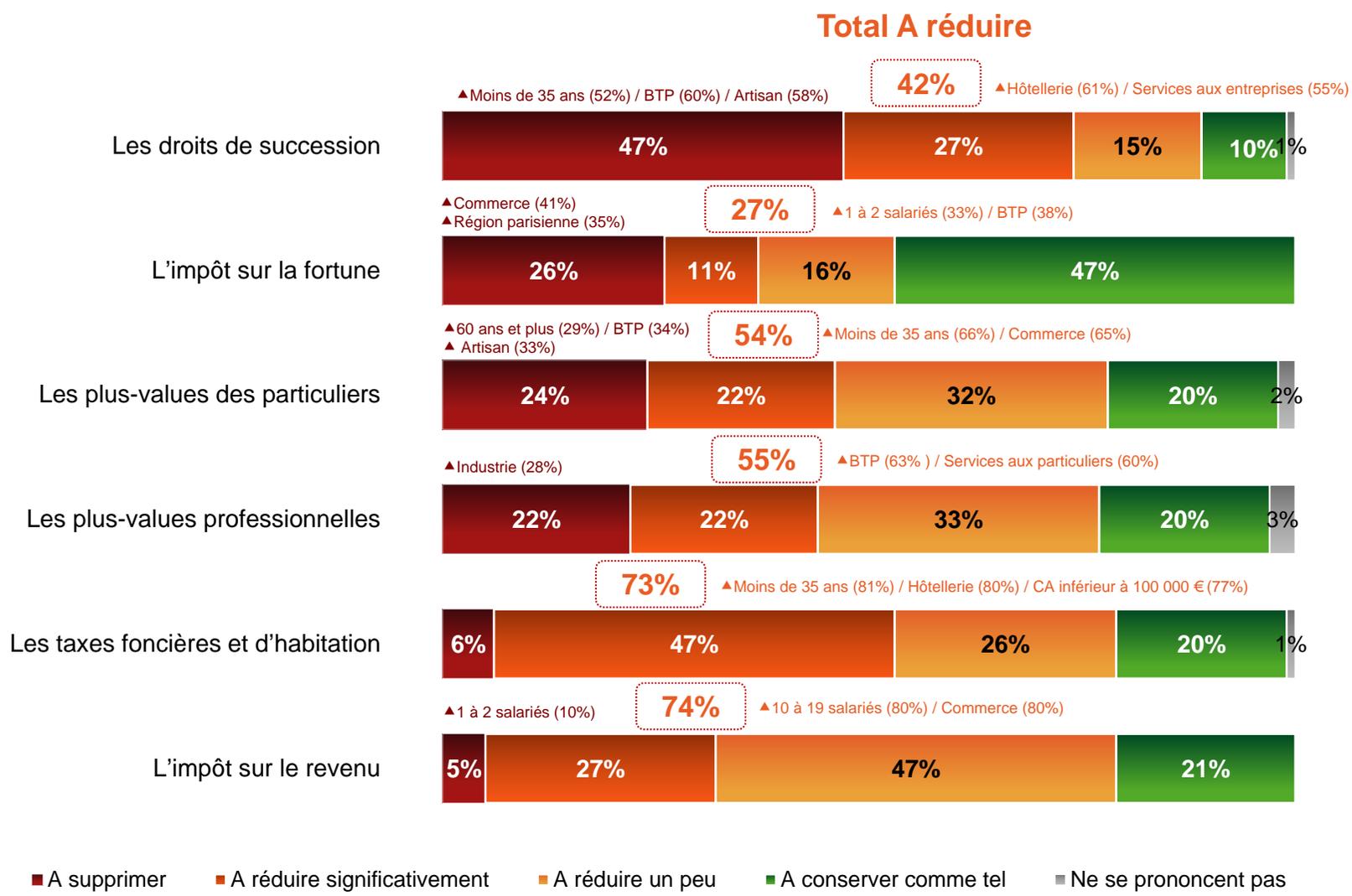


Base : à ceux qui estiment qu'il faut immédiatement baisser chacun des impôts et à 50% de l'échantillon

L'évolution souhaitée par type d'impôts

Question

Pour chacun des impôts suivants, diriez-vous qu'il faut le supprimer, le réduire significativement, le réduire un peu ou le conserver comme tel ?

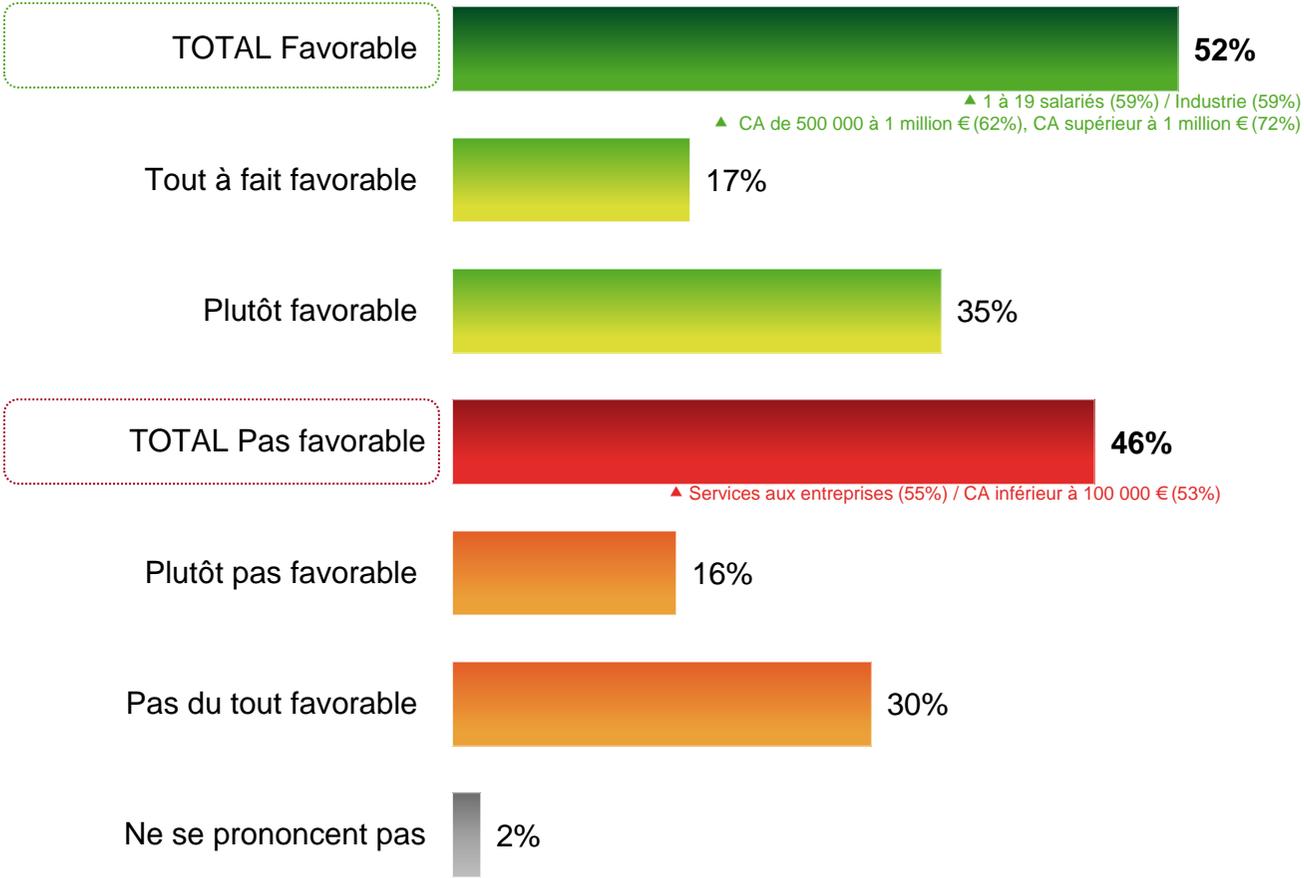


Base : à ceux qui estiment qu'il faut baisser immédiatement ou à moyen terme les impôts des particuliers ou des entreprises et à 50% de l'échantillon

Adhésion au remplacement du taux progressif de l'IR par un taux fixe

Question

Concernant les impôts sur le revenu, seriez-vous favorable ou non à au remplacement du taux progressif par un taux fixe applicable à tous, comme la CSG ?

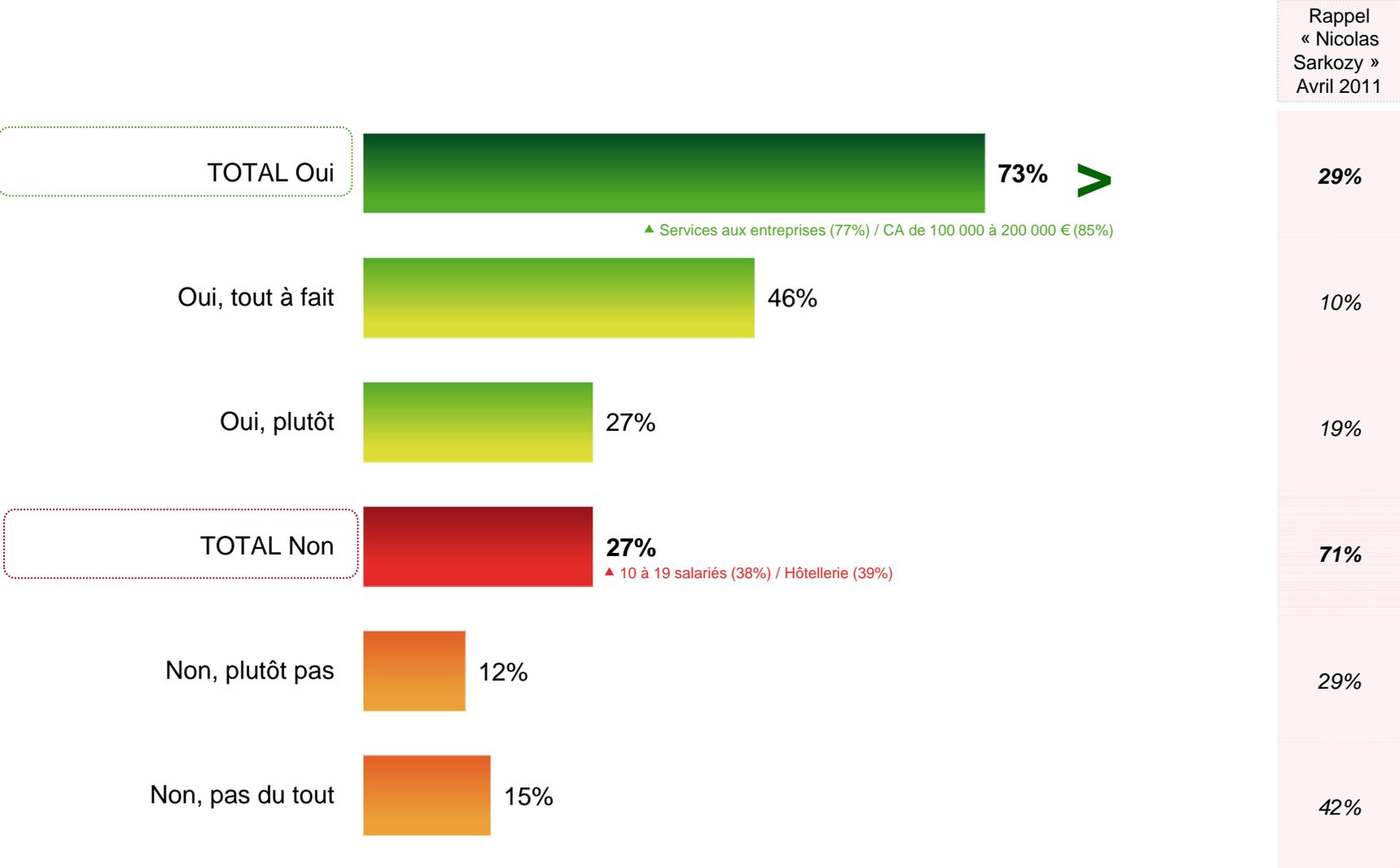


Base : à ceux qui estiment qu'il faut baisser immédiatement ou à moyen terme les impôts des particuliers ou des entreprises et à 50% de l'échantillon

Possibilité de réduire la dette et les déficits tous en baissant les impôts

Question

Pensez-vous qu'il est possible de réduire l'endettement de la France et les déficits fiscaux tout en baissant les impôts ?

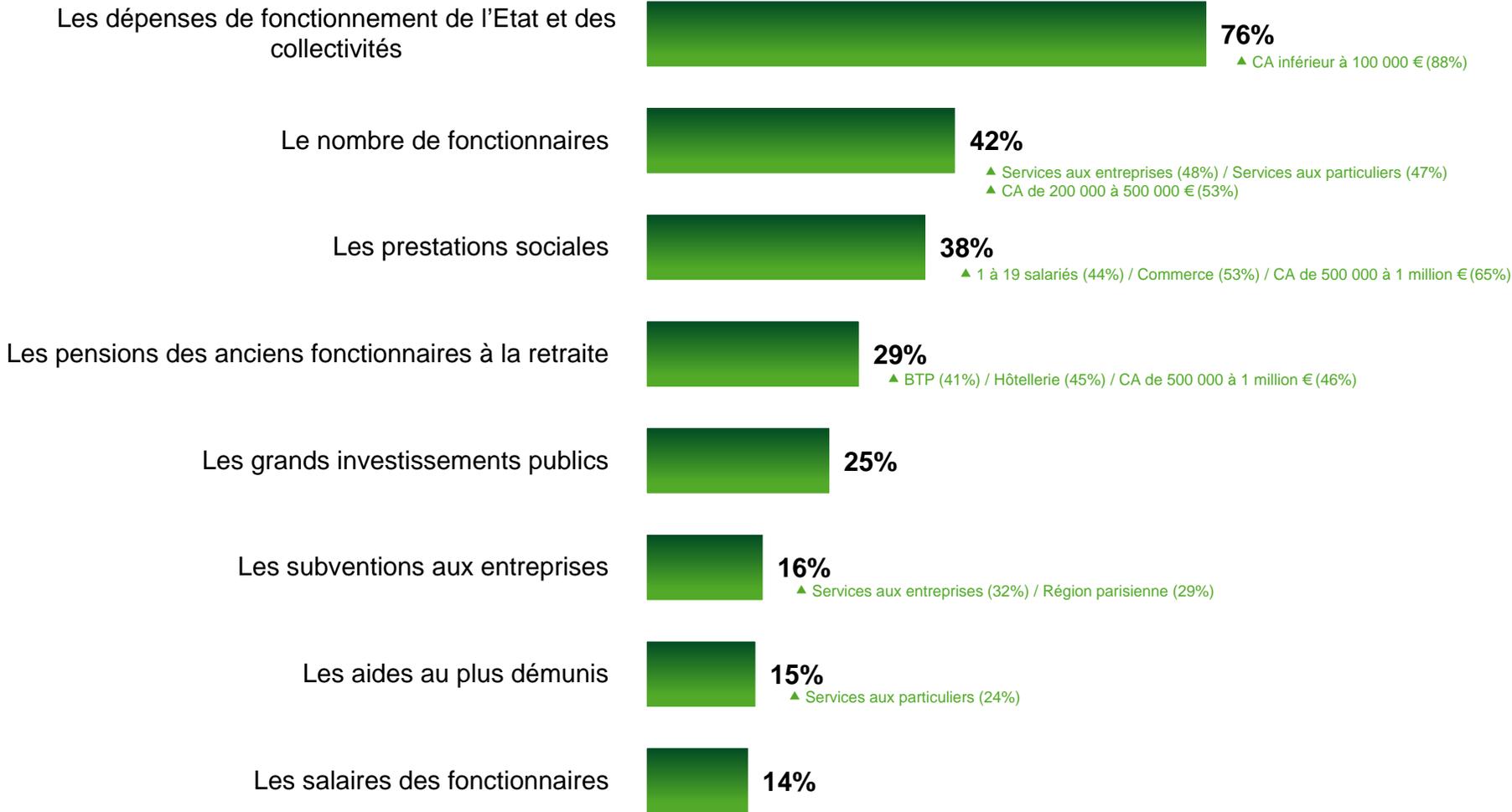


Base : à ceux qui estiment qu'il faut baisser immédiatement les impôts des particuliers ou des entreprises et à 50% de l'échantillon

Les postes budgétaires à réduire pour compenser une baisse des impôts

Question

Selon vous, quels postes budgétaires faut-il réduire en priorité pour compenser une baisse des impôts ?

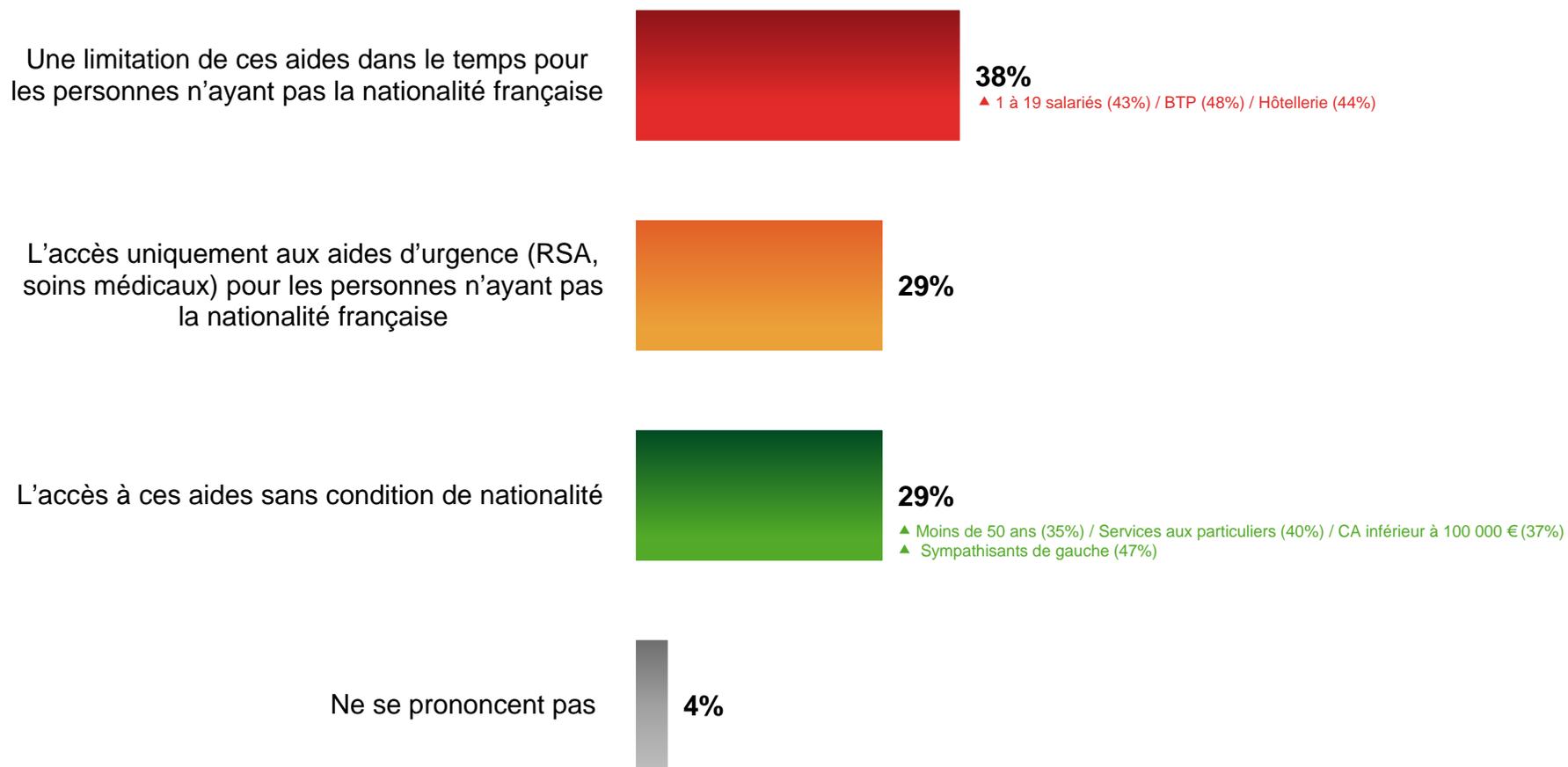


Base : à ceux qui estiment qu'il faut baisser immédiatement les impôts des particuliers ou des entreprises et à 50% de l'échantillon

Versement des aides sociales aux personnes étrangères

Question

En ce qui concerne le versement des aides aux plus démunis et des prestations sociales, êtes-vous plutôt favorable à... ?

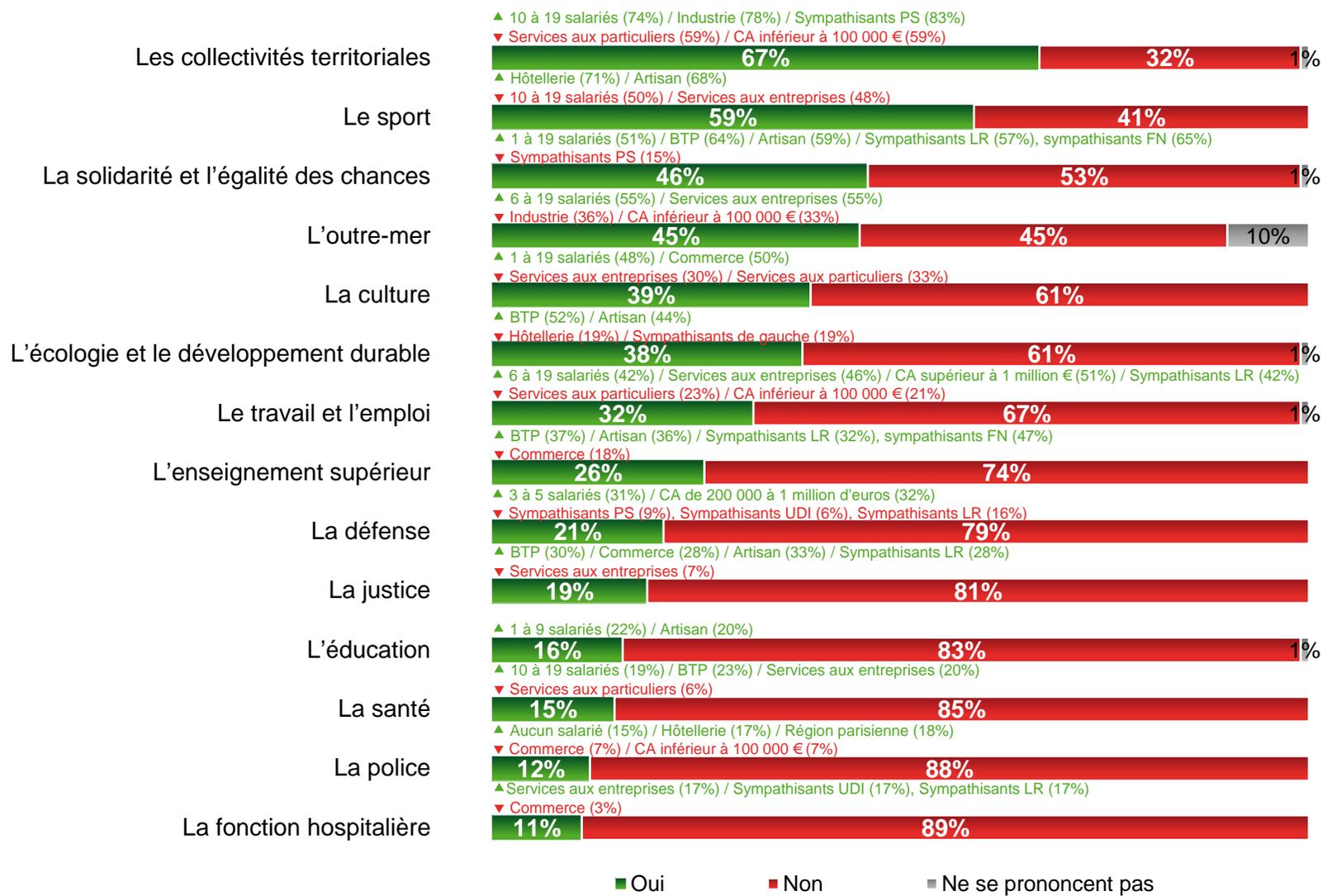


Base : à 50% de l'échantillon

Postes de dépenses publiques à réduire

Question

Pour chacun de ces postes, estimez-vous que son budget actuel pourrait être réduit ?

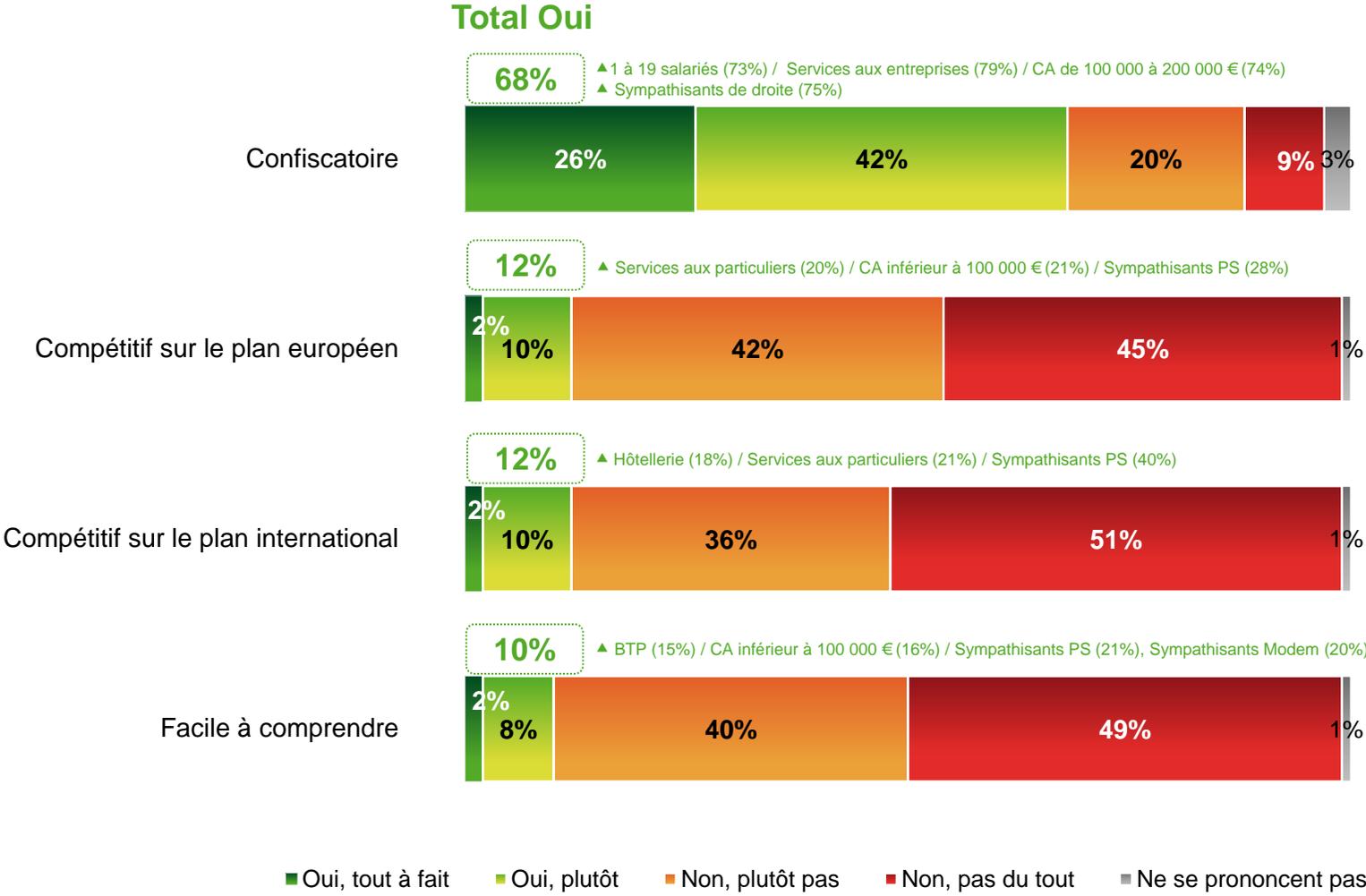


Base : à 50% de l'échantillon

Jugements sur le système fiscal français

Question

Actuellement, diriez-vous que le système fiscal français est... ?

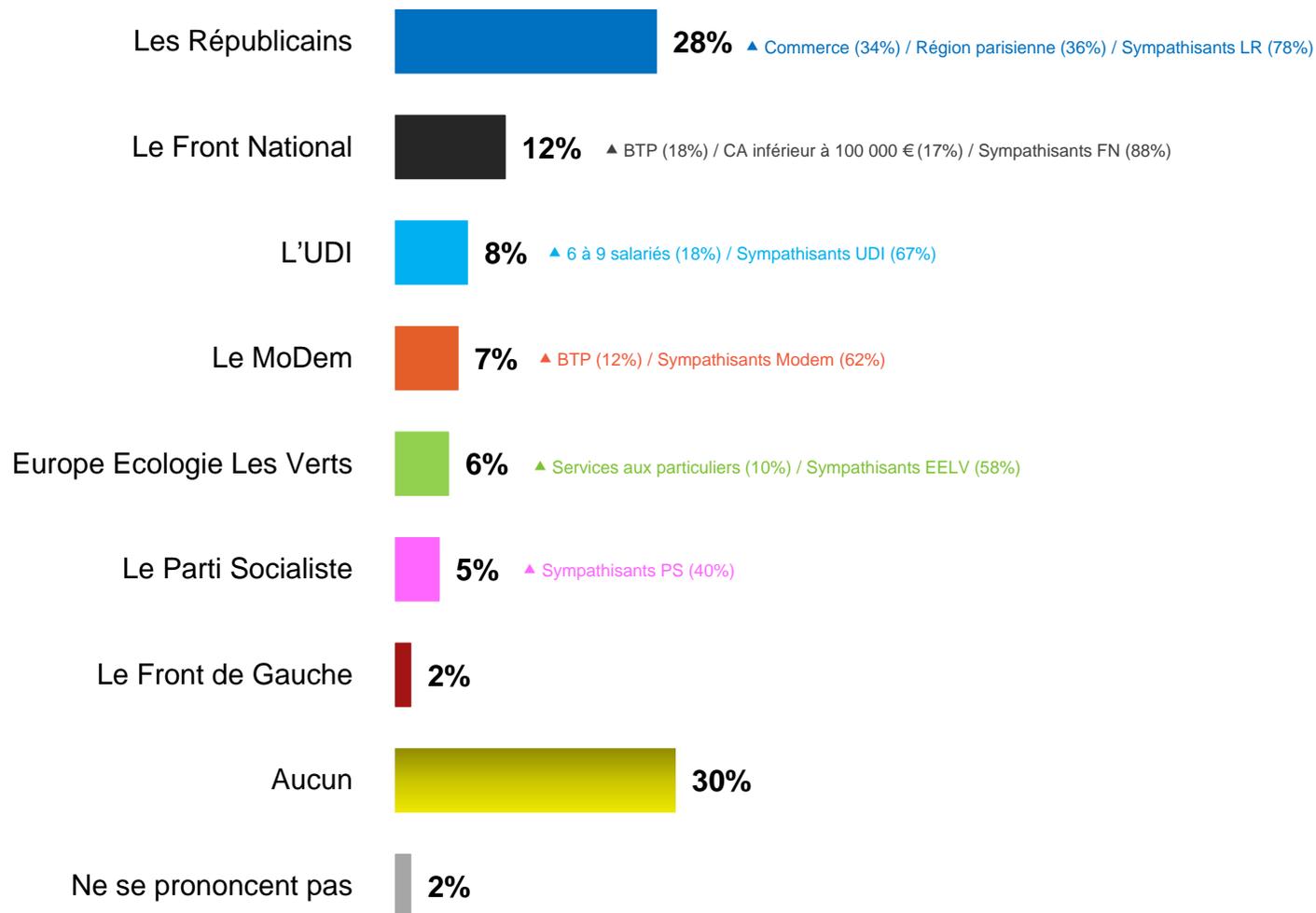


Base : à 50% de l'échantillon

Le parti politique jugé le plus crédible pour réformer la fiscalité

Question

A quel parti politique faites-vous le plus confiance pour réformer la fiscalité ?

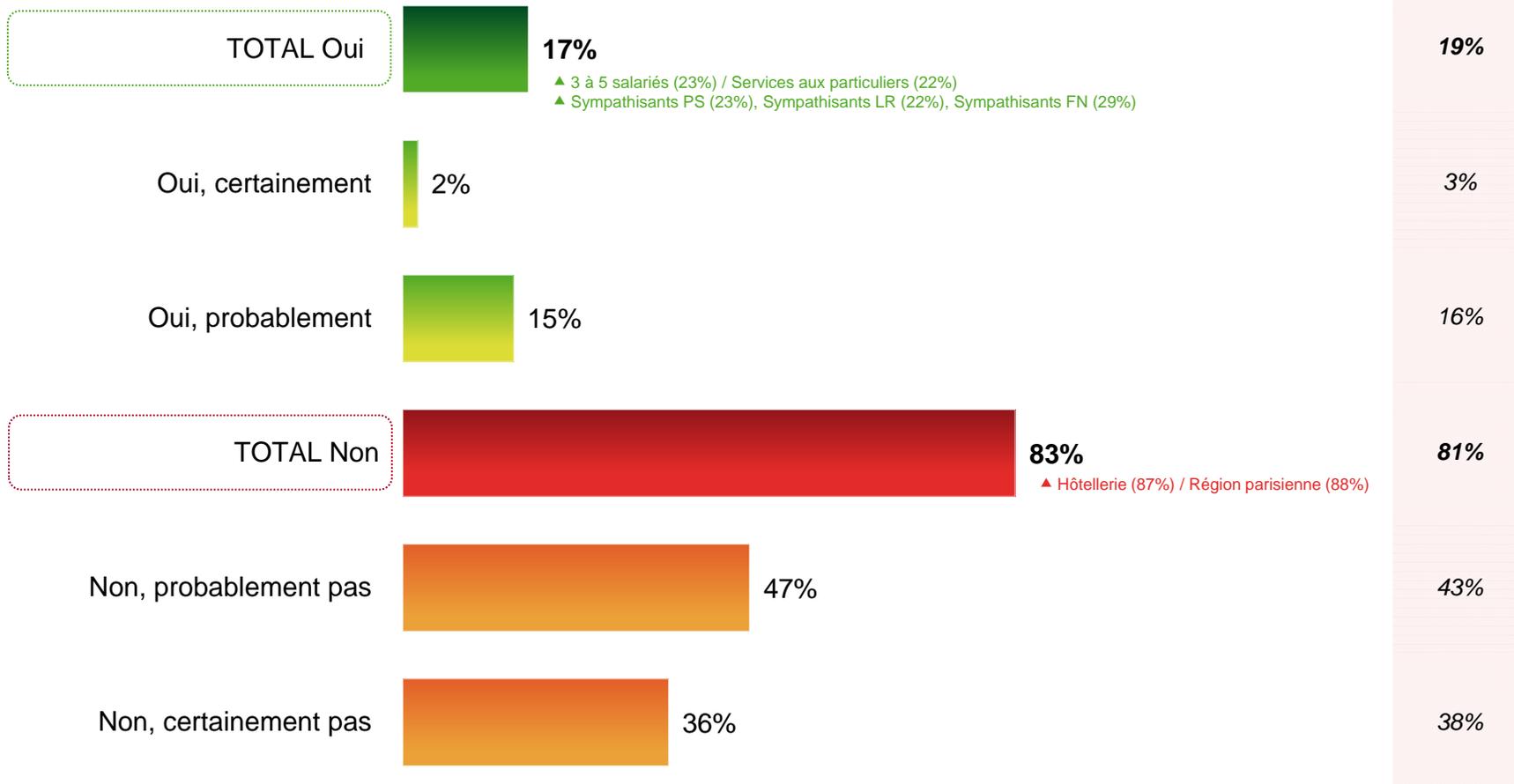


Base : à 50% de l'échantillon

Pronostic sur la baisse des impôts par le prochain gouvernement en 2017

Question

Pensez-vous que le gouvernement issu de la prochaine élection présidentielle baissera les impôts ?



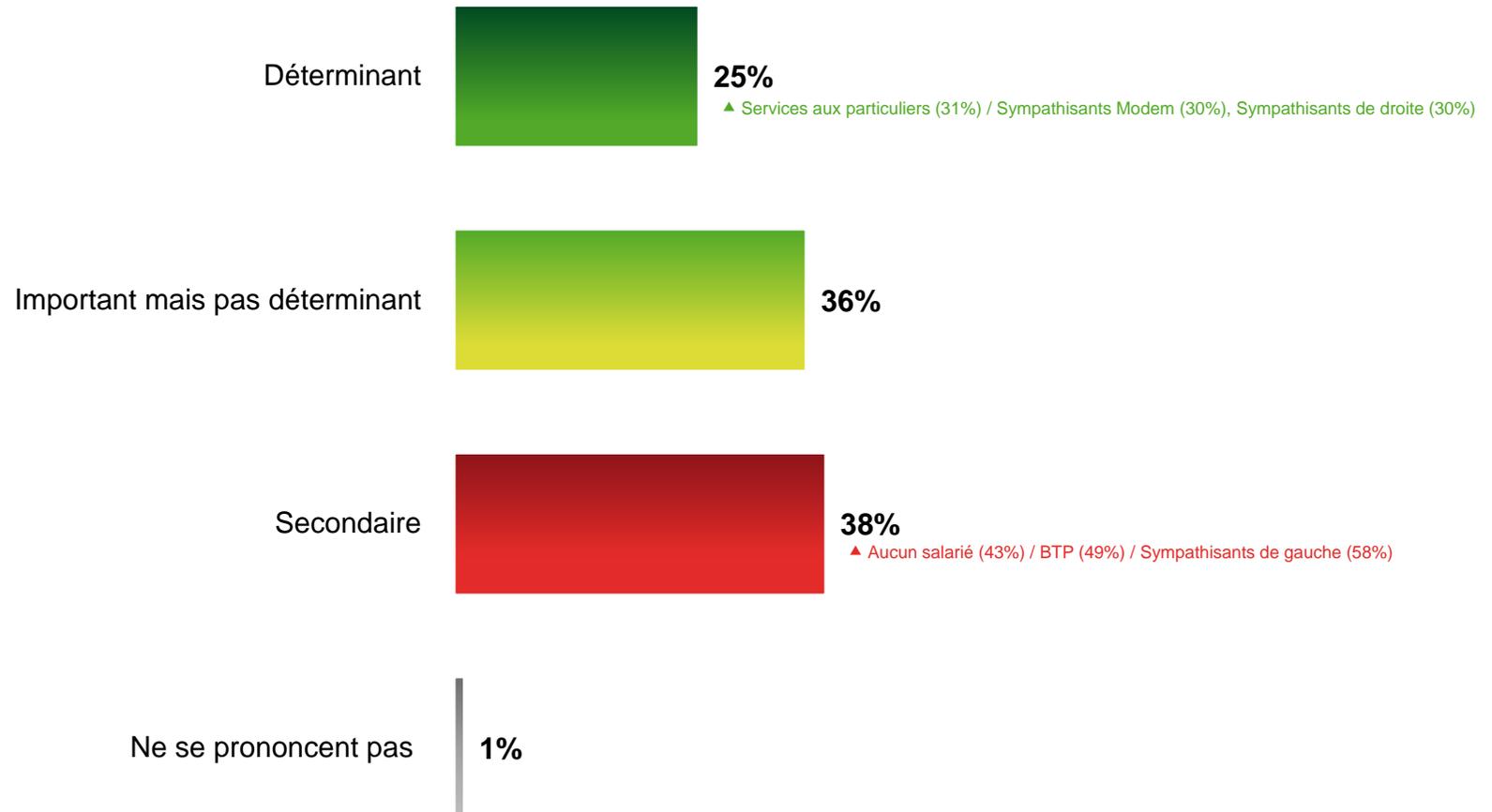
Base : à 50% de l'échantillon



L'importance des propositions fiscales dans le choix d'un candidat en 2017

Question

Diriez-vous que les propositions en matière de fiscalité auront un poids déterminant, important mais pas déterminant ou secondaire dans votre vote lors de l'élection présidentielle de 2017 ?



Base : à 50% de l'échantillon

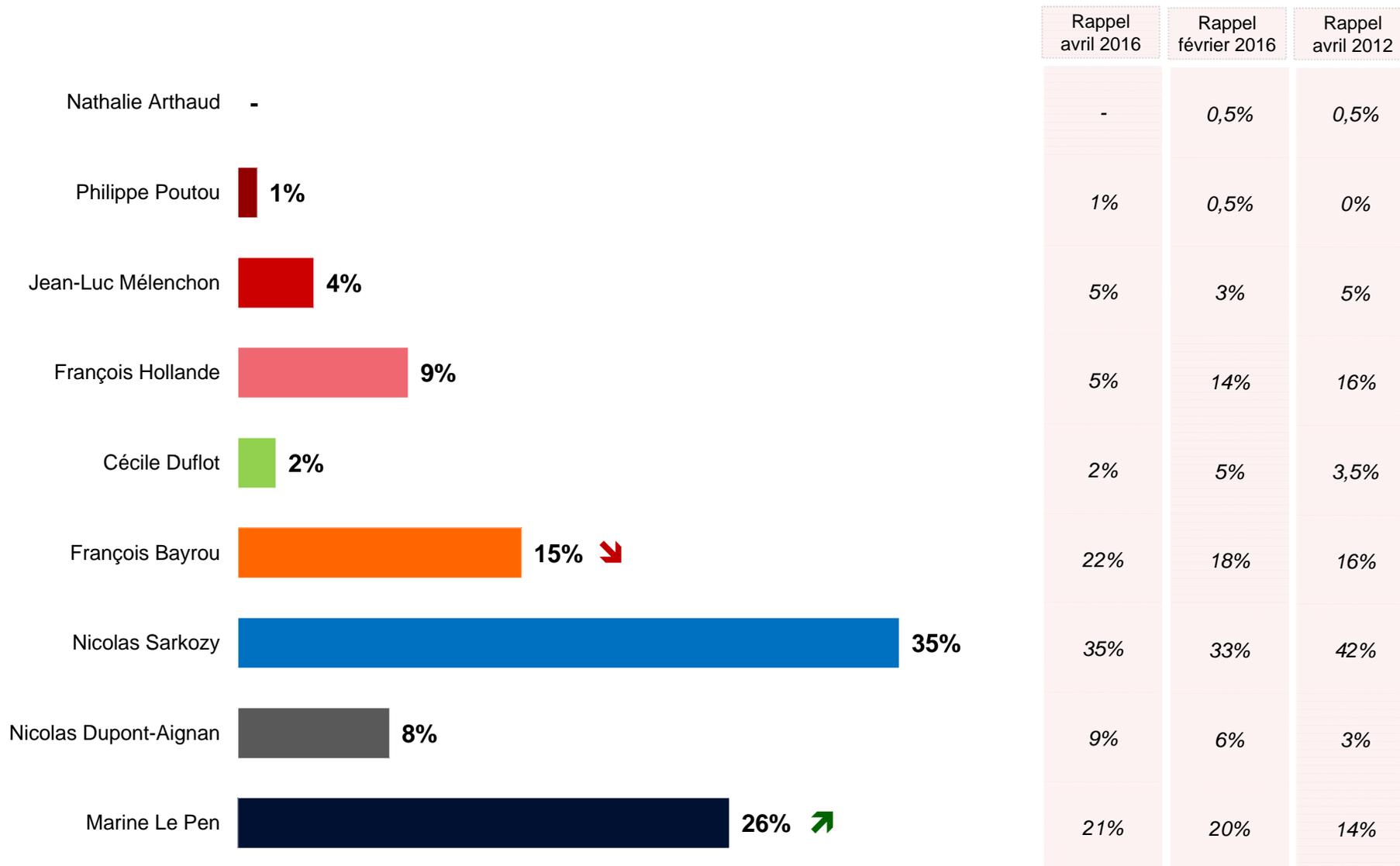


***La perspective de l'élection
présidentielle de 2017***

Élection présidentielle 2017 - Hypothèse 1 : candidature de Nicolas Sarkozy

Question

Si dimanche prochain devait se dérouler le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?

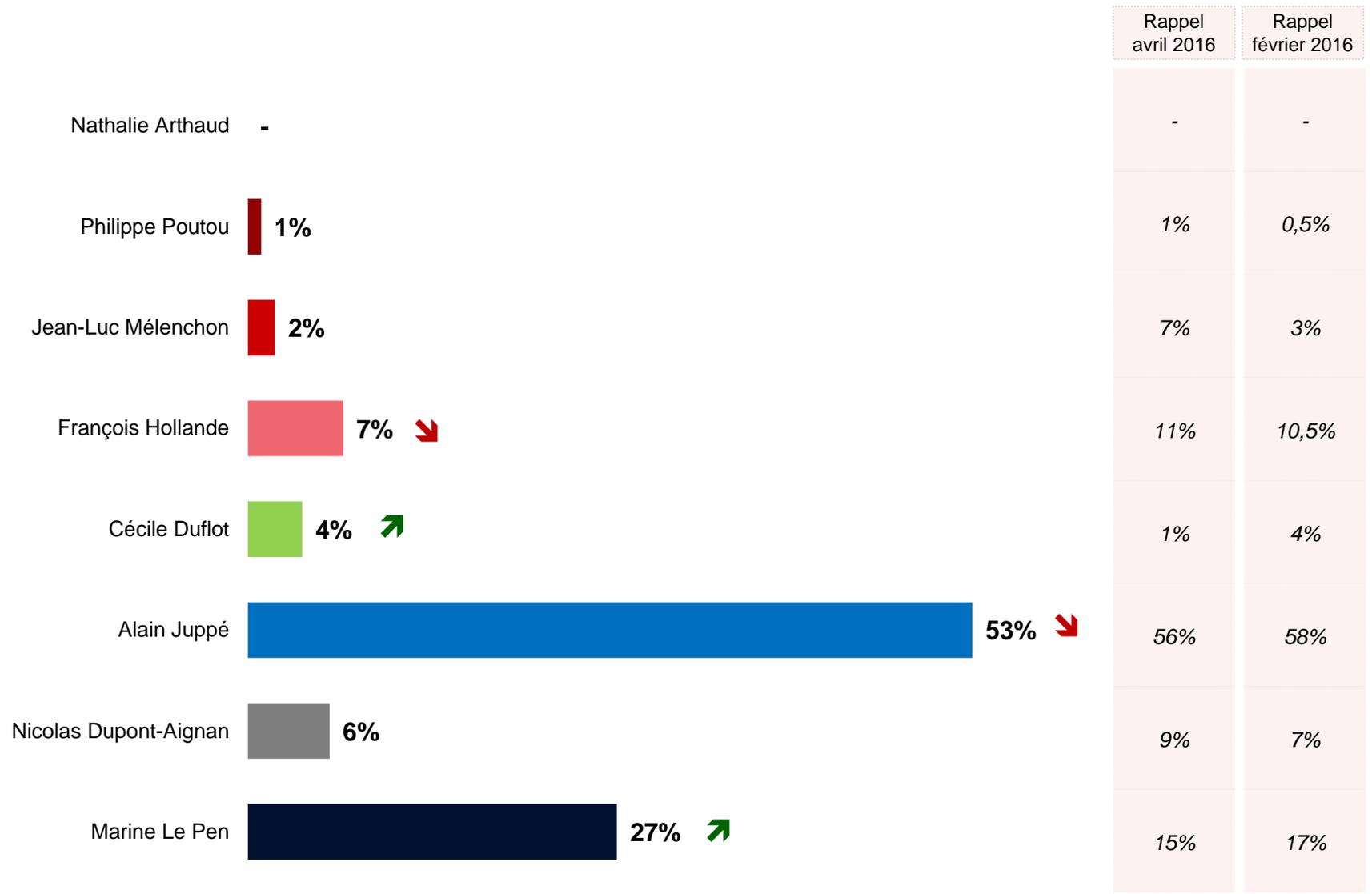


Base : à 50% des dirigeants de TPE inscrits sur les listes électorales

Élection présidentielle 2017 - Hypothèse 2 : candidature d'Alain Juppé

Question

Si dimanche prochain devait se dérouler le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?

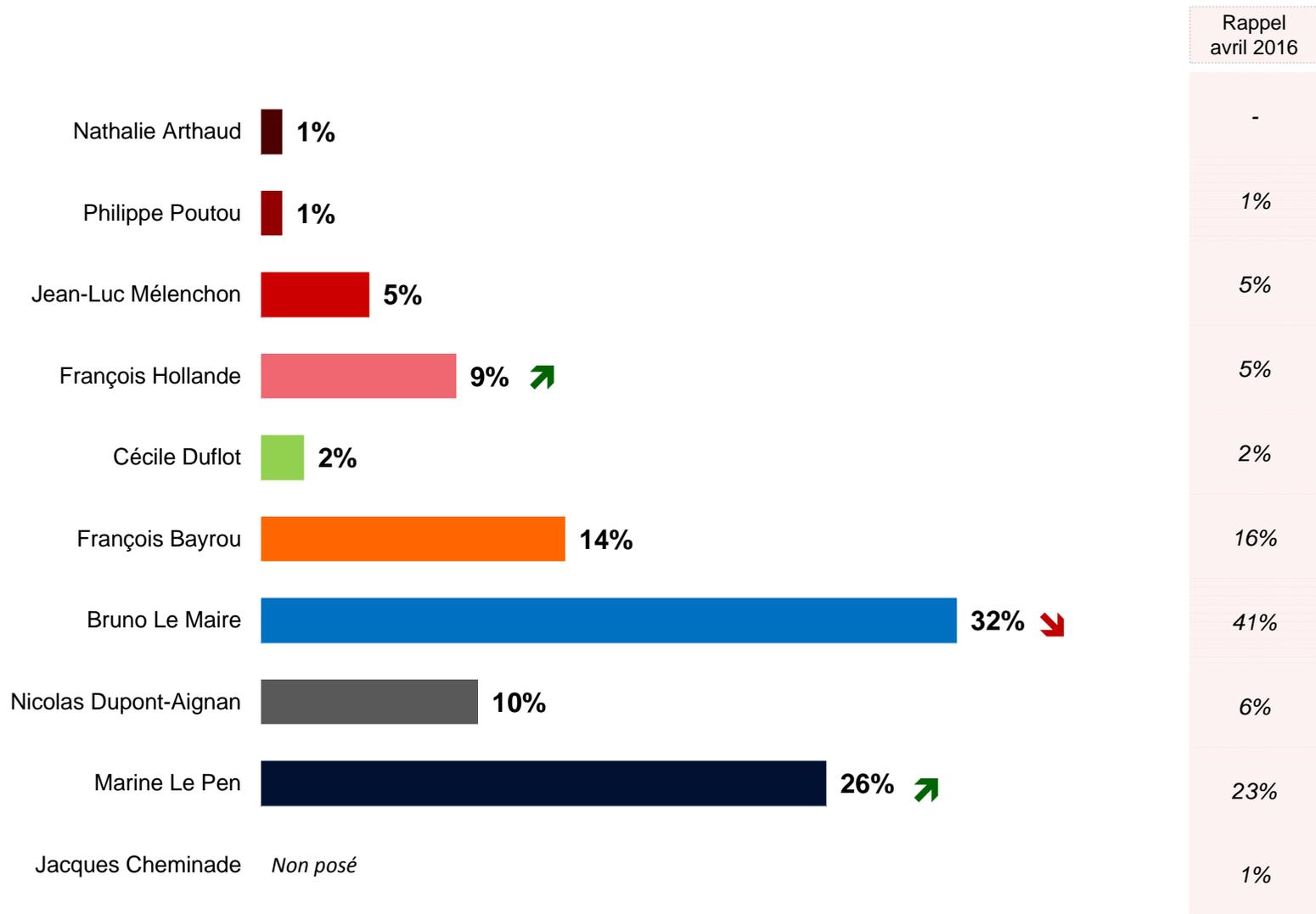


Base : à 50% des dirigeants de TPE inscrits sur les listes électorales

Élection présidentielle 2017 - Hypothèse 3 : candidature de Bruno Le Maire

Question

Si dimanche prochain devait se dérouler le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?



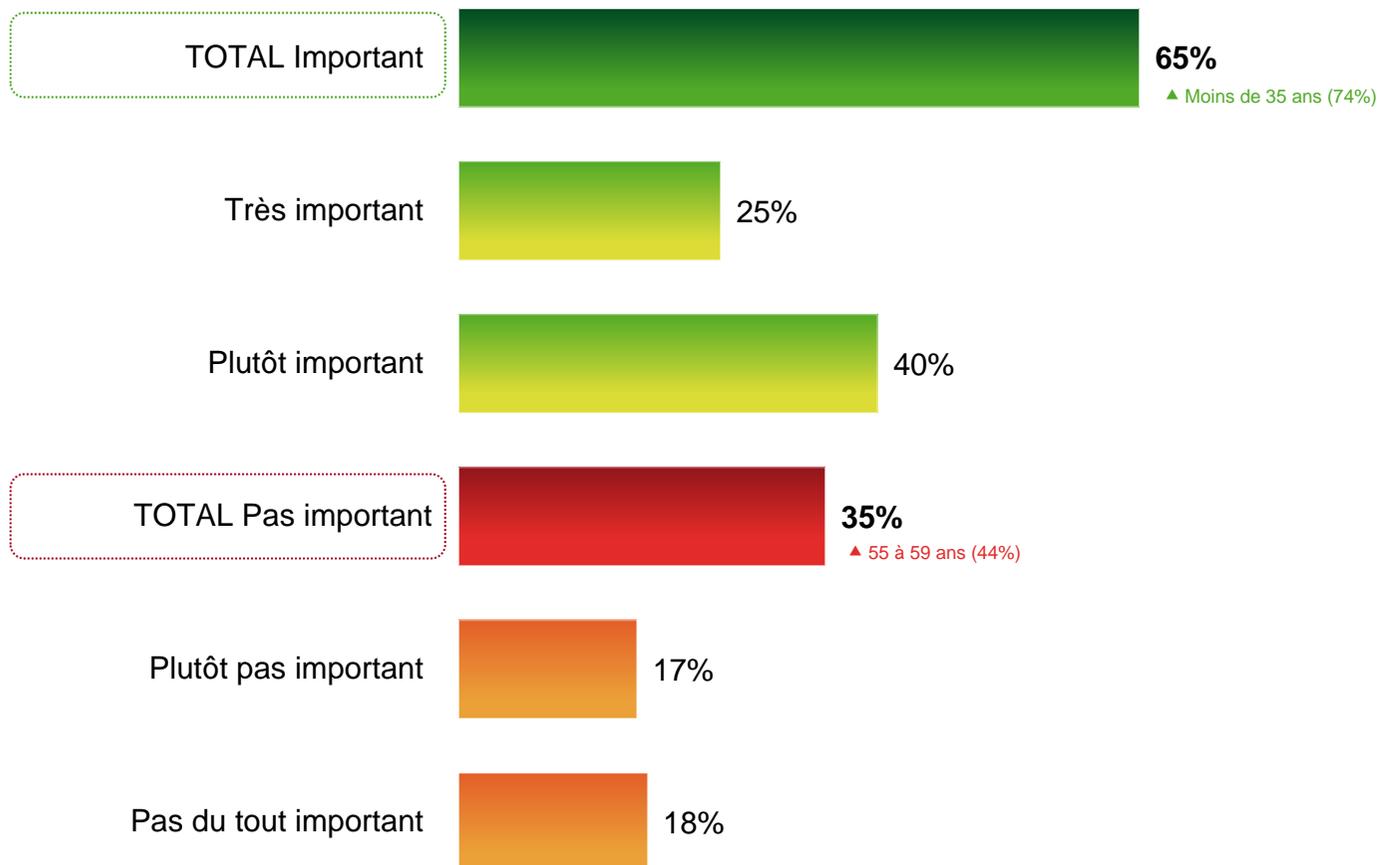
Base : à 50% des dirigeants de TPE inscrits sur les listes électorales

Les TPE et le sport

L'importance accordée au sport

Question

Diriez-vous que le sport en général (comme pratiquant, spectateur ou observateur) est pour vous un centre d'intérêt...?



Base : à 50% de l'échantillon

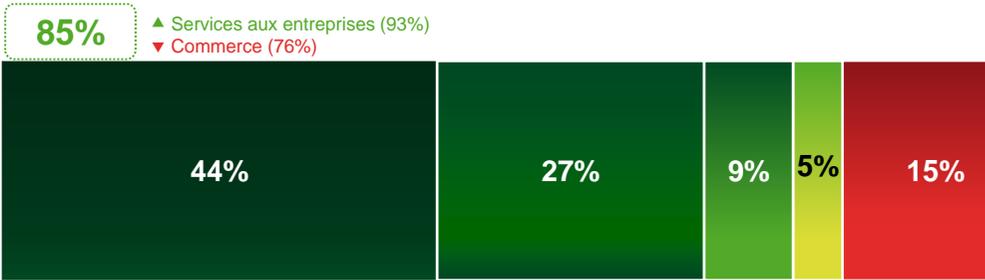
La fréquence de pratique d'un sport ou d'une activité physique

Question

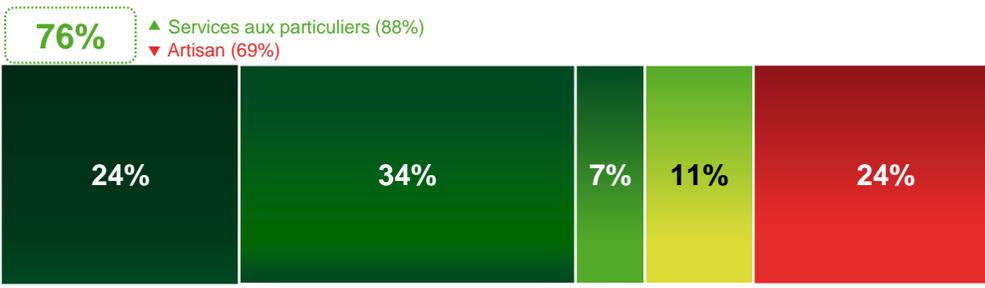
Personnellement, à quelle fréquence pratiquez-vous...?

Total Pratique

Une activité physique : marche, trajets en vélo...



Un sport



- Plusieurs fois par semaine
- Au moins une fois par semaine
- Au moins une fois par mois
- Moins souvent
- Jamais

Base : à 50% de l'échantillon



Les raisons pour ne pas pratiquer de sport ou d'activité physique

Question

Pour quelle(s) raison(s) principales ne pratiquez-vous pas ou plus d'activité sportive ou physique ?

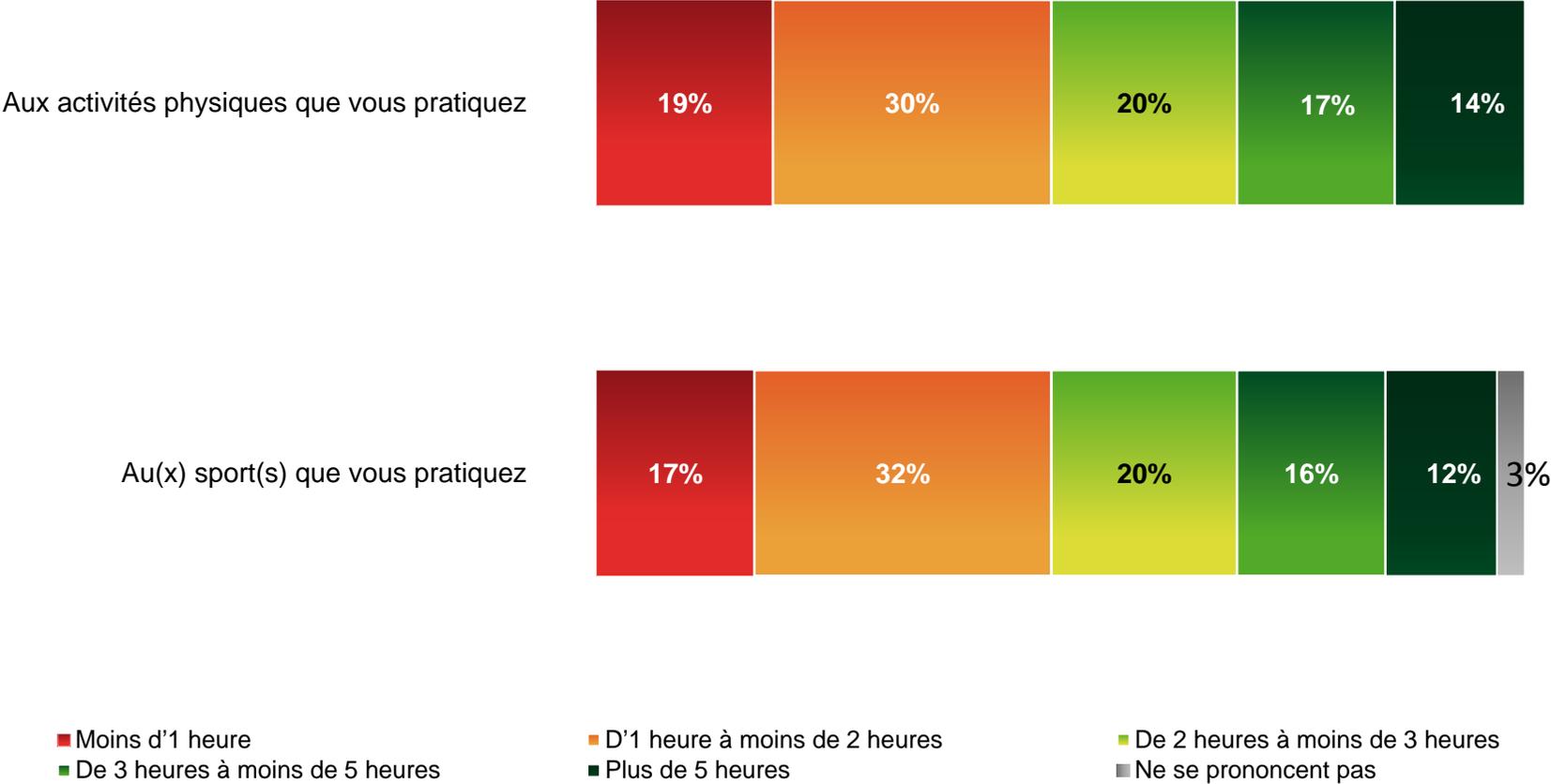


Base : à ceux qui pratiquent ces activités moins d'une fois par semaine et à 50% de l'échantillon et à 50% de l'échantillon

Le temps moyen consacré au sport ou à une activité physique

Question

En moyenne, combien de temps consacrez-vous chaque semaine...?

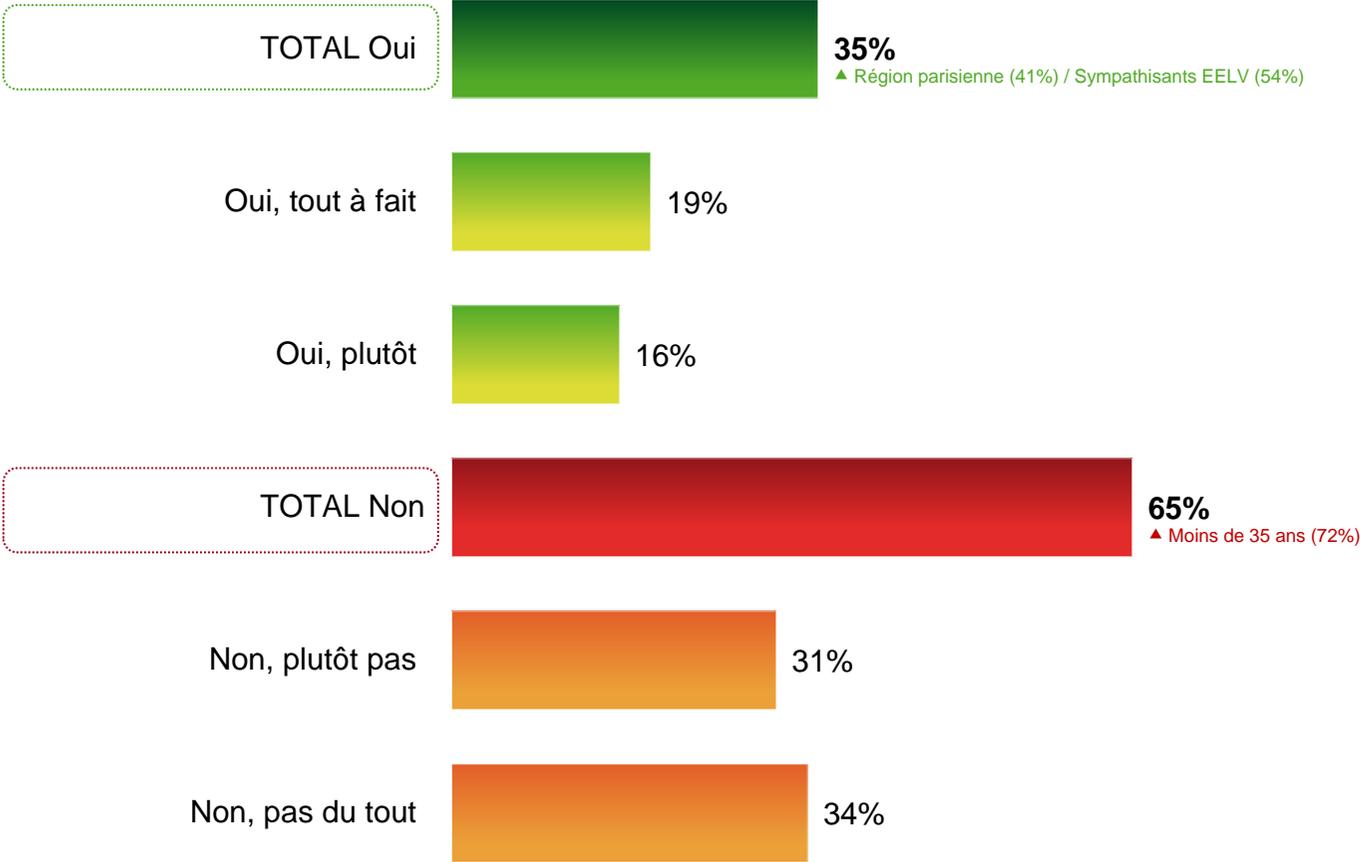


Base : à ceux qui pratiquent ces activités au moins une fois par semaine et à 50% de l'échantillon

Suffisamment de temps consacré à la pratique sportive ?

Question

Avez-vous le sentiment de consacrer tout le temps que vous souhaitez à la pratique d'un sport ou d'une activité physique ?

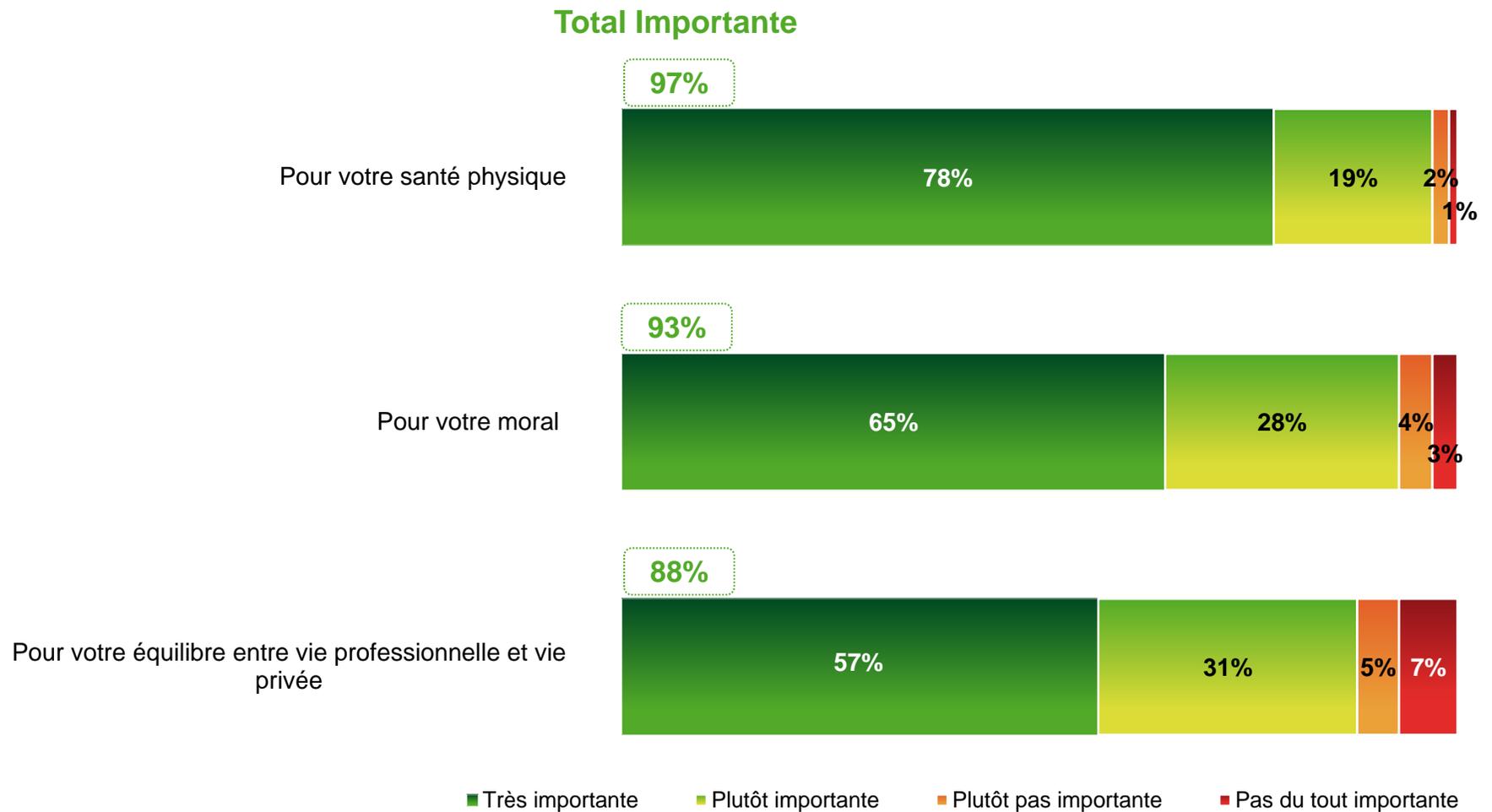


Base : à 50% de l'échantillon

Importance de la pratique sportive dans différents domaines

Question

Diriez-vous que la pratique régulière d'un sport ou d'une activité physique est importante ou non ?

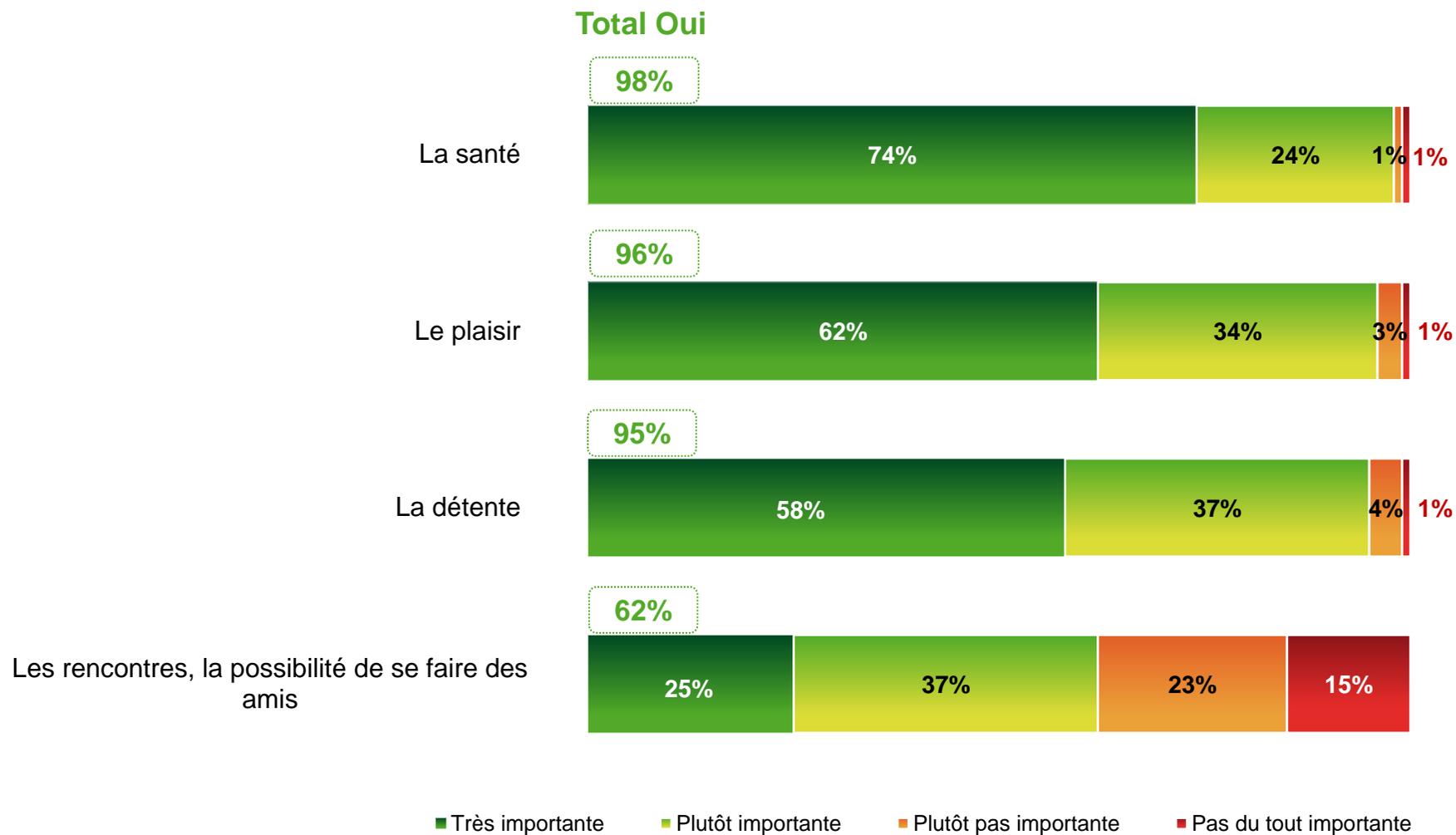


Base : à ceux qui pratiquent un sport et/ou une activité physique au moins une fois par mois et à 50% de l'échantillon

Motivations pour la pratique sportive

Question

Diriez-vous de chacune des dimensions suivantes qu'elle constitue une motivation importante ou non pour la pratique régulière du sport ou d'une activité physique ?

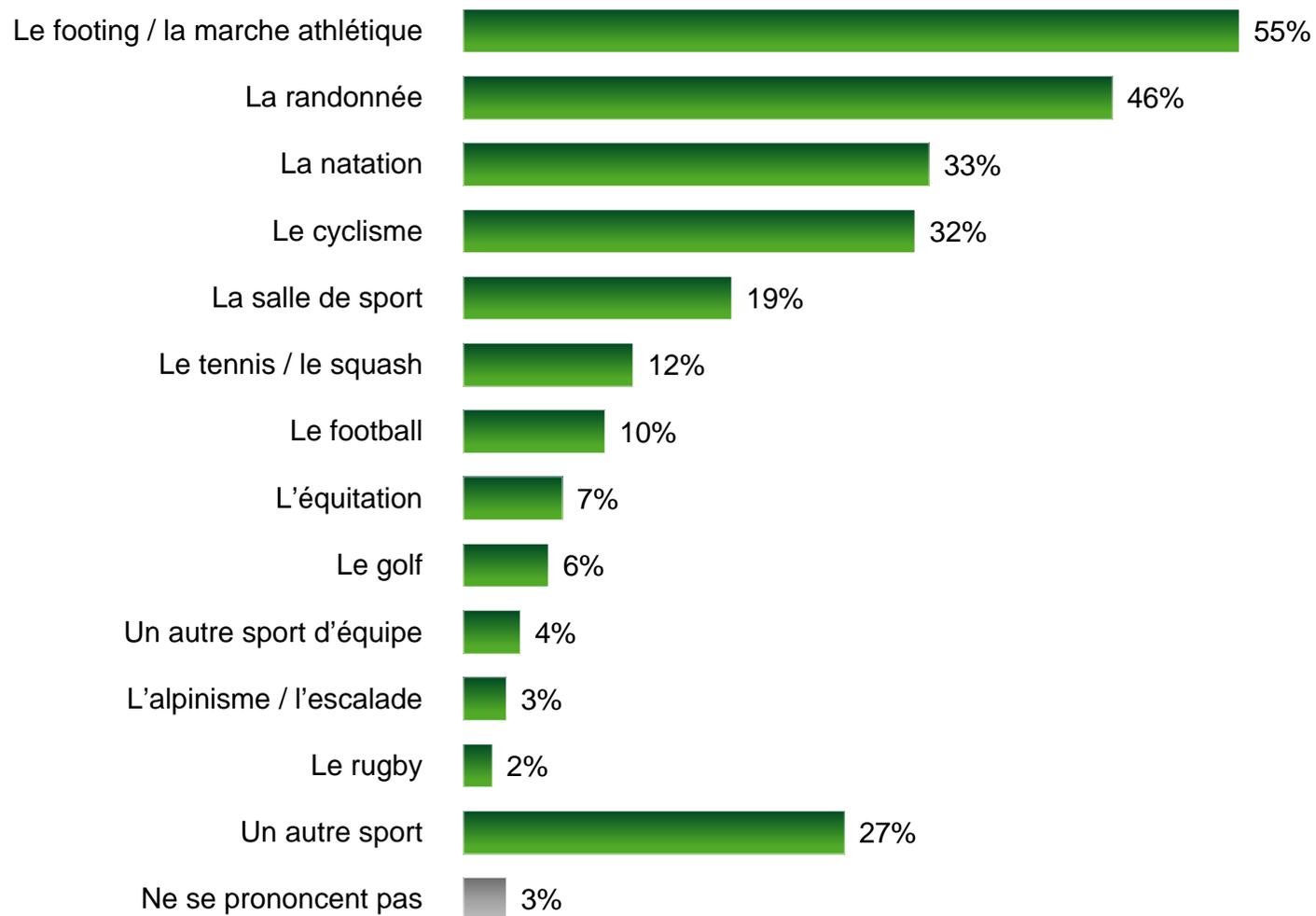


Base : à ceux qui pratiquent un sport et/ou une activité physique au moins une fois par mois et à 50% de l'échantillon

Les sports pratiqués régulièrement

Question

Quel(s) sport(s) pratiquez-vous au moins une fois par mois ?

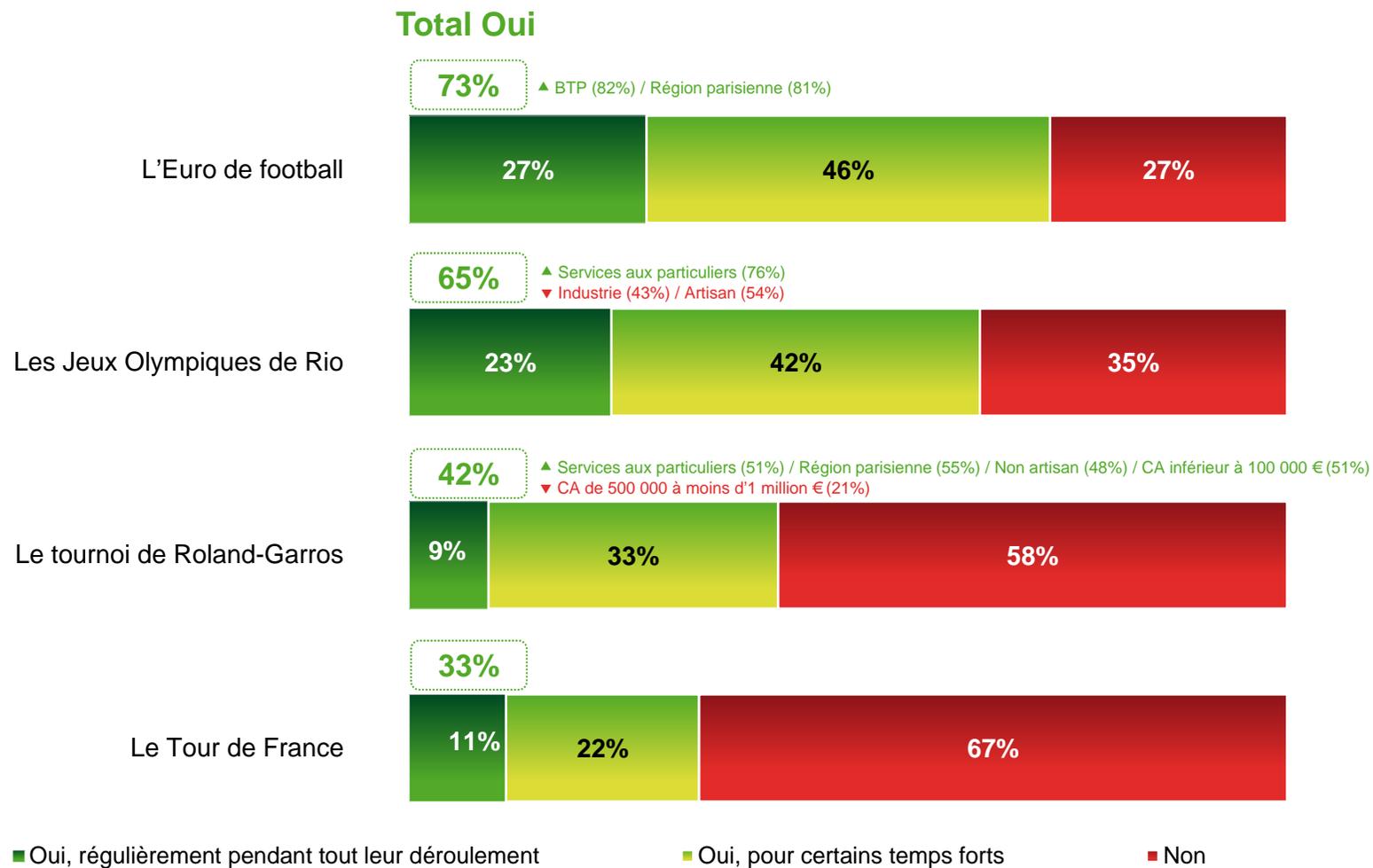


Base : à ceux qui pratiquent un sport au moins une fois par mois et à 50% de l'échantillon

Le suivi de différents grands événements sportifs de l'été 2016

Question

Avez-vous suivi ou envisagez-vous de suivre les événements sportifs suivants ?

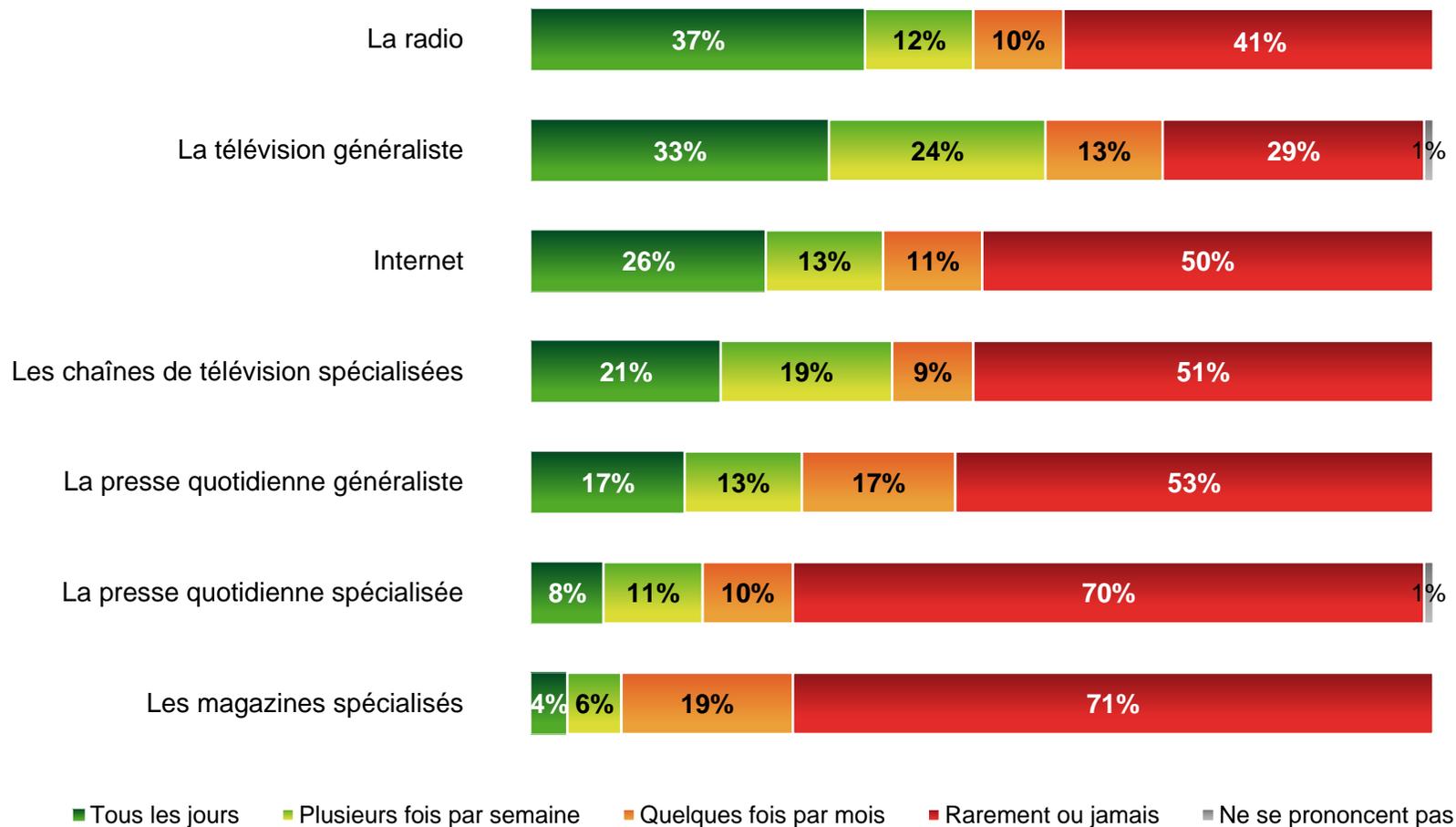


Base : à 50% de l'échantillon

L'utilisation de différents médias pour suivre les événements sportifs

Question

A quelle fréquence consultez-vous l'actualité ou regardez-vous les événements sportifs sur chacun des médias suivants ?



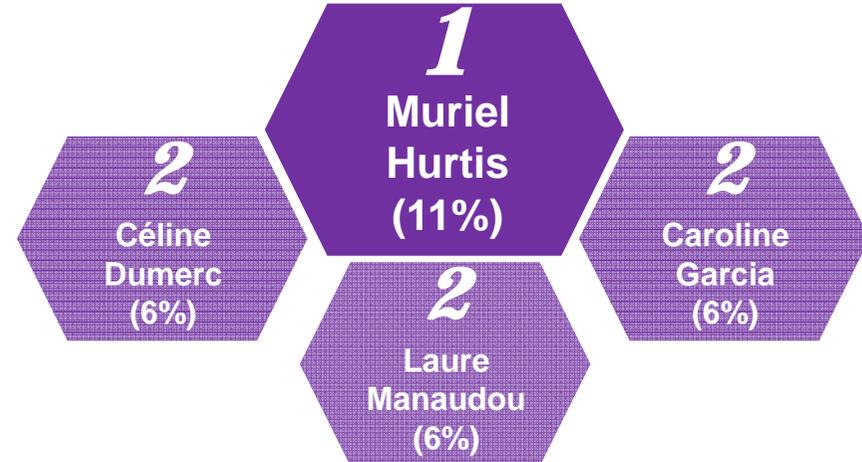
Base : à tous ceux qui ont répondu très important ou plutôt important à la première question de cette rubrique sur le sport comme centre d'intérêt

Le TOP 3 des sportifs et des sports préférés

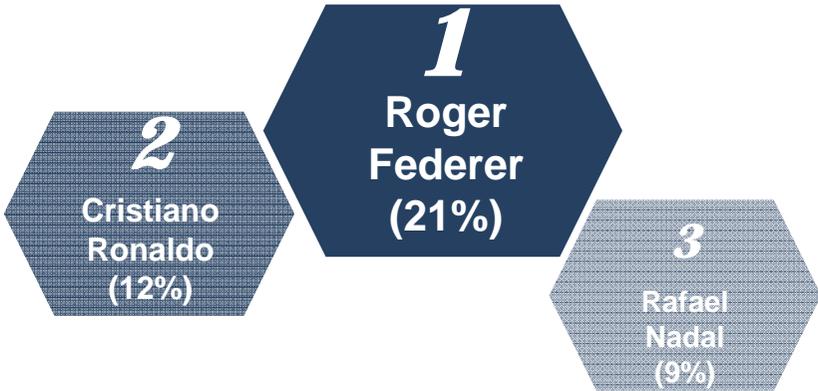
Le sportif français masculin préféré



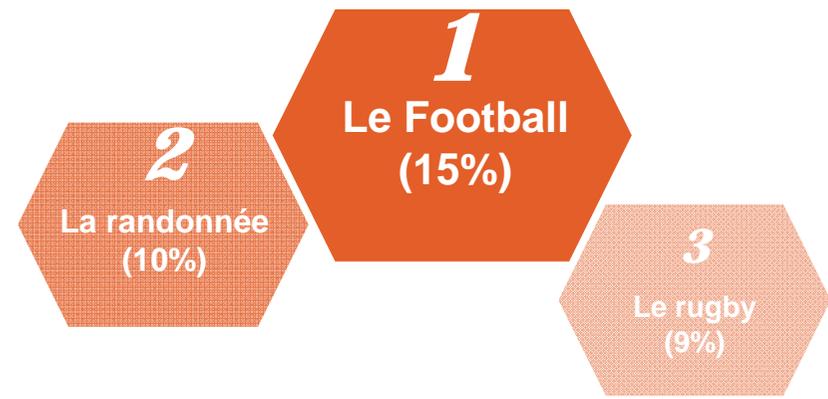
La sportive française féminine préférée



Le sportif étranger masculin préféré



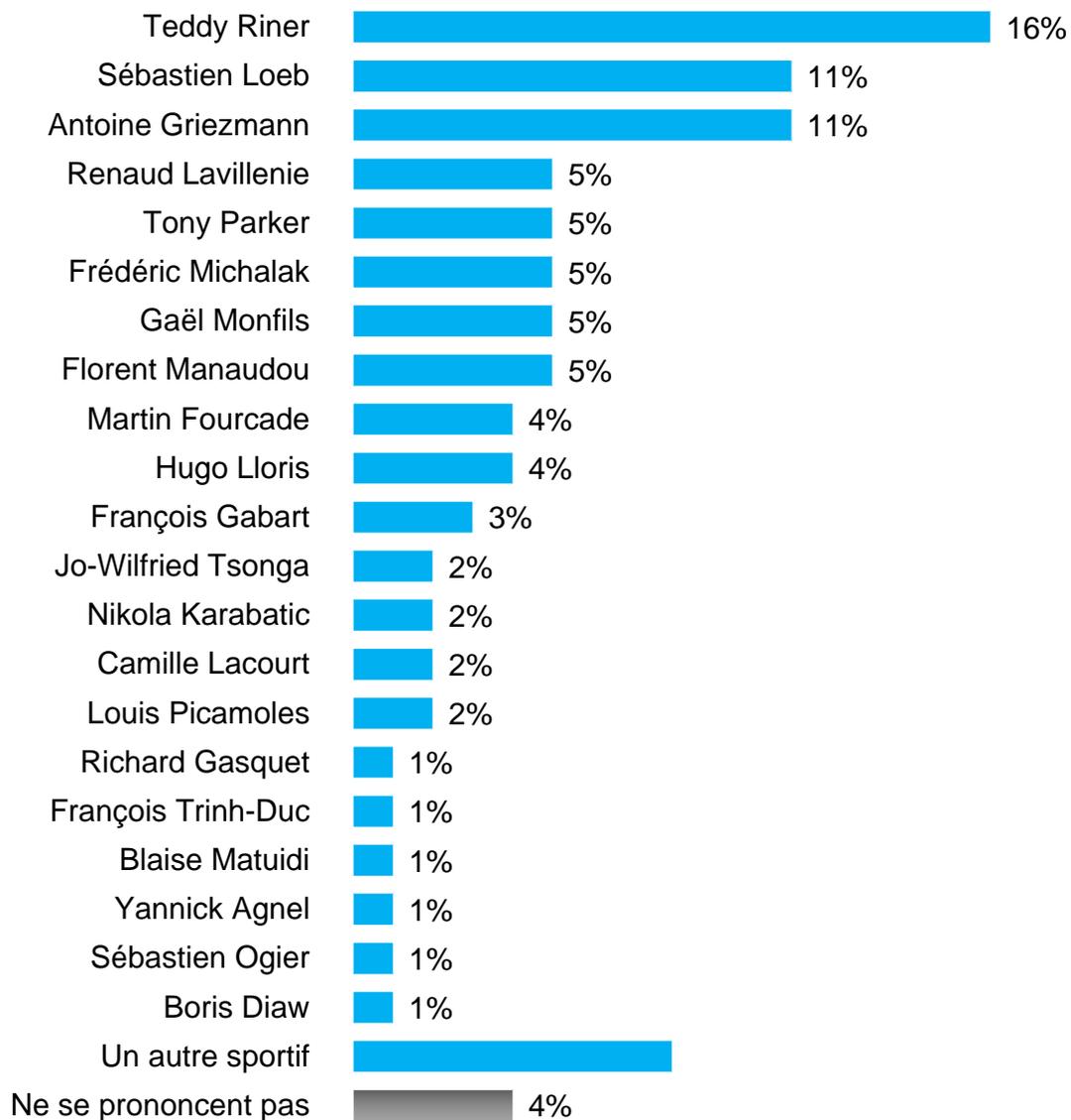
Le sport préféré



Le sportif français masculin préféré

Question

Quel est votre sportif français masculin préféré ?



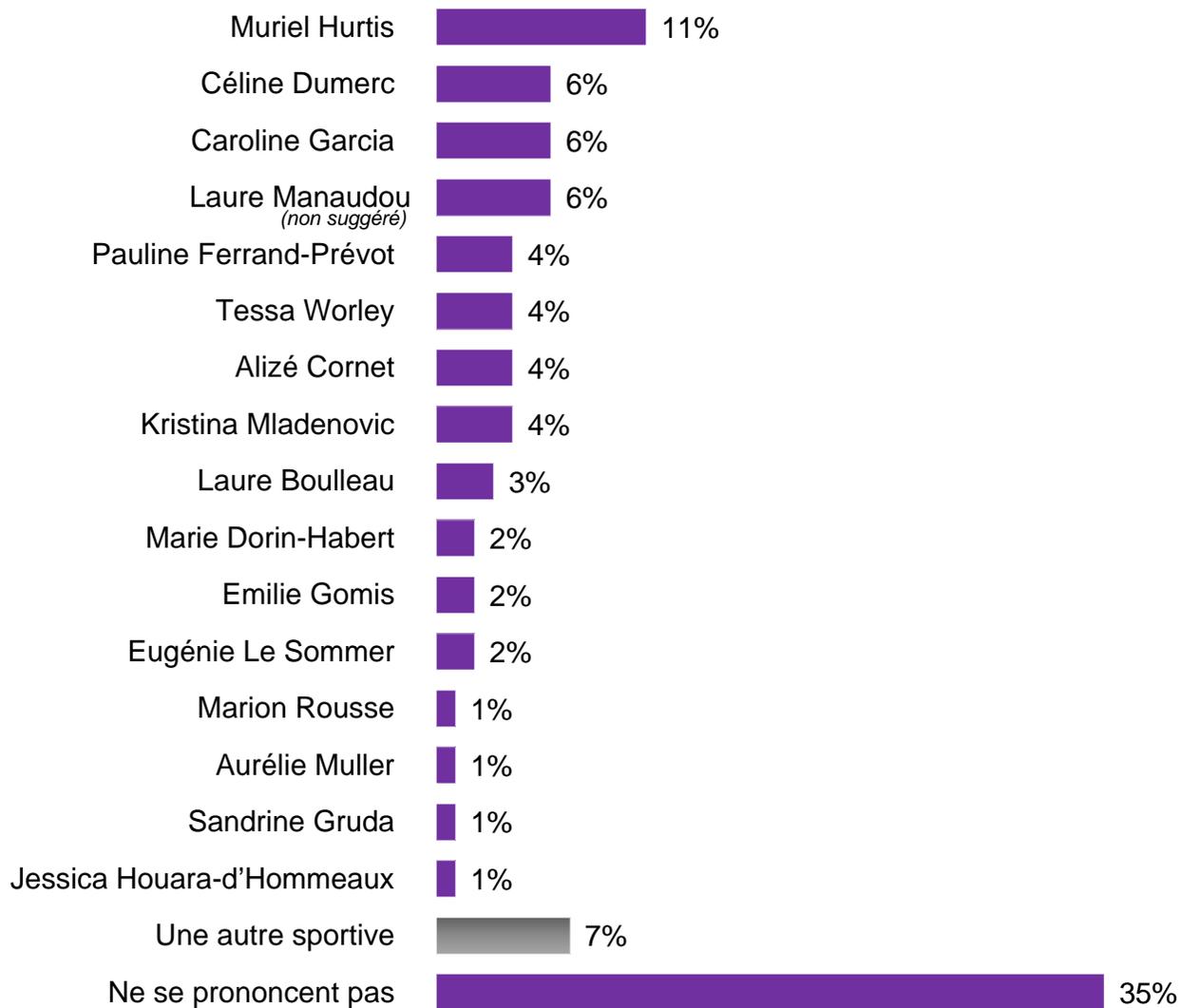
Base : à 50% de l'échantillon



La sportive française féminine préférée

Question

Quelle est votre sportive française préférée ?

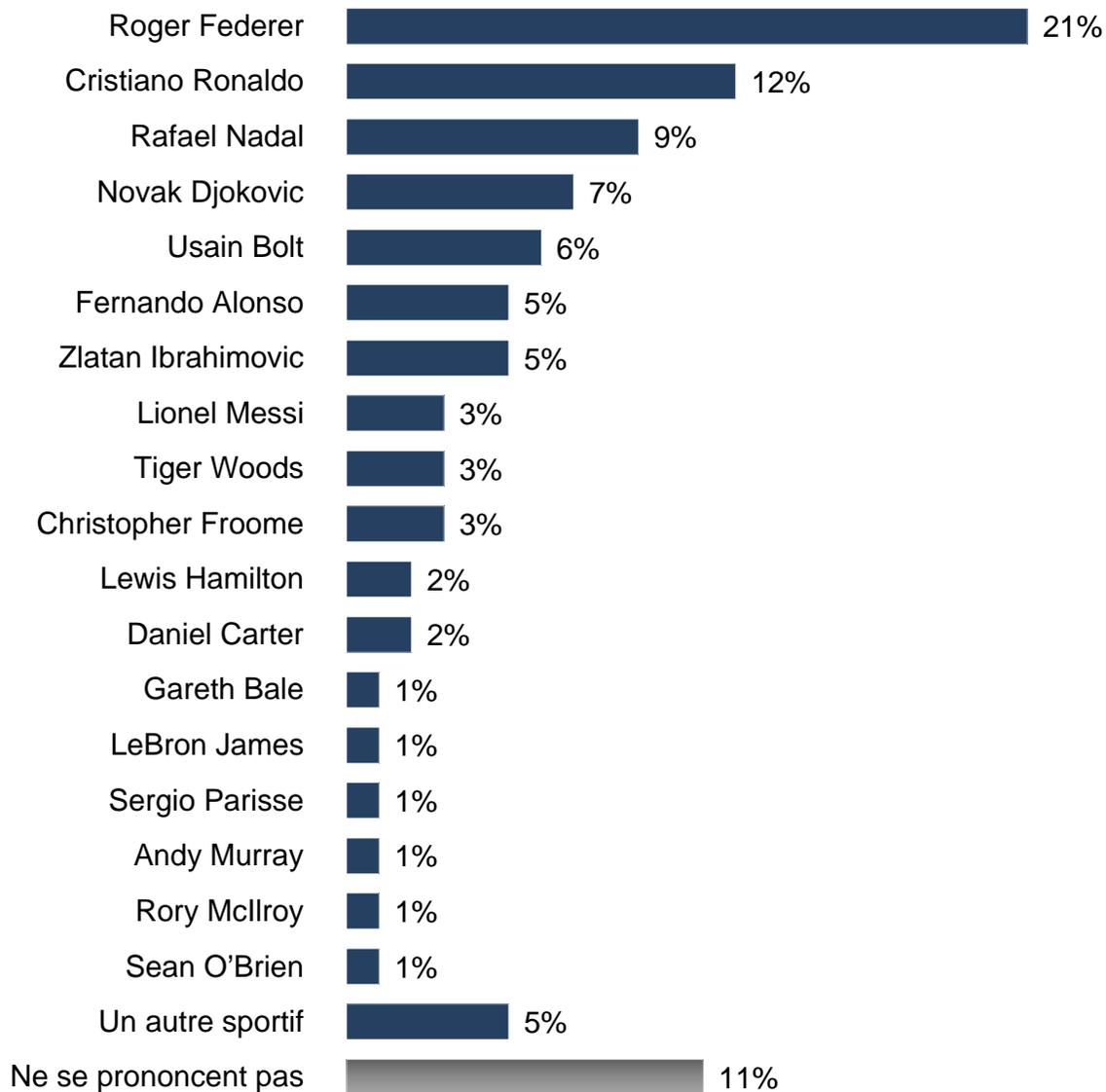


Base : à 50% de l'échantillon

Le sportif étranger préféré

Question

Quel est votre sportif étranger préféré ?



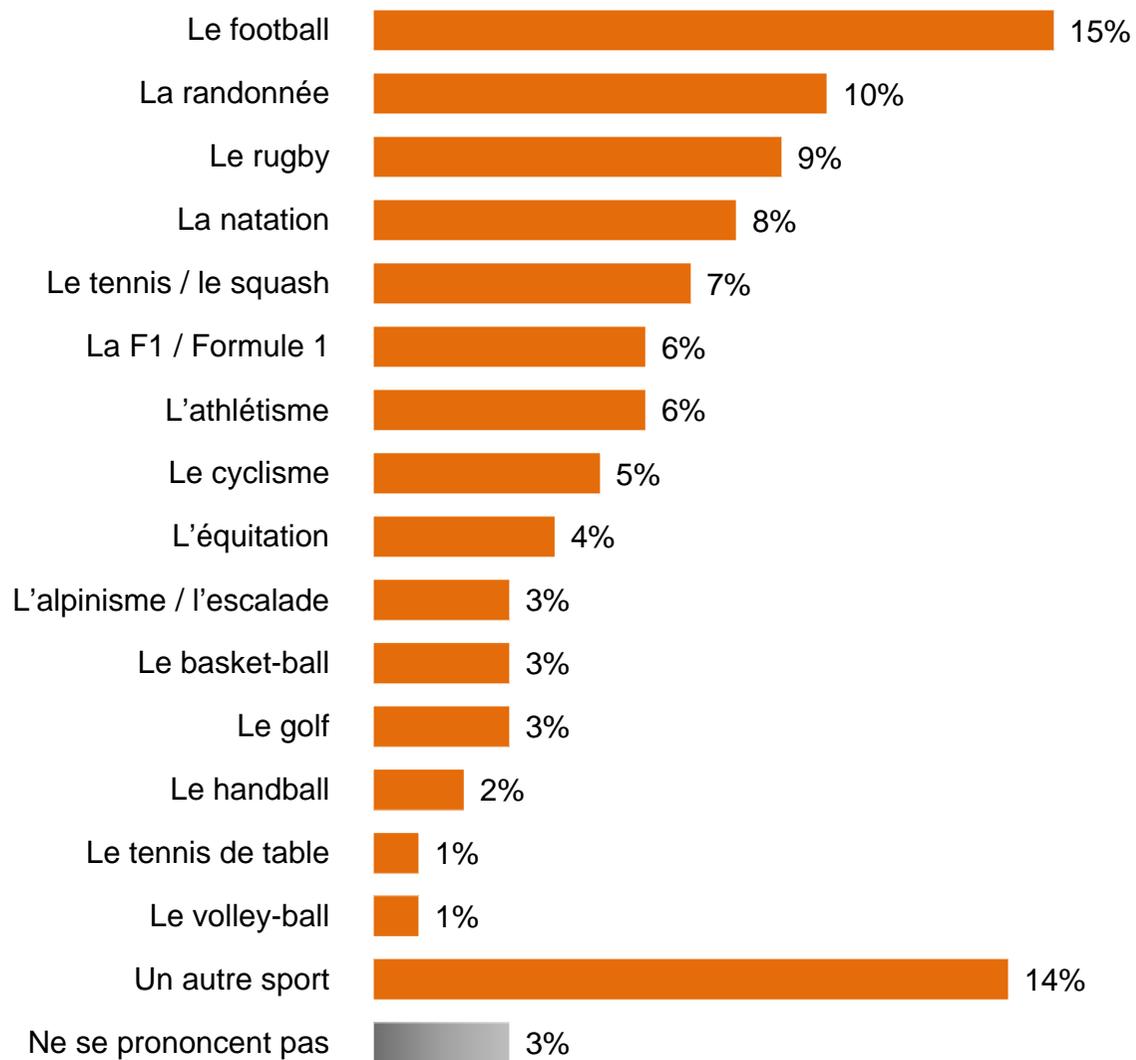
Base : à 50% de l'échantillon



Le sport préféré

Question

Quel est votre sport préféré ?



Base : à 50% de l'échantillon

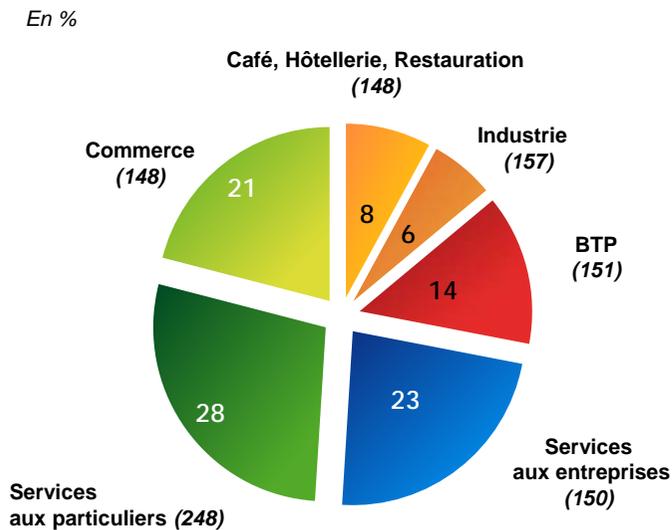
Méthodologie

- Échantillon de **1 002** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 11 au 28 juillet 2016.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

Échantillon

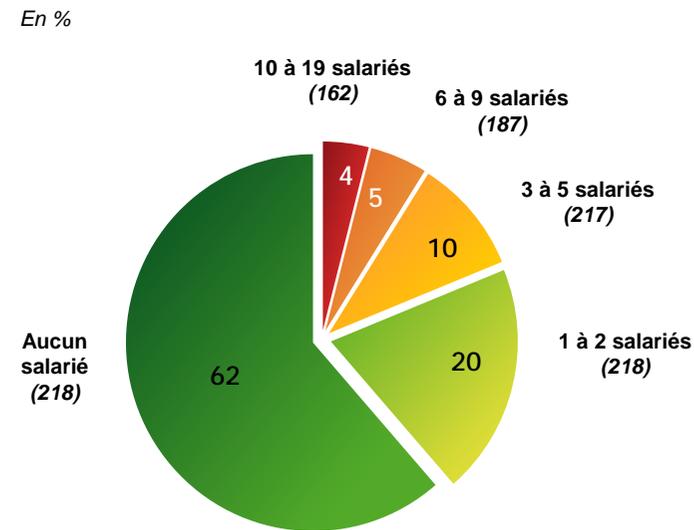
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



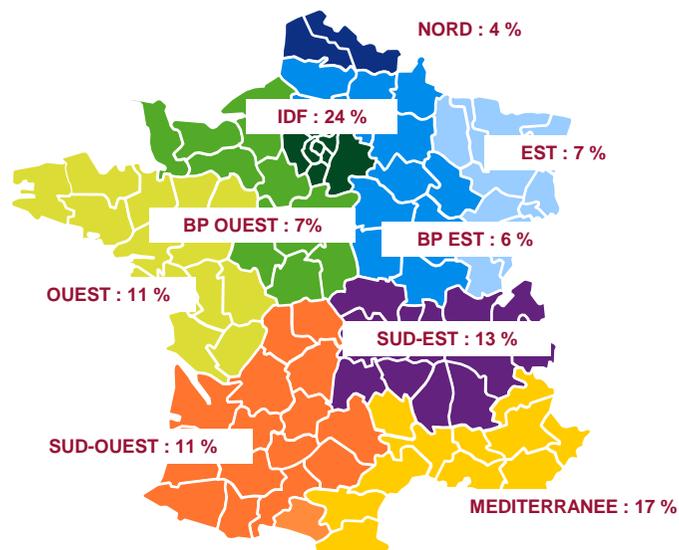
TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



Source : INSEE SIRENE chiffres au 1^{er} septembre 2012